

BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE

n° 34 – 11 octobre 2024

page*2:
Éditions Page deux

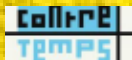
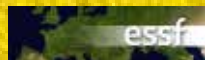
SYLÉPSE



SPARTACUS



LES UTOPIA



NewPolitics



LES utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M Éditeur (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues New Politics (New York), Les Utopiques (Paris) et ContreTemps (Paris), les sites À l'encontre (Lausanne) et Europe solidaire sans frontières, les blogs Entre les lignes entre les mots (Paris) et Utopia Rossa, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre : <https://alencontre.org/>
Centre Tricontinental : www.cetri.be/
ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org
Éditions Page 2 : <https://alencontre.org/>
Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr
Éditions Syllepse : www.syllepse.net
Massari Editore, www.massarieditore.it
Entre les lignes, entre les mots : <https://entreleslignesentrelesmots.blog/>
Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org
Les Utopiques : lesutopiques.org
M Éditeur : <https://m-editeur.info/>
New Politics : newpol.org/
Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org
Utopia Rossa : <http://utopiarossa.blogspot.com>



Nayf et Ildar, présents !

Nayf Hakoum, réfugié syrien en Ukraine est mort au combat le 13 septembre 2024, dans le district de Kherson.

Ildar Dadyn, 42 ans, est mort au combat dans le Dombass. Oppositionnel russo-tatar, célèbre à Moscou pour ses manifestations publiques, torturé en prison entre 2015 et 2018, avait rejoint les forces armées ukrainiennes dans le cadre du « bataillon sibérien » groupant des volontaires de différentes nationalités opprimées dans la Fédération de Russie.

10 OCTOBRE 2024

ISBN : 979-10-399-0271-7

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture : © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project. Illustrations intérieures : DR et collections particulières.

Table des matières

CE N'EST QU'UN DÉBUT CONTINUEZ À TERGIVERSER

CHRISTIAN MAHIEUX

5

CARNET DE BORD DE LA GUERRE EN UKRAINE

Menace nucléaire russe, batailles de Kursk et de Vuhledar...

ANTOINE RABADAN

8

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Des syndicalistes ukrainiens en tournée dans l'État espagnol

ALFONS BECH

32

Intercepted: salle comble pour la projection en avant-première au Louxor

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

40

Déportation, adoption, russification des enfants ukrainiens

ROBI MORDER ET MARIANA SANCHEZ

42

Carnet de voyage

MANON BOLTANSKY ET NICO DIX

44

Deuxième assemblée générale du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

BERNARD DREANO, ROBI MORDER, MARIANA SANCHEZ

54

FÉMINISMES

Travail des femmes : comment la guerre a changé le marché du travail en Ukraine

ALIONA TKALITCH

59

Une perspective féministe

L'ATELIER FÉMINISTE

62

Le dilemme de la violence domestique en Ukraine

RUCHI KUMAR

63

Féministes en lutte contre l'impérialisme russe

UNE VIDÉO PRODUITE PAR FRIEDA AFARY ET L'ATELIER FÉMINISTE DE LVIV

65



Le groupe féministe Bilkis annonce arrêter la distribution de repas.
Une partie de l'équipe s'étant engagée dans l'armée

66

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

Les infirmières sont au bord du gouffre

SOIS COMME NINA

69

Sois comme Nina

70

2^e congrès du syndicat étudiant Priama Diia

75

Kharkiv Pride

77

RETOUR VERS LE FUTUR

1917 : le drapeau ukrainien flotte sur le Kremlin

PATRICK LE TRÉHONDAT

88

Babi Yar, du déni à une histoire pleinement partagée ?

SOPHIE BOUCHET-PETERSEN

95

PRISES DE POSITIONS

Faire fi de l'histoire et de la géographie pour mieux se détourner de la solidarité

CHRISTIAN ZELLER

107

BOÎTE ALERTE

La deuxième mort de la maison des écrivains de Kharkiv

VIRA AHEIEVA

113

Poésie ukrainienne dans la guerre

PRÉSENTÉ ET TRADUIT PAR VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

117

Kino, une revue de cinéma d'avant-garde

NAZAR KUCHRYAK

118

Sur les traces de Nestor

124



Ce n'est qu'un début continuez à tergiverser

Christian Mahieux¹

Lorsqu'est écrit ce texte, cela fait 950 jours que l'armée russe a envahi le territoire ukrainien, déclenchant la guerre dans cette région du monde. Une guerre qui fait suite à l'annexion de la Crimée menée dix ans auparavant, poursuivie par la guerre du Donbass.

950 jours (plus dix ans) que des forces de gauche débattent de la position à adopter, des mesures à prendre – ou à ne pas prendre – de la caractérisation des régimes en place.

En France, le Nouveau Front populaire (NFP) a publié, début juin, un programme qui, à propos de la guerre en Ukraine, reprend très largement les positions du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU). Mais, sur ce sujet comme sur d'autres, chaque composante

continue à dérouler ses propres positions, même lorsqu'elles sont en pleine contradiction avec l'engagement électoral ! Il en est de même au Parlement européen où la « gauche » (mais « la gauche » européenne comprend le mouvement italien Cinq étoiles, c'est dire !) persiste à, majoritairement, ne pas voter les textes allant dans le sens d'un soutien à l'Ukraine envahie par la Russie.

Pendant ce temps, la guerre continue, l'occupation du territoire ukrainien aussi, le nombre de morts et de blessés ne cesse d'augmenter, les enfants ukrainiens kidnappés pour être russifiés se comptent par dizaines de milliers, les capitalistes en profitent pour restreindre les droits des travailleurs et des travailleuses d'Ukraine... et la résistance populaire ukrainienne continue.

C'est à celle-ci, sous ses différentes formes, que nous faisons écho au fil des 34 numéros parus de cette revue : des luttes syndicales dans la santé ou les facultés, aux féministes en guerre contre l'impérialisme, des actions des LGBTQI+ à celles des mondes de la culture²... Avec cette 34^e livraison, les Brigades éditoriales de solidarité poursuivent leur modeste soutien à celles et ceux qui, en Ukraine mais aussi en Russie et au Bélarus, combattent l'impérialisme, le colonialisme, le fascisme, le militarisme... Des gens de gauche ?



1. Christian Mahieux est membre des Brigades éditoriales de solidarité, du Comité français du RESU et de l'Union syndicale Solidaires.

2. Du n° 1 (3 mars 2022, soit neuf jours après le début de l'invasion) au n° 33 (6 septembre 2024), *Soutien à l'Ukraine résistante* a publié 33 numéros, soit quelque 788 articles sur 3414 pages.



CARNET DE BORD
DE LA GUERRE
EN UKRAINE



Menace nucléaire russe, batailles de Koursk et de Vuhledar, missiles de longue portée pour frapper en Russie *or not* missiles de longue portée pour laisser frapper la Russie, paroles de Kara- Murza...

Antoine Rabadan¹

29 septembre

La guerre en Ukraine au prisme de chinoiseries appréciées de Poutine²...

Ce n'est pas nouveau mais la forte, très, très forte, suspicion que la Chine soit une championne de la duplicité fait progressivement place à la conviction (des preuves, sans guillemets, sont à venir qui permettront de parler de confirmation) qu'elle mène en bateau les soutiens de l'Ukraine. Dire que certain·es nous basinent avec l'idée qu'elle serait une pièce clé du processus de paix à engager pour mettre fin à cette guerre.

Les deux dictatures, celle de la Chine comme celle de la Russie, qui assurent leurs arrières en réprimant violemment toute velléité de dissensus dans leurs peuples, travaillent main dans la main, l'une en version sinistrement cynique, l'autre en version mielleusement hypocrite, à monter les feux contre les peuples du monde.

Encore un effort pour comprendre «enfin» que la Chine est – et ce n'est pas d'aujourd'hui – cobelligérante, aux côtés de la Russie, en Ukraine. Et que ses propositions de paix sont des «*zhǐ lǎohǔ*», des «tigres de papier», comme disait le Grand Timonier qui savait de quoi il parlait, pour amuser la galerie de la géopolitique internationale. Et préparer sa guerre contre Taïwan et plus si besoin, en catimini,

1. Antoine Rabadan est militant internationaliste et membre du Comité français du RESU à Montpellier.

2. www.sudouest.fr/international/russie/guerre-en-ukraine-des-preuves-que-la-chine-aide-militairement-la-russie-selon-le-times-21577868.php.

quoique, à dire vrai, en mer de Chine (que les Vietnamiens appellent mer Orientale), maxi cat, avance déjà toutes griffes dehors³!

Extrait de «Guerre en Ukraine: des “preuves” que la Chine aide militairement la Russie», selon le Times (Sud-Ouest).

D'après le quotidien britannique, «un nouveau rapport obtenu par les alliés indique qu'une entreprise chinoise envoie une gamme de drones militaires conçus en Russie pour des tests». Selon un responsable occidental, il existe «des preuves que les entreprises chinoises fournissent à la Russie des armes mortelles destinées à être utilisées en Ukraine». Un soutien militaire avec l'accord, au moins tacite, du gouvernement de Pékin. Un faisceau de présomptions qui va dans le sens d'un rapport publié par Reuters selon lequel la Russie aurait monté une entreprise en Chine, IEMZ Kupol, afin d'y développer et produire des drones d'attaque à longue portée, baptisés Garpiya-3 et destinés à être utilisés dans la guerre contre l'Ukraine.

28 septembre

[Dernière minute ce 2 octobre: les Ukrainiens ont décidé de se replier hors de la ville de Vuhledar. Elle a instantanément été occupée par les forces russes.]

C'est la troisième fois que les Russes tentent de prendre cette ville, ce qui leur a valu une terrible déroute :

En janvier et février 2023, [Vuhledar] avait été l'objet d'un exploit militaire: la 72^e brigade

mécanisée de l'armée ukrainienne y avait vaincu une force russe deux fois plus importante. (*La Voix du Nord*).

Aujourd'hui pourtant la ville semble devoir être prise par les Russes⁴. Ceux-ci s'étaient jusqu'ici cassés les dents en tentant des assauts frontaux sud-nord depuis la ville de Pavdivka qu'ils contrôlent. Ils ont donc décidé de se réorienter vers des attaques de flanc qui se sont avérées plus productives: au nord-est la prise des hauteurs d'un complexe minier leur permet de pilonner Vuhledar en préambule d'un assaut terrestre. Cela s'est concrétisé par une petite pénétration russe dans ce secteur nord-est, stoppée à ce jour par les Ukrainiens.

Plus au nord, après avoir pris la ville de Vodyane, les Russes se sont attaqués, avec un fort appui de l'artillerie lourde, à un autre site minier duquel les Ukrainiens ont décidé de se retirer assez rapidement, suivant leur schéma tactique habituel de se replier, dès lors que leurs pertes deviennent trop élevées sans plus de réel bénéfice par rapport aux énormes pertes infligées à l'ennemi. Avant de se dégager des lieux, les Ukrainiens ont pris la précaution de détruire les hautes tours de la mine pour éviter que les Russes ne disposent de positions de tir avantageuses. Ceci a amoindri la valeur tactique de ce gain territorial.

Mais c'est à l'ouest de Vuhledar que le danger russe se fait le plus pressant puisque leur avancée, coupant une des routes d'approvisionnement de la ville, participe d'une tentative



3. *La Croix*, 27 août 2024.

4. www.youtube.com/watch?v=Rf8OL9Fi4ec.

d'encerclement de celle-ci. Les autres voies d'approvisionnement depuis le nord pourraient être menacées par l'artillerie russe si, par le nord-est et par l'ouest, l'armée russe parvenait à avancer en créant un effet de prise en tenaille.

Que signifierait une prise de la ville par les Russes ?

La situation militaire des Ukrainiens s'est donc incontestablement dégradée dans la zone de Vuhledar et il n'est pas exclu qu'ils optent pour un repli tactique hors de cette ville vers les villes plus au nord de Novoukrainka et de Bohoyavienka. Mais la situation militaire n'est pas aussi critique que ce qu'en disent nombre de médias occidentaux, toujours aussi peu attentifs à l'évaluation du terrain réellement gagné par les Russes et de sa valeur opérationnelle : on estime en effet que la perte de Vuhledar n'autoriserait qu'une avancée de 5 km jusqu'au nouveau bastion de Novoukrainka qui pourrait, la prochaine « *raspoutitsa* » (« saison des mauvaises routes » !) aidant à partir du mois prochain, devenir un point de fixation pour plusieurs semaines, ou mois, de la ligne de défense du secteur.

L'ISW (Institut d'étude de la guerre), qui contredit ce que l'on entend médiatiquement sur la défaite stratégique que signifierait la perte de Vuhledar⁵, évalue la situation à Vuhledar en ces termes :



5. Une défaite stratégique, rappelons-nous que c'était ce que supposément signifiait déjà la perte d'Avdiivka, en février dernier, qui devait ouvrir sur la prise de... Pokrovsk et on voit ce qu'il en est à Pokrovsk, certes menacée, toujours sur le point de tomber mais ne tombant pas, sept mois après !

Les forces russes ont atteint la périphérie de Vuhledar au milieu de ce qui semble être une poussée offensive intensifiée près de la colonie, mais la capture de Vuhledar ne devrait pas donner aux forces russes un avantage opérationnel particulier pour d'autres opérations offensives dans l'ouest de l'Oblast de Donetsk. [...]

Les forces russes peuvent réussir à s'emparer de la totalité de Vuhledar, mais la rapidité ou la facilité avec laquelle elles y parviendront dépendra probablement en partie de la prise de décision ukrainienne. Si le commandement ukrainien décide que le risque d'un encerclement de Vuhledar par les Russes ou le coût de la défense de la localité elle-même en combat urbain sont trop élevés, les forces ukrainiennes peuvent se retirer, permettant ainsi aux forces russes de s'emparer de Vuhledar relativement rapidement et sans s'engager dans des combats rapprochés.

Si les forces ukrainiennes décident de défendre Vuhledar et parviennent à empêcher les Russes de l'envelopper ou de l'encercler, les forces russes risquent d'avoir du mal à se frayer un chemin à travers une zone de combat. Si les Russes ne prennent pas le village relativement rapidement, la manœuvre russe le long des flancs de Vuhledar pourrait également être affectée par l'arrivée des pluies d'automne, qui rendraient beaucoup plus difficile la progression des forces russes sur le terrain principalement rural et agricole entourant Vuhledar, car il deviendrait beaucoup plus boueux. Les milblogueurs russes ont identifié les fortifications de Vuhledar et le terrain le long

de ses flancs comme des obstacles majeurs à la capacité de la Russie à progresser dans la région, à la fois lors des efforts offensifs précédents et pendant la série actuelle d'attaques. [...] La prise potentielle de Vuhledar par la Russie ne devrait pas modifier fondamentalement le cours des opérations offensives dans l'ouest de l'oblast de Donetsk. Vuhledar n'est pas un nœud logistique particulièrement crucial – les forces russes contrôlent déjà la plupart des routes principales menant à Vuhledar (la route T0509 Vuhledar-Prechystivka, la route C050524 Pavlivka-Vuhledar, la route T0524 Vuhledar-Marinka et menacent probablement déjà de façon crédible la route C051134 menant à Bohoyavlenka par des tirs d'artillerie à courte portée, de sorte que la prise de la localité n'offrirait pas immédiatement aux forces russes l'accès à une nouvelle route, ni ne couperait les forces ukrainiennes d'une route qui est cruciale pour leur approvisionnement logistique.

La prise éventuelle de Vuhledar n'offrira pas non plus nécessairement aux forces russes une position avantageuse à partir de laquelle elles pourront lancer des opérations offensives ultérieures ailleurs dans l'ouest de l'oblast de Donetsk. Vuhledar se trouve à 23 kilomètres au sud de l'autoroute H-15, qui relie la ville de Donetsk à la zone frontalière de l'oblast de Donetsk-Zaporijjia, mais la zone entre Vuhledar et l'autoroute est principalement composée de champs ouverts qui exigeraient des forces russes qu'elles mènent des assauts mécanisés réussis à travers des zones qui pourraient bientôt devenir trop boueuses pour réaliser

des gains tactiques plus rapides. [Vuhledar se trouve également à environ 30 kilomètres au sud des zones situées au sud-est de Pokrovsk auxquelles les forces russes accordent actuellement la priorité, et les forces russes devraient manœuvrer sur plus de 30 kilomètres de terrain ouvert pour soutenir de manière significative les efforts offensifs au sud-est de Pokrovsk. ISW a précédemment évalué que les efforts offensifs russes près de Vuhledar et Pokrovsk se renforcent mutuellement et visent à étirer les forces ukrainiennes sur un front plus large dans l'oblast de Donetsk, mais la prise hypothétique de Vuhledar par les Russes ne serait pas nécessairement assez importante sur le plan opérationnel pour étirer les forces ukrainiennes encore plus loin dans cette zone⁶.

La Russie continue son avancée grignoteuse sur le front est tandis que les Ukrainiens fortifient leurs positions, tout en poursuivant des avancées, dans l'oblast de Kursk

À Vuhledar, comme à Pokrovsk et ailleurs sur le front, il faut le dire et le redire, les Russes sont toujours empêtrés dans une dynamique de grignotage de terrain, fort coûteux en vies humaines et en matériels militaires, sans aucune capacité à opérer une quelconque percée. Et cela alors que, du côté de Kursk, les opérations ukrainiennes se poursuivent, travaillant à encercler des poches de regroupements militaires ayant opéré des avancées aventureuses, et à stabiliser leurs gains territoriaux. Ceux-ci, le temps passant et le mauvais temps arrivant, pourraient toujours plus mettre au jour



6. *Institute for the Study of War*, 24 septembre 2024.

l'incapacité de Poutine à coller à l'image qu'il veut donner de lui-même, celle du conquérant invincible en marche vertigineuse vers la victoire avec une partie du sol national passé aux mains de l'ennemi satanique ukrainien.

Les Russes ne peuvent pas ne pas voir que le narratif épique de la Grande et Sainte Russie, devenu phare mondial de la géopolitique sous l'égide du génial nouveau tsar, que distillent les canaux du pouvoir, relève d'une fable délirante (et tellement meurtrière)! Laquelle curieusement tend à contaminer certains de nos médias ayant du mal à se délivrer tant des tentations du sensationnalisme («l'avancée inexorable, voire, imparable des Russes»!) qui cherche, en suscitant frissons et peurs bon marché, à booster les audimats et parasite les perceptions, que des déjantées intox russes.



Il reste que, du côté ukrainien, leur capacité à enfermer, à moindre coût humain, relativement parlant, pour eux, les Russes dans le cercle de fer dudit grignotage territorial, se paye tout de même de beaucoup trop de pertes humaines, civiles et militaires. Lesquelles pourraient être grandement diminuées si les pays alliés se décidaient enfin, en déjouant le grossier bluff (voir mes précédents posts) poutinien sur le risque nucléaire encouru, à autoriser les frappes contre les armes de destruction massive nichées dans les profondeurs de la Russie. Ce qui, par ailleurs, serait un premier pas, nécessaire quoique non suffisant, pour commencer à envisager sur le temps une nouvelle contre-offensive que seule une éventuelle victoire de Trump à la présidentielle américaine, devrait pouvoir retarder.

Notre soutien internationaliste aux Ukrainien·nes ne peut faire l'économie de ces données politico-militaires de la guerre d'Ukraine. Leur prise en compte reste incontournable pour aider les gauches et le syndicalisme de ce pays, comme les opposant·es russes, à faire émerger, malgré la guerre, leurs propositions d'émancipation populaire en défiance totale vis-à-vis de l'impérialisme russe, vis-à-vis de tous les impérialismes!

27 septembre

La guerre d'usure que les Ukrainiens mènent derrière les lignes russes d'occupation du territoire national⁷

Il s'agit d'un élément tactique sous-estimé médiatiquement car, outre sa nature plus ou moins embryonnaire suivant les endroits, il se prête peu, par définition, à une exposition spectaculaire de sa participation aux opérations contre l'ennemi. La plus grande clandestinité, vitale pour ce genre d'actions en situation de guerre, participe de la nécessité impérative de ne pas griller les agents, en tout cas prématurément, avec recours prévu à des exfiltrations des membres menacés et leurs familles.

On peut cependant estimer que certaines des opérations, spectaculaires celles-là, comme le ciblage de centres logistiques, en territoire occupé dans le Donbass mais surtout en Crimée, ont été rendues possibles par la transmission de données essentielles à la précision des frappes aériennes.

7. [Geo](#), 26 septembre 2024.

Ce travail d'information par des agents présents sur place, dans cette péninsule, a permis de détruire les moyens de détection radars antiaériens les plus sophistiqués et favorisé la neutralisation, par des drones ou des missiles aériens ou maritimes, de sites de stationnement ou de réparation de la marine russe. À tel point qu'elle a dû, quasiment dans sa totalité, être rapatriée hors de la partie occidentale de la mer Noire la rendant ainsi non opérationnelle à cet endroit. Atout non négligeable de cette articulation entre acteurs clandestins de la résistance en territoire occupé et opérateurs de frappes depuis l'extérieur, puisque c'est ce qui a permis de rouvrir un commerce maritime, jusqu'à empêché par les attaques aériennes russes, essentiellement d'exportation de céréales, depuis le port d'Odessa, vitale pour l'économie de l'Ukraine.

Certaines de ces structures d'actions et d'informations agissant dans l'ombre opèrent par ailleurs en territoire russe pour des opérations de sabotage, par exemple de lignes ferroviaires ou de trains. Pour également faciliter les nombreuses frappes, dans la profondeur, de centres pétroliers et de sites de stockage de munitions ou d'avions. La dernière en date visant ce type de sites, menée par des centaines de drones made in Ukraine, a été d'une efficacité rarement vue puisqu'elle en a détruit deux proches l'un de l'autre, situés à l'ouest de Moscou, dont la mise hors service équivaut à trois mois d'approvisionnements en munitions de la Russie⁸.

8. www.youtube.com/watch?v=yL6dGRM13XA.

Saluons ce travail courageux, car extrêmement risqué puisque mené dans la profondeur de la zone occupée, dont l'article joint à ces lignes explique qu'il est supervisé très rigoureusement par les services des Forces d'opérations spéciales (CCO) de l'armée ukrainienne pour éviter les infiltrations du FSB et assurer par là la durabilité maximale des structures clandestines.

Ce que traduit cette guerre souterraine complémentaire de la guerre ouverte d'autodéfense ukrainienne, c'est l'implication, dans la lutte de libération nationale menée par l'armée, d'éléments parmi les plus déterminés de la société civile dans les conditions particulièrement dangereuses de l'occupation ennemie néofasciste. Promesse, en tout cas, que se posent les bases, dès lors que l'Ukraine aurait acquis les moyens de relancer l'offensive sur le front, d'un développement large parmi la population, autour de la dialectique informations-actions de ces noyaux d'activistes, de la résistance nationale dans le dos de l'ennemi.

Aboiements du nucléopathe du Kremlin vs battements de queue basse des principaux alliés de l'Ukraine

En filant du début à la fin de son texte⁹ une hilarante métaphore canine, qui n'en développe pas moins sérieusement une fine analyse de ce qui se joue autour du plan de paix de Zelensky, Hana Gauer nous livre de quoi échapper aux diverses approches impressionnistes de la situation en Ukraine. On peut discuter ici ou là

9. Voir le post, intitulé « Le plan de paix ou la valse des signalements canins » sur la page FB de Hana Gauer au 26 septembre (www.facebook.com/hana.gauer) .



telle formulation, voire tel ou tel point d'analyse, mais l'ensemble est de fort bonne tenue politique, que dis-je, intellectuelle. Ce qui, face au double jeu paradoxal et tristement combiné des aboiements du barbare du Kremlin et des battements de queue basse des principaux alliés, invite à persister dans le soutien à la ténacité courageuse et inventive du peuple maltraité d'Ukraine !

Extrait :

La seule solution me semble la suivante : l'Europe finira par financer avec les avoirs russes la fabrication en Ukraine des armes plus opportunistes et nouvelles, ce qui l'a rendra également indépendante des moyens américains. Avec son simple moteur à réaction, le missile-drone Palyanytsya pourrait au moins en partie résoudre le problème de capacité de nos trop rares et trop chers missiles Storm Shadow.

Et ce n'est plus de l'utopie. L'Ukraine pourrait bientôt commencer la production industrielle de sa propre fusée Palyanytsia lancée au sol, que les Ukrainiens réalisent en coopération avec un fabricant de Brno. Cette société tchèque a développé pour eux un moteur à turbine d'une poussée de 3 400 N, qui est censé avoir un rapport poussée/poids unique et adapté pour cette arme hybride d'un nouveau type drone-missile.

Le ministre de l'Industrie stratégique, Oleksandr Kamychin a déjà annoncé : « Nous avons des drones de mortier, des drones d'artillerie, et à partir d'aujourd'hui, nous avons une toute nouvelle classe d'armes : les drones lance-missiles. »

Grâce au moteur à réaction, le drone peut atteindre des vitesses de plus de 500 kilomètres par heure, éviter mieux ainsi au moins les tirs antiaériens d'armes plus légères. Et on peut envisager une production en volume et c'est particulièrement important pour se battre contre les Russes.

L'Ukraine sera en mesure de répondre mieux aux terroristes russes, si l'Occident finance l'industrie ukrainienne des missiles Palyanytsya.

24 septembre

Menace nucléaire, lignes rouges... « Les cercles les plus proches du Kremlin ne croient eux-mêmes plus réellement dans ces fameuses "lignes rouges" atomiques¹⁰ »

Éléments de réflexion qui s'ajoutent, en le recoupant pour partie, à ce que j'aborde sur le sujet depuis quelques jours et qu'on pourrait regrouper sous le titre « La Russie est un tigre de papier nucléaire ».

Ce qui n'empêche pas que son chef néofasciste ait quelques autres atouts menaçants dans sa manche mais moins destructeurs, et donc a priori plus résistibles, que son supposé atout nucléaire. Lequel est souvent surestimé par les plus importants alliés de Kyiv par des calculs électoraux à court terme dont Poutine - c'est en fait là le sens qu'il donne à la menace nucléaire contre l'Occident - joue pour nous faire prendre au sérieux ce qui n'est qu'un épouvantail. Le site Géo tape juste sur cet usage russe de l'épouvante suscitée par le danger nucléaire pour tétaniser la campagne électorale

10. [Geo](#), 24 septembre 2024.



américaine au profit de son *alter ego* fasciste Trump (comme, par ailleurs, de ses partisans fascistes en Europe). Comme l'explique le *Washington Post*, «[les lignes rouges, dont celle liée au nucléaire] restent un argument de campagne de Donald Trump et de ses soutiens. En jouant de manière plus musclée le jeu de l'escalade quelque temps avant les élections américaines, en novembre, Vladimir Poutine pourrait ainsi aider à faire élire le candidat républicain. Il placerait alors dans le bureau ovale un président qu'il aurait sans doute moins de mal à malmenier que son adversaire démocrate Kamala Harris».

La situation dans la ville de Vuhledar dans le Donbass, ayant, dans l'immédiat, détrôné Pokrovst, en tant qu'épicentre d'une dangereuse offensive russe sur le front oriental, alors que le reste de la ligne de front a baissé d'intensité par redéploiement de moyens vers Kursk, a à voir avec ce qui précède : en ne permettant pas aux Ukrainiens de taper les plus lointaines lignes d'approvisionnement du front, les alliés de l'Ukraine font une fleur au dictateur russe. Une fleur vénéneuse qui se paye de la vie de milliers de civils, de soldats ukrainiens mais aussi russes. Un tel niveau d'irresponsabilité signe le point d'intersection politico-militaire paradoxalement aberrant entre Poutine et les alliés de Kyiv, d'où le premier compense grâce aux seconds ses énormes fragilités opérationnelles.

Regrettable évidence du primat accordé à la logique d'Etat qui tendanciellement travaille les régimes de démocratie représentative, certes à une tout autre échelle que dans le cas du régime totalitaire russe, mais suffisamment pour que le criminel de guerre du Kremlin puisse sortir la

tête de l'eau et perpétrer les crimes que l'on sait. Regrettable évidence que notre soutien internationaliste inconditionnel à la résistance du peuple ukrainien ne peut passer sous silence : c'est un urgentissime impératif catégorique, pour tout internationaliste conséquent, que les Ukrainiens reçoivent les armes, quelle que soit leur provenance, leur permettant de neutraliser décisivement l'ennemi !

23 septembre

Strasbourg peut respirer, les missiles Sarmat sont des tigres de papier décrédibilisant la menace nucléaire russe...

Le missile nucléaire russe Sarmat, prétendument capable de frapper Strasbourg, est un tigre de papier ! De quoi casser la propagande de la peur de l'Ubu roi du Kremlin et de ses affidés !

Dans mon post de samedi je rapportais les propos du président de la Douma russe qui menaçait les eurodéputé-es de l'apocalypse



nucléaire. Et cela pour avoir osé réclamer que soit approvisionnée en missiles de longue portée l'Ukraine pour qu'elle puisse détruire dans la profondeur la logistique militaire russe contribuant à la destruction massive du territoire et à la mort de milliers de civils ou de militaires ukrainiens!

Les poutiniens confirment tous les jours leur addiction au «deux poids, deux mesures» sur le mode infantile/terroriste du «ce que je fais à l'Ukraine, occuper son territoire et l'assommer de frappes meurtrières est dans l'ordre des choses, mais me renvoyer le boomerang c'est inadmissible, intolérable, sacrilège, satanique...». On notera, au demeurant, que d'invasion russe, il n'y a pas, que de destructions et de morts civiles russes, sauf quelques malheureux ratés tout à fait déplorables (on compare avec les morts civiles ukrainiennes?), mais il faut adresser les récriminations au terroriste agité du bocal du Kremlin par qui tout a commencé, il n'y a pas non plus. Pour tout dire le boomerang ne fait retour que comme ciblant militaire... Un autre poids et une autre mesure qui distinguent une active autodéfense nationale et populaire d'une agression impérialiste néofasciste.



Pschitt, le nouveau nom du missile Satan/Sarmat russe

Mais revenons à notre excité de la Douma: l'arme absolue qu'il a récemment brandie en roulant des mécaniques, c'est le missile à charges nucléaires Sarmat qui, dit-il, pourrait frapper Strasbourg, siège du satanique Parlement européen, en 3 minutes et 20 secondes.



On admirera la précision du bateleur. Car de bateleur il s'agit.

La réalité vient en effet, pas de chance, de frapper du feu nucléaire politique celui qui se dévoile Super Boni-menteur... En effet, comme le révèlent les sources ouvertes, le récent essai (le susdit a oublié de nous dire que l'engin n'était pas encore opérationnel) du Sarmat, vient de faire spectaculairement pschitt¹¹! Il a non seulement explosé dans son silo mais de ce fait il a totalement détruit sa rampe de lancement créant un cratère de 55 mètres. Prévu pour être mis en service en 2020, le voilà inapte au service pour un long délai supplémentaire. Les Russes ne sont donc pas près de le lâcher sur Strasbourg!

De plus nous apprenons que trois essais, celui-ci était le quatrième, avaient déjà eu lieu

11. www.youtube.com/watch?v=PsmG0n37TaQ.

et que seul le premier avait réussi son test. Comme cela est envisagé par le spécialiste du sujet, peut-être ce succès était-il dû à la compétence, aujourd'hui indisponible, des ingénieurs ukrainiens, mais si, mais si, qui, de longue date, avaient été à l'œuvre sur ce genre de missiles! Le talon d'Achille, si l'on peut dire, du monstre c'est qu'étant d'un poids très lourd, le Russe poutinien est gourmand, il nécessite, pour être propulsé, l'utilisation d'un combustible liquide très instable et donc peu fiable! Par ailleurs, il est fort probable que l'ingénierie russe souffre, à cause des sanctions occidentales, comme quoi..., du manque des composants nécessaires au bon fonctionnement dudit missile. Sans parler du fait que leur combustible présente aussi le défaut d'avoir un fort effet de corrosion des réservoirs, ce qui oblige, tous les trois à cinq ans, à retirer les fusées du service pour en démonter les réservoirs et les remettre en état. Par ailleurs le défaut de maîtrise de la technologie de fabrication de ce carburant exposerait au risque que les missiles, chargés de leurs têtes nucléaires, explosent et provoquent un grave accident nucléaire, sans explosion des bombes, nous dit le spécialiste, mais avec épandage de matière fissile. La politique de Poutine, par là, se vérifie être un danger environnemental et humain d'envergure, pour les Russes et au-delà, ajoutant aux horreurs de la guerre qu'il inflige au peuple ukrainien comme aux Russes qu'il envoie comme chair à canon sur le front ukrainien.

À travers cet exemple du Sarmat, imprudemment avancé par la propagande russe, exemple qui prend à contre-pied les moulinets de la menace de frappes nucléaires en Europe des

poutiniens, se renforce l'idée que j'ai avancée, et que d'autres, plus qualifiés-es, avancent, de la fragilité opérationnelle et, incidemment, politique, russe. De ce constat devrait découler la nécessité de se débarrasser de la peur panique de la menace nucléaire que Poutine cherche à provoquer dans l'opinion publique occidentale, pour en faire un levier donnant prétexte aux décideurs politiques pour brider le besoin d'auto-défense élevée des Ukrainiens que permettrait l'autorisation qu'ils utilisent les missiles à longue portée...

Les déboires du Sarmat montrent que, nucléairement parlant, Poutine n'a pas la supériorité opérationnelle qu'il claironne, et qu'il sait ne pas avoir. Comme il sait que le récent essai, il y a une semaine, couronné de succès, du missile nucléaire américain, le Minute Man III ICBM, impose une puissante menace dissuasive aux velléités du viriliste qu'il est, de jouer à qui a la plus longue, pardon, la plus destructrice!

Soyons clairs cette question du nucléaire militaire pose un défi plus général à tous ceux et toutes celles, j'en suis, qui sont pour le désarmement du monde. Ce défi c'est de commencer par considérer qu'en l'état de celui-ci et de l'exacerbation des tensions interimpérialistes, nous sommes rattrapés par l'urgence de soutenir l'active autodéfense armée des peuples, comme en Ukraine, et d'apporter notre soutien aux peuples mis sur la défensive par leurs oppresseurs, le peuple palestinien en étant l'exemple tragiquement paradigmatique.



Des armes pour les Ukrainiens, pas d'armes pour Israël. Quid de la paix, du nécessaire désarmement du monde ?

Ce socle de l'internationalisme ne saurait en aucun cas appeler, au nom d'un pacifisme inconséquent politiquement, à refuser l'envoi d'armes à l'Ukraine. Et cela quelle que soit leur provenance, si nécessaire celle des puissances impérialistes, malgré leurs propres calculs politiques et économiques. À charge pour les internationalistes de soutenir les forces de gauche et syndicales ukrainiennes pour que, engagées dans la lutte armée contre l'impérialisme russe, elles soient en mesure militairement de promouvoir, malgré les difficultés des situations de guerre, leurs orientations politiques et sociales anti-impérialistes, émancipatrices et... antiguerre. Sans semer aucune illusion sur la nature impérialiste des fournisseurs d'armes comme, d'ailleurs, sans donner aucun appui à la politique antisociale que continue à mener Zelensky en allégeance au cours néolibéral des-dits impérialismes.

Cette lutte sur deux fronts est inégale, la dictature stalinienne ayant déconsidéré les idées de gauche, mais elle est incontournable si l'on ne veut pas qu'une victoire de l'impérialisme russe signifie l'anéantissement de tout projet de gauche émancipateur, comme on le voit en Russie. Et comme on ne le voit pas en Ukraine où, contrairement à ce que dit la primaire propagande russe, d'inspiration, elle, néofasciste, n'existe aucun fascisme si ce n'est ultra minoritaire et politiquement marginalisé. Rien à voir avec ce qu'il est en France ! Pour ne prendre que cet exemple révélateur de la nature du

régime ukrainien : les LGBTI y ont droit de cité, sur l'arrière comme au front, par la lutte qu'ils imposent à ceux qui, fascistes bien réels, souhaiteraient leur réserver le sort que Poutine réserve aux siens. Lesquels sont persécutés, tués, poussés à la clandestinité, ou obligés de s'exiler.

L'espace de ce post ne permet pas de pousser plus loin la réflexion, au demeurant très embryonnaire dans toutes les gauches, sur les moyens d'articuler le soutien aux mouvements de libération armés (ou pas) à la nécessité de travailler au désarmement universel. Dans le choc des temporalités qu'impose la guerre d'Ukraine, sacrifier le mouvement de libération de ce pays en le désarmant, comme le défendent certaines irresponsables à gauche, dans l'espoir d'arriver vite fait à la paix des peuples, participe de ce l'on appelle, en langage savant, une aporie politique : c'est-à-dire l'acceptation que cette paix des peuples repose sur la défaite d'un mouvement de libération d'un peuple, l'ukrainien, induisant l'oppression néofasciste dudit peuple, comme est opprimé le peuple russe. Cette oxymorique paix des peuples contre un peuple serait au demeurant une victoire à la Pyrrhus puisque signifiant à tous les dictateurs, à commencer par le russe, et apprentis dictateurs qu'il y a *open bar* pour bonifier internationalement une victoire russe sur l'Ukraine ! Et pour élargir la dynamique néofasciste au cœur de démocraties représentatives, en premier lieu de l'Europe, gangrenées de l'intérieur par les amis de Poutine !

Alors oui, appeler aujourd'hui au désarmement universel ne peut échapper à ce qui apparaît comme notre dilemme d'internationalistes



conséquents à résoudre: comment mobiliser pour désarmer le monde en mobilisant pour armer l'Ukraine? Aucune pirouette pseudo-pacifiste ou «défaitiste» (pour la défaite d'un peuple en lutte!) ne saurait être de mise. Phosphorer, car il n'y a pas de prêt-à-penser sur le sujet, est une des tâches de l'heure (en premier lieu, celle du soutien total à l'Ukraine) des partisan·es de l'émancipation des peuples.

21 septembre

Nouvelles attaques ukrainiennes contre des sites militaires en Russie: vite, des missiles à longue portée pour inverser le rapport de force et, en envoyant aux orties l'épouvantail nucléaire démonétisé de Poutine, ouvrir la voie de la paix !

L'Ukraine continue à faire feu de tout bois sur le sol russe: après la destruction de l'un des plus importants sites de stockage d'armes mardi, trois autres ont été détruits la nuit dernière¹².

Cette intensification des incursions aériennes dans la profondeur de la Russie peut s'interpréter comme le défi paradoxal des Ukrainiens à leur allié américain qui tempore sur la décision d'autoriser ce genre d'attaques plus en profondeur en Russie: façon d'envoyer le message: «Voyez comment avec nos propres moyens nous parvenons à porter des coups décisifs à la logistique des armes de destruction massive de l'ennemi. Si vous nous permettez d'aller plus loin, là où le régime russe a mis à l'abri de nos opérations nombre de ses plus performantes armes, c'est une nouvelle phase de la guerre qui s'ouvrira. Celle de priver la Russie du cœur de

ses moyens militaires, par où s'ouvrirait la voie de la faire reculer sur le front. Jusqu'à l'obliger à perdre du terrain et à la contraindre à négocier en position de faiblesse, en ayant perdu radicalement du rapport de force. Avec une paix enfin en vue.»

Derrière le bluff russe de l'utilisation de l'arme nucléaire, la panique face aux missiles de longue portée que pourraient utiliser les Ukrainiens sur le sol de la Russie

Quant au chantage à l'utilisation de l'arme nucléaire en cas de feu vert donné à l'emploi des missiles de longue portée, chantage déjà dévalué par son usage, à maintes reprises, sans suites, et véritable épouvantail du couteau sans lame, il participe d'un autre paradoxe. Celui de chercher à paniquer les opinions publiques occidentales et ainsi à activer la peur de l'escalade chez les décideurs alliés de l'Ukraine, afin qu'ils lui refusent d'utiliser leurs missiles de longue portée. Et cela alors que ledit chantage au nucléaire est la manifestation la plus claire de la



12. *La Voix du Nord*, 21 septembre 2024.

panique, toute surjouée qu'elle puisse être, qui gagne le pouvoir russe lucide devant ce qui pourrait être un tournant décisif l'entraînant dans une dynamique de défaite.

On pourrait rétorquer qu'une telle panique, ou pour le moins terrible inquiétude, devant la perspective des premières attaques sur la plus grande profondeur de son territoire, pourrait précisément être le facteur déterminant du passage à l'acte nucléaire. Le risque zéro n'existe pas mais il faut avoir bien en tête que, tout «paniqués»/inquiets qu'ils sont, les gens du Kremlin n'en sont pas moins conscients des effets de la riposte occidentale si les effleurait l'idée de recourir à l'arme nucléaire. Car que serait ce recours? Quand le président de la Douma russe lâche, en des termes semblables à ceux qu'il a déjà utilisés par le passé, à l'intention des parlementaires européens qui ont voté en faveur de l'utilisation des armes de longues portée: «Pour votre information. Le temps de vol d'un missile Sarmat [pouvant embarquer dix à douze, peut-être plus, têtes nucléaires] jusqu'à Strasbourg est de 3 minutes et 20 secondes», il reste fidèle à la rhétorique du bluff.

Bluff car, jouant du «choc émotionnel» autour du danger nucléaire, elle dépolitise, elle «dégéopolitise», les enjeux contraignants pour la Russie elle-même et... dissuasifs d'un usage du nucléaire militaire dans un théâtre de guerre limité, l'Ukraine, où les intérêts bien compris des grandes puissances sont, quoi que les propagandes martèlent, un frein à tout aventurisme atomique! L'utilisation des missiles alliés à longue portée visant des sites militaires en Russie n'ont rien à voir avec l'invasion du pays qui

est l'un des paramètres de la doctrine militaire russe sur la mise en danger autorisant le recours à l'arme nucléaire.

Tout cela pour dire que l'épouvantail de l'apocalypse nucléaire, brandie par Poutine et les poutinistes, ne peut faire oublier que la Russie – et le pouvoir russe le sait – tient trop à son projet géopolitique de reconfiguration du monde dont les acteurs qu'il choie, de la Chine aux BRICS, ne la suivraient pas en cas d'attaque nucléaire sur Strasbourg et ce qu'il s'ensuivrait.

Comme l'écrit noir sur blanc Sergueï Karaganov, l'une des plus importantes éminences grises du pouvoir poutinien:

Ces pays [les «pays non-occidentaux»], y compris la Chine, ne sont pas intéressés par un conflit avec l'Occident et préconisent des méthodes évolutives de transformation de l'hégémonie occidentale comme étant les moins coûteuses. Personne ne veut risquer la stabilité interne, dont la perte entraînera des chocs mondiaux. En conséquence, la Russie ne doit pas donner l'impression qu'elle cherche à impliquer les pays de la Majorité mondiale dans un conflit avec l'Occident de son côté¹³.

En clair, les bellicistes nucléopathes exaltés de la propagande russe nous mènent en bateau: l'usage de l'arme nucléaire, tactique, sans parler de l'arme stratégique, visant le territoire européen, voire américain, produirait une déflagration politique mondiale qui exposerait la Russie à une riposte dévastatrice.

13. *Le Grand Continent*, 20 avril, 2024.



Et, ce qui serait probablement le premier frein fondamental à cet usage, lui vaudrait la condamnation sans appel de tous ces pays que depuis des années elle voit comme les co-constructeurs du nouvel ordre mondial dont elle se fait le héraut et qui, par l'escalade nucléaire russe et ses conséquences, comprendraient que celui-ci aurait vécu.

L'Ukraine doit recevoir les missiles à longue portée pour détruire ce qui, depuis bientôt trois ans, massacre ses habitants et détruit son sol !

Dans l'introduction du site *Le Grand Continent*, au document supervisé par Sergueï Karaganov, voici ce qui est dit de celui-ci :

Le texte que nous vous proposons ici est un document fondamental de ce tournant vers le monde non-occidental. Il est écrit par un collectif d'experts russes en 2023 dirigé par Sergueï Karaganov, l'un des architectes intellectuels de la politique étrangère russe, directeur du très influent Conseil de politique étrangère et de défense représentant les « faucons » au sein du régime russe.

20 septembre

Des fragilités militaires et politiques du dictateur russe

Le Monde nous propose une vidéo¹⁴ montrant des images de la destruction mardi par l'armée ukrainienne du site de stockage de matériel militaire de haute technologie de Toropets situé à 400 km au nord-ouest de Moscou. Ce

site était réputé pour avoir été construit, selon les standards les plus performants en la matière, pour résister à toute attaque. Ce qui donne la mesure de la prouesse de l'Ukraine : les images satellitaires sont sans appel, ce ne sont pas des débris des drones abattus, comme l'allèguent pavloviennement, comme d'habitude, les autorités russes, qui ont pu produire les énormes dégâts visibles sur ledit site. Les drones se sont en fait abattus d'eux-mêmes, téléguidés à distance ou programmés au lancement, sur leurs cibles et la défense antiaérienne russe a été incapable de les neutraliser.

Faiblesse de la défense antiaérienne du territoire russe et une anticipation pour rien de l'attaque ukrainienne sur Koursk

Si l'Ukraine peut se targuer d'un si impressionnant succès qui, certes, ne change pas immédiatement le rapport de force sur le terrain, la Russie, elle, fait à nouveau la démonstration de ses stupéfiantes fragilités militaires, spécialement en matière de sécurisation de sa logistique. De quoi donner encore plus de crédit aux demandes répétées du Président ukrainien auprès des Américains, de permettre à l'Ukraine de frapper sur la profondeur du sol russe, comme elle vient de le faire avec des drones, mais en franchissant un palier, celui de l'utilisation des missiles à longue portée contre les sites du genre de celui de Toropets, pour nombre d'entre eux situés encore plus loin des points de lancement des frappes ukrainiennes. Ce serait le seul moyen de commencer à inverser décisivement le rapport de force en faveur de l'Ukraine. Pour ainsi ouvrir la voie à une fin



14. *Le Monde*, 20 septembre 2024.

rapprochée de la guerre, en mettant un terme aux effarantes pertes humaines des deux côtés et destructions dans la seule Ukraine auxquelles se livre l'abject impérialisme russe¹⁵.

Autre preuve particulièrement parlante que la Russie poutinienne est «un tigre de papier» en matière de stratégie militaire, envers nécessaire du «tigre sanguinaire qu'elle est», *Le Figaro*, se référant au *Guardian*, nous rapporte que les Russes avaient «anticipé» l'offensive ukrainienne sur Koursk et même qu'ils se seraient préparés à la contrer! La réalité c'est que c'est l'anticipation et cette préparation qui ont été contrées, dépassées, enfoncées... en quelques heures, quelques jours. Sans avoir pu permettre par la suite autre chose, spécialité militaire russe, que grignoter du terrain, parfois de façon éphémère, reproduisant exactement ce qui se passe à l'Est!



Cette découverte [de la préparation à déjouer l'opération ukrainienne] ne peut qu'accroître l'embarras des forces armées russes qui n'ont pas su contrer efficacement l'attaque. Les documents ont pu être consultés par des correspondants du quotidien britannique lors d'une rencontre fin août avec des équipes d'opérations spéciales ukrainiennes, qui avaient

15. «Pour l'armée russe, le *Wall Street Journal* se base sur les estimations des services de renseignement occidentaux, dont les plus élevées font état de 200 000 morts et 400 000 blessés.» «Le bilan humain est nettement plus élevé pour la Russie», de par sa stratégie de la «chair à canon.» «Du côté de l'armée ukrainienne, le journal évoque un bilan établi courant 2024 de 80 000 morts et 400 000 blessés en citant des sources confidentielles ukrainiennes» (*France 24*, 20 septembre 2024).

retrouvé ces documents sensibles dans des positions militaires abandonnées par l'ennemi. «Ils se sont enfuis, sans même évacuer ou détruire leurs documents», s'est étonné un membre de l'équipe d'opérations spéciales ukrainienne dans les colonnes du *Guardian*. Le plus étonnant c'est que les Russes avaient même prévu les points d'attaque des Ukrainiens qui se sont par la suite vérifiés (les Ukrainiens auraient au demeurant intérêt à enquêter sur les fuites qui, sans l'incurie russe, auraient pu amener leur opération à l'échec).

À la mi-juin, un avertissement plus précis a été émis concernant les plans ukrainiens «en direction de Yunakivka-Sudja, dans le but de prendre le contrôle de Sudja», ville de 5 000 habitants qui a effectivement été envahie et qui est désormais sous contrôle ukrainien. Le document prédisait également que l'Ukraine tenterait de détruire un pont sur la rivière Seym afin de perturber les lignes de ravitaillement russes dans la région, ce qui s'est effectivement produit par la suite [en réalité les Ukrainiens ont détruit, non pas un, mais tous les ponts, puis les pontons établis par les Russes, sur cette rivière]. Ce papier se plaignait aussi que les unités russes stationnées sur le front ne sont remplies qu'à 60-70 % en moyenne, et qu'elles sont principalement composées de réservistes peu entraînés¹⁶.

Cette dernière phrase met le doigt sur l'essentiel: rien ne sert d'anticiper si l'on ne se donne pas les moyens que cette anticipation

16. *Le Figaro*, 20 septembre 2024.

donne du rapport de force pour éliminer le danger en vue.

180 000 soldats supplémentaires à recruter, l'aveu poutinien des meurtrières difficultés militaires des Russes imposées par la résistance ukrainienne sur le front et par son offensive sur Koursk

À ce jour la Russie confirme qu'à Koursk elle n'a pas de réserve stratégique du fait même de l'énorme coût humain qu'induisent ses faibles avancées sur le front est. Très significativement, alors que les Ukrainiens consolident ou renforcent, par des raids en profondeur, les positions acquises au nord, parfois reculent tactiquement pour mieux repartir de l'avant, la contre-offensive lancée par les Russes reproduit le mortifère schéma tactique qui prévaut à l'est : un grignotage, souvent éphémère, de petits km² pour d'énormes pertes, à la différence heureuse près qu'une grande partie de ces pertes est constituée par les captures de soldats qui, le plus souvent préfèrent la reddition à la mort. Étonnons-nous que Poutine doive se résoudre aujourd'hui à recruter 180 000 soldats¹⁷, dans

17. « Pour la troisième fois depuis l'invasion de l'Ukraine en février 2022, l'armée russe annonce augmenter ses effectifs. Elle employait jusqu'à présent 2,2 millions de personnes, dont 1,32 million de soldats. Vladimir Poutine a signé un décret lundi 16 septembre afin de recruter 180 000 militaires supplémentaires. Un chiffre considérable : cela revient pour Moscou à recruter d'ici à décembre, date à laquelle le décret doit entrer en application, l'équivalent de l'ensemble de l'armée française (qui compte 205 000 soldat-es). » « Pour trouver ces 180 000 recrues, l'État russe pourrait avoir recours à des « militaires sous contrat » ; il pourrait choisir d'« étendre la conscription et augmenter la durée du service militaire », ou bien encore de procéder à une nouvelle vague de mobilisation. Cette dernière option, de loin la plus

un contexte de crise démographique des plus inquiétantes, y compris sur le plan militaire¹⁸, en évitant de recourir à la mobilisation générale patriotique que, selon ses rododromes passées, appellerait l'occupation du sol russe par l'ennemi. Trop risqué pour un dictateur à faible base sociale. Faiblesse politique compensée, jusqu'ici, par tous les mécanismes d'un pouvoir totalitaire, mais qui s'exposerait, par un appel général à mobilisation, à déclencher le détonateur d'une autre mobilisation que militaire, une mobilisation populaire à dynamique politique refusant d'envoyer plus de soldats à la mort pour ce qui – la situation de Koursk en devient un nouveau signe probant – vire au fiasco sanglant !

impopulaire, a été temporairement écartée par les décideurs. « Une mobilisation pour augmenter les effectifs de l'armée n'est pas nécessaire », a déclaré Andreï Kartapolov, président du Comité de la défense de la Douma (le Parlement russe) au média russe Shot. Il a assuré que le ministère de la défense aurait recours à des soldats sous contrat : des militaires s'engageant donc sur une base volontaire, contrairement aux appelés lors des vagues de mobilisation. » « Les observateurs ukrainiens voient dans cette série d'annonces du Kremlin un signe que tout ne va pas bien pour les soldats russes en Ukraine. « Cela souligne une chose : ils rencontrent des difficultés dans la guerre avec l'Ukraine parce qu'ils manquent de ressources humaines, et ces ressources humaines deviennent leur objectif principal à mesure que leurs ressources en équipements militaires diminuent », juge ainsi le chroniqueur militaire ukrainien Oleksandr Kovalenko, interrogé par RBC-Ukraine. Selon le renseignement britannique, allié de Kyiv, plus de 1 200 soldats russes auraient été tués ou blessés par jour sur le front ukrainien au mois d'août » (*Mediapart*, 18 septembre 2024).

18. *Geo*, 16 septembre 2024.



Tout cela qui devrait profiter pleinement à l'Ukraine, se trouve corseté par les attermolements, essentiellement américains, lesquels sont indexés à courte vue sur une campagne électorale politicienne (dont les Palestiniens font aussi les frais), à fournir les armes permettant d'abrèger les souffrances immenses de cette guerre. Attermolements – le mot est d'ailleurs faible et trop euphémisant – qui, il faut l'énoncer clairement, sont l'atout maître qui reste à Poutine. C'est aberrant. C'est terriblement dangereux pour la paix en Ukraine, en Palestine, dans le monde.

Retour sur l'attaque ukrainienne mardi d'un énorme site russe de stockage d'armes de destruction massive



L'Ukraine met toujours la pression pour que les États-Unis lui donnent l'autorisation de frapper en profondeur la Russie. Mais... en attendant que cela se produise, elle fabrique ses propres armes qui lui permettent de porter de grands coups à la logistique meurtrière de la Russie sur son sol. Cela ne remplace pas les moyens militaires que les Alliés pourraient lui permettre d'utiliser dans les profondeurs du système d'agression criminelle de la Russie et ainsi accélérer la fin de la guerre. Mais contre mauvaise fortune, bon cœur, l'Ukraine fait la preuve de sa détermination, en toute autonomie opérationnelle, à poursuivre avec les moyens du bord sa résistance populaire et nationale à l'impérialisme prédateur russe. Et à lui infliger des revers comme celui de la dernière opération de

ciblage d'un essentiel site de stockage de ses moyens de destruction massive¹⁹.

La neutralisation du gigantesque dépôt d'armes de Toropets sur le territoire russe, à 450 km de sa frontière ukrainienne, aurait été l'œuvre d'un nouveau type de drone à réaction.

L'opération ukrainienne de Koursk l'a montré, l'attaque en profondeur du site de Toropets le confirme, en voulant imposer sa patte sur l'Ukraine, la Russie dévoile qu'elle ne parvient pas à protéger son propre territoire de l'invincibilité technologique militaire des Ukrainiens

Le général qui inaugurerait le site en 2018 expliquait que l'installation devait abriter des missiles russes en toute sécurité. Les Ukrainiens auraient utilisé un nouveau type de drone à réaction, plus rapide que les modèles à hélice et capable de parcourir les 500 km de la frontière jusqu'au dépôt. L'hypothèse d'un missile occidental à longue portée est exclue, en raison de réglementations internationales. En avril 2023, un bâtiment avait été frappé à 2000 km de l'Ukraine.

18 septembre

Situation militaire du jour

L'Ukraine a mis un coup d'arrêt à la contre-offensive russe sur Koursk sur le flanc ouest. Et elle est en train de manœuvrer pour prendre à revers et enfermer dans une poche les unités russes qui se sont avancées d'Ouest en Est²⁰.

19. https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-kiev-affirme-avoir-frappe-un-depot-de-munition-russe_6790753.

20. www.youtube.com/watch?v=7-5BqBVMLw.

Dans le même temps, l'armée ukrainienne a lancé une grosse opération dans la profondeur du sol russe qui a abouti à détruire, dans la région de Tver, au nord-ouest de Moscou, un important site de stockage de matériel sophistiqué : entre autres, des missiles balistiques et des bombes aériennes guidées²¹.

De fait l'offensive russe sur le front oriental souffre de cette combinaison d'actions ukrainiennes sur le territoire de la Russie : celle-ci ne parvient pas à dépasser le stade du grignotage de terrain à invraisemblable coût humain. Contrairement à ce que l'on entend dans nos médias, l'effet Kursk et les opérations de destruction des moyens militaires situés sur des sites en terre russe, a obligé la Russie à dégarnir

21. Le point sur la situation mercredi 18/09, en début de soirée : une attaque de drones a « détruit », dans la nuit de mardi à mercredi, un entrepôt de stockage de missiles et de munitions d'artillerie dans la région de Tver, dans l'ouest de la Russie. Cet entrepôt, situé à Toropets, contenait notamment des missiles balistiques et des bombes aériennes guidées, selon une source des services de sécurité ukrainiens. Selon le site ukrainien *Defense Express*, l'attaque de drones a touché le 107^e arsenal de la direction des missiles et de l'artillerie des forces terrestres (GRAU) du ministère de la défense russe, au sein duquel jusqu'à 30 000 tonnes de munitions étaient stockées. Les habitants de Tver avaient été appelés à évacuer dans la matinée en raison d'un "incendie", avant de pouvoir regagner leurs logements. La contre-offensive russe pour reprendre les zones de la région de Kursk sous contrôle ukrainien a pu être stoppée, a affirmé, mercredi, le porte-parole du commandement régional ukrainien, précisant que « plusieurs milliers » de civils russes se trouvaient dans cette zone. Les Russes « ont tenté d'attaquer par les flancs, mais ils ont été stoppés, la situation s'est stabilisée, et aujourd'hui tout est sous contrôle », a déclaré le porte-parole (*Le Monde*, 22 septembre 2024).

pour partie la ligne de front de l'est d'unités qu'elle déploie mais, à ce jour, avec de piètres résultats du côté de Kursk.

Ce que la percée ukrainienne de Kursk éclaire de la guerre

Michel Goya estime que « les gains stratégiques [de la percée de Kursk] sont déjà considérables et d'abord politiques » [...]

L'action de Kursk inflige un démenti cinglant aux tenants de la dynamique de la défaite, quasiment irréversible selon certains (Emmanuel Todd ou Pascal Boniface), dans laquelle seraient engagés des Ukrainien·nes en recul, voire en débandade, sur le front. Elle vise à modifier les rapports de forces militaires, conditions mêmes de négociations. [...] Les Russes n'ont pas progressé de façon décisive sur le champ de bataille entre novembre 2022 et août dernier : sur seulement 1 030 km², soit 0,17 % du territoire ukrainien d'avant 2014, incluant la Crimée et les autres territoires occupés (représentant 17,78 % de ce territoire national), selon *Le Monde*. La laborieuse poussée russe sur la ligne de front depuis plus de deux ans pâtit de la comparaison avec le gain de quelque 1 300 km² obtenu par les Ukrainien·nes au sud de Kursk en quatre semaines²².



22. *L'Anticapitaliste*, 18 septembre 2024.

13 septembre

Entrevue vidéo (23 minutes) avec l'opposant russe Vladimir Kara-Murza à Poutine et à son régime et avec son épouse sur le plateau de LCI²³.

L'importance des propos de cette forte figure politique russe tient, par-delà des divergences que l'on peut avoir avec telle ou telle de ses affirmations, à l'image qu'il donne, avec un puissant écho international, d'une Russie, d'un peuple russe, impossible à confondre avec le régime qui en a détruit les institutions démocratiques et qui l'a fait basculer dans l'ignoble guerre d'Ukraine. Elle tient aussi à la détermination politique, que ces propos expriment, à faire tomber ce régime par la construction de l'unité des oppositions et à faire advenir la paix des peuples.



L'aspect émouvant, parfois maladroitement sollicité, avec trop d'insistance, par le journaliste, participe néanmoins de la logique politique éclairée par l'entrevue, en permettant de pointer l'ignominie totalitaire que fait peser délibérément la dictature russe sur les familles et les proches des opposant·e·s sur lesquelles elle s'acharne.

Ce que la guerre impérialiste russe fait aux travailleurs ukrainiens. Ce que le patronat ukrainien ne fait pas pour protéger les travailleurs et travailleuses. Ce qu'une partie de la gauche internationale ne fait pas pour la résistance anti-impérialiste ukrainienne.

L'organisation de la gauche anticapitaliste ukrainienne Sotsialnyi Rukh a émis le

communiqué ci-dessous. Rappelons que Sotsialnyi Rukh, comme d'autres organisations de gauche ukrainiennes, en particulier anarchistes, et les principaux syndicats de travailleurs, lutte sur deux fronts, la résistance, y compris armée, contre l'agresseur impérialiste russe et contre les mesures antisociales du gouvernement ukrainien. Et cela, malgré les conditions extrêmement difficiles de la situation de guerre que connaît le pays.

Ce communiqué nous donne un exemple de ce qu'est cette articulation des deux fronts de lutte. En mettant en cause la non-prise en charge nécessaire par le patronat ukrainien de la protection des travailleurs et travailleuses ukrainien·nes des attaques russes contre les populations civiles, Sotsialnyi Rukh signifie l'importance, pour la lutte militaire même contre l'agression impérialiste et le haut appui civil à la résistance nationale, que les travailleurs et travailleuses, à l'égal des autres populations civiles, soient mises en sécurité maximale. En somme, on ne saurait, pour cette organisation de gauche, dissocier la résistance sociale, qu'elle préconise, aux manquements patronaux à la sécurisation des lieux de travail, du combat sur le front militaire, dans lequel elle est impliquée, pour repousser l'envahisseur du sol national.

À méditer par tous ceux, toutes celles qui, dans le monde, se payent de mots pseudo-progressistes pour refuser de soutenir – donant par là, *nolens volens*, une prime à l'agression russe – les travailleurs et travailleuses et la gauche ukrainien·nes dans leurs engagements pour l'émancipation nationale armée

23. www.youtube.com/watch?v=FloOi4KW5so.

et l'émancipation sociale qui s'y inscrit nécessairement! Dérogeant ainsi, pour l'Ukraine, au devoir impératif de solidarité internationaliste avec un peuple en butte à un impérialisme ou sous-impérialisme ou supplétif de l'impérialisme, devoir de solidarité mis en œuvre, à juste titre, par le large soutien au peuple palestinien. L'internationalisme ne se divise pas.

Bombardements: il faut protéger les travailleurs

Au cours des sept derniers mois, 275 décès sont survenus sur le lieu de travail, la moitié d'entre eux étant liés à la guerre. Parmi les causes de ces tragédies, citons les bombardements soudains dans les zones frontalières, le non-respect des alertes aériennes et l'inaction des employeurs pour protéger leur personnel.

C'est ce que souligne le dernier numéro du magazine *Protection du travail*. Le principal leitmotiv de l'éditorial est de persuader les employeurs de prendre toutes les mesures appropriées pour protéger la vie et la santé de leurs employés. De nombreux chefs d'entreprise ne prennent pas les mesures nécessaires en raison d'un manque de ressources ou d'une passivité délibérée, ce qui entraîne de plus en plus de pertes humaines et matérielles.

Sotsialnyi Rukh soutient pleinement la position responsable du comité de rédaction, qui soulève la question des causes sociales des blessures et pertes humaines et on ne peut pas permettre aux employeurs de tout mettre sur le dos de la guerre. Comme vous pourrez le constater, au moins 50 % des vies de travailleurs sont perdues par la faute de leurs employeurs. Il est possible de remédier à cette

situation en élaborant des règles de protection du travail encore plus strictes, conformes à la loi martiale: pas de travail sans abris antiaatomiques, affectation des bénéfices à l'amélioration des conditions de travail, pouvoirs étendus des inspections du travail allant jusqu'à la fermeture des entreprises afin d'éviter les pertes inutiles.

12 septembre

Énième intox russe qui doit inciter à se défier de la moindre des déclarations du néofascisme poutinien

Une escalade contre un membre de l'Otan? La Russie aurait frappé la Lettonie avec un drone militaire, détruisant et mettant le feu à un hangar ainsi que le montrerait une photo partagée le 8 septembre par des comptes pro-russes vue plus de 360 000 fois sur le réseau social X. «Ne nous cherchez pas. Nous sommes une puissance nucléaire et nous pouvons exercer autant ou encore plus de destruction que l'Otan», veut prévenir un influenceur russe qui publie l'image²⁴.

En réalité, cette photo n'a pas été prise en Lettonie. Une recherche inversée d'image permet de retrouver l'image d'origine. Elle provient de la chaîne Telegram officielle du gouverneur de l'oblast de Belgorod, une région russe frontalière de l'Ukraine. La photo du hangar, indique une annonce des autorités de Belgorod, est liée à une attaque d'un drone ukrainien, et non russe, le 8 septembre au sein du village de Nikolskoye dans le district de Belgorod, en Russie



24. *Les Observateurs*, 10 septembre 2024.

donc, et non en Lettonie comme le prétendent les comptes pro-russes. Suite à l'attaque du drone ukrainien, un hangar aurait pris feu dans une usine de fabrication sans faire de victimes, peut-on également lire sur cette chaîne.

11 septembre

Coup dur pour sa guerre d'agression en Ukraine. La Russie est... attaquée dans sa relation économique privilégiée avec la Chine

Lu sur le site de Géo :

En juin, une nouvelle salve de sanctions visant 300 entités financières liées à la Russie, parmi lesquelles la Bourse de Moscou et plusieurs filiales, a été lancée par Washington. «Les mesures annoncées aujourd'hui visent les voies d'approvisionnement restantes par lesquelles la Russie se procure des matériaux et des équipements à l'international, y compris sa dépendance à l'égard de fournitures essentielles provenant de pays tiers», avait alors déclaré la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, à propos de ces mesures, qui comprennent des sanctions touchant plus de 300 entités, dont la Bourse de Moscou.

«Nous augmentons le risque pour les institutions financières qui traitent avec l'économie de guerre russe, nous éliminons les possibilités d'évasion et nous diminuons la capacité de la Russie à bénéficier de l'accès aux technologies, aux équipements, aux logiciels et aux services informatiques étrangers», a-t-elle ajouté, citée dans un communiqué repris par l'AFP.

Conséquence : les banques chinoises renâclent à interagir avec les acteurs russes. En

juillet, plusieurs grands exportateurs russes de matières premières ont déclaré à Bloomberg que le commerce avec la Chine était devenu de plus en plus difficile, car les paiements effectués en yuans chinois étaient gelés ou retardés face aux sanctions occidentales.

En août, des commerçants interrogés par des médias russes affirmaient que 98 % des banques chinoises rejetaient les transactions pourtant en yuans en provenance de Russie. Le *Kommersant* souligne que 80 % des virements bancaires russes effectués en yuan vers la Chine sont désormais renvoyés. Les commerçants doivent faire appel à de coûteux intermédiaires. Au total, les importations d'Asie ont reculé de 4 % durant les cinq premiers mois de 2024, dans une baisse générale de 5 %²⁵.

10 septembre

L'Ukraine affirme avoir doublé sa production d'armes en 2024 (Le Parisien/AFP)

«Le Premier ministre ukrainien Denys Chmygal s'est félicité d'une nette progression de l'industrie de l'armement du pays, disant viser la production de "plus d'un million de drones" cette année. Au cours des huit premiers mois de 2024, nous avons doublé notre production d'armes par rapport à 2023», a déclaré le responsable politique lors d'une conférence de presse fleuve à Kiev, expliquant vouloir en produire «plus d'un million».

25. *Geo*, 12 septembre 2024.



La paix au miroir d'une fable russe régulièrement reprise par les prorusses du monde...

Suite aux déclarations du chancelier allemand sur la nécessité d'avancer vers des négociations de paix, que d'ailleurs Zelensky a en vue, l'on voit resurgir, ici et là, la fable de celles de 2022: fable selon laquelle les Ukrainiens auraient été prêts à signer et auraient renoncé sous la pression des Occidentaux. Histoire de prendre la posture «pacifiste» faisant de l'Ukraine, pantin de l'Occident, la responsable de la guerre que lui a déclarée le néofasciste russe.

Il s'agit, tout simplement, comme cela est exposé dans cette vidéo de LCI²⁶, d'un serpent de mer campiste, du camp pro-russe, qui repose sur du vent et que l'on réveille de temps en temps de son sommeil du juste. Juste un bobard dans ce qu'il a de plus grossier et insultant pour l'intelligence des gens. Pour tenter de nous prendre pour des imbéciles à faire revenir... à la raison, car n'ayant rien compris à la volonté de paix inébranlable qui animerait le maître du Kremlin, on le vérifie tous les jours. En particulier au détour de ses visites auprès de ses semblables, dirigeants épris de paix et d'amour universel des peuples que sont ceux de Corée du Nord, de Chine, de Syrie ou d'Iran et j'en oublie.

Russie / Vladimir Kara-Mourza : sa conférence à Paris le 8 septembre 2024 (blog de Patricio Paris)²⁷

Le 8 septembre 2024 à Paris, une conférence avec l'ancien prisonnier politique Vladimir Kara-Murza a eu lieu. Le 1^{er} août, Vladimir

Kara-Murza a été expulsé de Russie dans le cadre d'un échange de prisonniers entre la Fédération de Russie (avec la Biélorussie) et l'Occident: un certain nombre des opposants à Poutine ont été échangés contre des espions russes. [...]

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées pour une rencontre avec Vladimir Kara-Murza au théâtre Les Enfants du Paradis à Paris. Salle pleine. L'ancien prisonnier politique dit qu'il a toujours l'impression que ce qui se passe autour de lui est comme un film: «C'est comme si nous étions assis ici, vous posez des questions, je réponds, mais j'ai toujours le sentiment que je regarde de l'extérieur – comme une sorte de film.»

Une fois libre, Vladimir Kara-Murza a avoué: «J'étais sûr que j'allais mourir en prison.» En avril de l'année dernière, Kara-Murza a été condamné à Moscou à 25 ans de régime strict – une peine stalinienne selon la procédure kafkaïenne. La raison en était ses déclarations anti-guerre et anti-Poutine. Kara-Murza est devenu le premier et jusqu'à présent le seul en Russie à être accusé de trahison pour avoir pris la parole en public. À ces accusations, ils ont ajouté ce qu'on appelle «contrefaçons militaires» et participation à une «organisation indésirable».

Le dissident, qui a survécu à deux empoisonnements, a passé deux ans et demi derrière les barreaux. Depuis onze mois, il était détenu à l'isolement dans une colonie à sécurité maximale à Omsk. Il n'était pas autorisé à communiquer avec sa famille.

Son épouse Evgenia est assise dans la salle du théâtre de Paris. Répondant aux questions, Vladimir Kara-Murza passe du russe au français.



26. www.youtube.com/watch?v=nHmrVA8AOtU.

27. Mediapart, 8 septembre 2024.

Kara-Murza est diplômé de l'école spéciale «française» de Moscou. En français, il s'adressait parfois à son avocate Maria Eismont dans la colonie à travers un combiné téléphonique en verre, s'ils avaient besoin de se transmettre quelque chose d'urgent et de manière confidentielle: «Il est clair qu'ils écoutent tout et trouveront un interprète si nécessaire, mais pour certains, cela prendra du temps.»

7 septembre

Le talon d'Achille économique-financier de la Russie qui pourrait fragiliser son effort de guerre²⁸

La tactique militaire ukrainienne d'éviter au maximum les affrontements frontaux avec l'armée russe, et pour cela assumant de reculer mais seulement après avoir infligé les plus lourdes pertes à l'envahisseur et en cédant le moins de terrain possible, est un facteur majeur d'emballement des dépenses publiques de la Russie :

La capacité russe à financer sa guerre contre l'Ukraine pourrait bien déterminer l'issue du conflit. [...] Les dépenses de Moscou pour prolonger son effort de guerre atteignent des montants faramineux: selon Re.Russia, une plateforme dirigée par des scientifiques et académiciens russes exilés, l'équivalent d'1,5 % du PIB du pays a été consacré en un an aux seuls salaires des soldats et aux compensations en cas de blessures ou décès. [...] La somme évoquée par Re.Russia atteindrait un montant d'entre 2,75 et 3 billions de

roubles (28,7 et 31,3 milliards d'euros) entre juillet 2023 et juin 2024. Celle-ci se divise entre les paiements dus aux contrats avec le personnel militaire, qui varierait de 16,2 à 18,8 milliards d'euros, et les montants versés aux personnes blessées, en situation de handicap ou décédées, ainsi que leurs familles. Ces sommes correspondent à approximativement 1,5 % du PIB de la Russie, estimé à 2020 milliards de dollars en 2023 d'après la Banque mondiale et entre 7,5 et 8,2 % du budget fédéral, dont le total a explosé afin de couvrir les dépenses militaires.



28. *Géo*, 2 septembre 2024.

SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE

Des syndicalistes ukrainiens en tournée dans l'État espagnol



Alfons Bech¹

Pour la première fois, les dirigeant·es des deux principales centrales syndicales ukrainiennes se sont rendus dans l'État espagnol : Grigori Osovyi et Vasyl Andreiev, président et vice-président de la Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU), et Olesia Briazgunova, responsable internationale de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU). Le président de la KVPU, Mihaylo Volinets, qui est également membre du Parlement ukrainien (la Verkhovna Rada), a dû rentrer à Kyiv à mi-chemin, convoqué en tant que membre de la commission chargée de l'énergie en raison de la gravité de la situation après les dernières attaques de la Russie contre des centres énergétiques clés. Ce détail montre à quel point la tournée était compliquée en pleine guerre et combien la délégation ukrainienne y attachait de l'importance.

Les syndicalistes qui sont venus ont un long parcours. Grigori Osovyi vient de l'ancien syndicat officiel, affilié au Conseil central des syndicats de toute l'Union, qui est devenu le FPU après l'indépendance de l'Ukraine. Il a été membre du Parti communiste, mais n'est aujourd'hui affilié à aucun parti. Olesia est une syndicaliste jeune, mais elle a milité pendant des années au sein de la KVPU. Ce syndicat indépendant s'est constitué à partir du rassemblement des syndicalistes qui avaient participé aux grèves minières et autres, notamment dans le Donbass, c'est le cas de son président, Mihaylo Volynets, et de sa vice-présidente, Natalia Levytska. La KVPU a été créée à la fin de l'année 1998. Vasyl Andreiev, ouvrier du bâtiment depuis l'âge de 14 ans, a rejoint le FPU : malgré sa relative jeunesse, il en est le vice-président et le responsable international.

1. Alfons Bech est membre des CCOO, du Réseau ibérique de solidarité avec l'Ukraine et coordinateur syndical du RESU.
21 septembre 2024. Traduction Mariana Sanchez.

Les mots prononcés par Vasyl lors de la manifestation du dernier jour de la tournée sont éloquentes quant à leurs attentes: «Nous sommes venus pour parler d'ouvrier à ouvrier.»

Des rencontres avec des syndicalistes de l'UGT et des parlementaires

La venue de la délégation des deux centrales syndicales ukrainiennes a été rendue possible grâce à l'invitation de l'UGT espagnole². En février 2024, une délégation de l'UGT de Catalogne s'était rendue à Kyiv pour participer à une conférence internationale de solidarité syndicale à l'occasion du deuxième anniversaire de la guerre. Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU) avait favorisé et aidé aux contacts et aux rencontres précédentes à Paris et, en tant que responsable de la coordination syndicale du RESU, j'avais eu le privilège de les accompagner. Les menaces d'attaques nous avaient obligés à nous cacher dans l'abri de l'hôtel, notre délégation était la seule représentation internationale présente à la conférence de Kyiv. Les préparatifs de la tournée dans l'État espagnol avaient alors commencé, et c'est l'UGT qui nous a permis de concrétiser ce projet.

La première partie de la visite a été constituée par les réunions à Barcelone et à Madrid avec les responsables des différentes fédérations de l'UGT, où nous avons pu partager nos expériences et nos préoccupations.

2. www.ugt.es/ugt-recibe-los-maximos-dirigentes-de-los-sindicatos-de-ucrania-en-espana.



Les visites à Barcelone et à Madrid ont été un succès. Au cours d'une semaine épuisante de réunions, d'événements, d'entretiens et de visites, nous avons discuté et avancé dans plusieurs actions possibles pour aider les syndicats, les réfugié-es et les immigré-es.

Au Parlement catalan, la délégation a rencontré le président, Josep Rull (Junts per Catalunya), qui s'est montré intéressé et espère pouvoir organiser une autre visite avec ces syndicats afin de les entendre à l'occasion d'une session parlementaire ou d'une commission. La délégation a également eu des rencontres avec différents groupes politiques: Partit dels Socialistes de Catalunya (PSC), Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et Junts, qui se sont engagés à les aider dans divers domaines. La délégation ukrainienne a souligné le rôle des syndicats dans la guerre et la reconstruction, et s'est engagée à aider les parlementaires catalans à établir des contacts avec la Verkhovna Rada.

À Madrid, les syndicalistes ukrainiens ont rencontré les groupes parlementaires des Cortes du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), de Sumar et de l'ERC. Ces groupes parlementaires souhaiteraient les aider notamment sur les programmes de formation syndicale et sur les réglementations européennes en matière de



travail et de droits³. Ces réunions ont également concerné des fonctionnaires du Parlement espagnol des commissions des affaires étrangères, du travail, de l'économie sociale, de la migration et du pacte de Tolède (système de retraites), ainsi que des responsables du gouvernement catalan, la Generalitat, chargés de l'Union européenne et de la mairie de Barcelone.

Dans les manifestations de la Diada, avec les indépendantistes

Outre ces représentants politiques, la délégation ukrainienne a rencontré (en Catalogne) des associations de la société civile telles que Òmnium Cultural, le Centre international Escararé pour les minorités ethniques et nationales, le Centre de Barcelone pour les affaires internationales et l'Institut international catalan pour la paix, ainsi que différentes associations ukrainiennes, y compris la présidente des associations ukrainiennes en Espagne et l'ambassade ukrainienne des arts à Barcelone.

Les syndicalistes ukrainiens ont participé aux événements de la Diada de Catalunya (11 septembre). Devant la statue de Rafel de Casanova (la plus haute autorité militaire et politique de Catalogne pendant le siège de Barcelone par les Bourbons en 1714) et avec les syndicats UGT et Comisiones Obreras, les Ukrainiens ont

apporté leur hommage, avec des fleurs bleues et jaunes symbolisant leur drapeau.

La situation de la classe ouvrière ukrainienne

La première chose que les syndicalistes nous ont expliquée, c'est que la guerre affecte gravement la vie de l'ensemble de la population active. Cela a commencé en 2014 avec l'occupation de la Crimée et de certaines parties du Donbass, mais avec l'invasion à grande échelle de 2022, la situation est devenue terrible au quotidien partout en Ukraine. «À cause de la guerre, 2,7 millions d'emplois directs ont été perdus dans la construction, l'alimentation, l'industrie. Nos adhérents sont également sur le front; d'autres en exil. Tout cela a entraîné une baisse très importante des adhésions. Au total, 9 millions d'emplois ont disparu», a expliqué Grigori Osovyi, avant d'ajouter que pour comprendre l'ampleur de la guerre, il ne fallait pas oublier les tirs nuit et jour de roquettes qui empêchent la population de se reposer. Olesia Briazgunova a enfoncé le clou :

Les enfants et les jeunes qui sont obligés de se réfugier tous les soirs grandiront dans un climat de peur. Qu'arrivera-t-il aux enfants et aux femmes cet hiver ?

Les salariées se battent sur le front

Selon Vasyl Andreiev, «20 % de nos membres sont actuellement soldats. Notre pays est en guerre car nous avons été attaqués. Nos



3. À propos du meeting de Madrid organisé par le Réseau ibérique de solidarité avec l'Ukraine (RISU) et des réactions des Ukrainiennes et Ukrainiens résidant dans l'Etat espagnol, notamment le texte d'une participante, voir www.trasversales.net/t67sindiucra.htm.

camarades nous manquent sur les lieux de travail parce qu'ils se battent pour défendre le pays». Grigori ajoute :

L'équilibre mondial est très affaibli. Il n'y a pas d'instance mondiale qui puisse appuyer sur un bouton et rétablir la paix, voilà la réalité. L'Espagne nous aide militairement, ainsi que les États-Unis et l'Europe, mais ils ne nous ont pas envoyé des roquettes ou des munitions en quantité suffisante. La Russie dispose d'un million de munitions. Vous nous donnez 20 % de ce que la Russie utilise contre nous. Il n'y a pas de roquettes, il nous faut au moins des drones.

Olesia, elle, déclare :

Merci beaucoup pour l'aide militaire que l'Espagne apporte. Elle nous aide à nous défendre. Le peuple ukrainien ne lâche pas, il se battra toujours pour sa liberté. Aujourd'hui, un de nos camarades est mort. Nous payons un prix très élevé pour notre souveraineté et pour la défense de l'Europe.

Selon Olesia, «l'armée russe a le projet de détruire tout ce qui est indispensable à la vie des gens et à l'économie de l'Ukraine : l'énergie, l'eau, les communications. Il est dangereux de travailler dans les mines, dans les centrales nucléaires, qui sont attaquées, dans les centres de distribution d'électricité : l'énergie électrique est vitale pour le pays. Sans électricité, il est très dangereux de travailler dans les zones minières et dans les mines : 51 mineurs ont été pris au piège lors de bombardements. Mais les mineurs continuent à travailler malgré le risque de nouvelles frappes aériennes.» Grigori explique

à un député à Madrid que «26 % du territoire ukrainien est occupé par la Russie. Il n'y a pas de conditions pour des négociations». Il propose deux solutions :

L'Ukraine peut gagner. Si les relations économiques avec la Russie sont rompues, l'agresseur devra arrêter. La Russie n'aura plus d'argent dans un mois si toutes les relations économiques étaient rompues.

L'autre solution : «Si nous perdons du territoire, la Russie entrera à Kyiv. Puis en Pologne. Et ce pourrait être la troisième guerre mondiale.»

La propagande poutiniste vise les travailleuses russes et l'Espagne même

Au cours des contacts avec les groupes parlementaires, la délégation a entendu des questions et des opinions sur la paix qui l'ont étonnée. Bien que préoccupés en permanence par la situation dans leur pays, des sourires affleurent de temps à autre. Olesia écarquille ses yeux clairs quand elle entend des affirmations telles que «le plus urgent, c'est la paix, car tout le monde y laisse sa peau», sans distinction entre l'agresseur et l'agressé. À Barcelone, Grigori a déclaré :

Ils disent que la Russie a fait une «guerre préventive» parce que l'Ukraine aurait voulu l'attaquer. Ils disent aussi que l'Ukraine est nazie. Nous avons notre fierté nationale, nous avons une longue histoire, mais nous n'avons jamais été nazis. Autre mensonge : le Sud, le





Donbass, sont des territoires russes. Nous sommes étonnés et affolés de voir que 70 % des Russes croient à ce mensonge. Et 70 à 80 % des Russes pensent que l'Ukraine n'a pas le droit d'exister, que nos terres sont russes. Il est difficile de faire arriver la vérité dans la tête de ces gens.



À Madrid également, Grigori a déclaré :

Un syndicat russe [la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR)] soutient pleinement l'agression de son pays. Dans les zones occupées, nous, militants syndicaux, avons dû partir à cause de la répression. Ce syndicat aide à remplacer nos adhérents et place les siens. La langue ukrainienne est également remplacée. Un documentaire primé sur les soldats russes [*Intercepted*] montre tout naturellement qu'ils veulent gagner la guerre et qu'ils font tout ce qu'il faut pour cela.

Et de marteler: «Il n'y a pas de conditions pour négocier la paix.» Olesia ajoute: «Plus de 2000 syndicalistes et fonctionnaires des territoires occupés ont été enlevés.»

La FPU et la KVPU se sont notamment battues pour tenter d'expulser la FNPR de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ce syndicat russe avait invité Poutine à parler lors de son congrès et avait manifesté son soutien total à l'«opération militaire spéciale» contre l'Ukraine. Lors de la dernière conférence de l'OIT, les syndicats ukrainiens sont presque arrivés à exclure la FNPR de la direction, mais l'absence de soutien fort de la part de la direction de la Confédération syndicale internationale (CSI) les en a empêchés. La représentation de la FNPR n'a été élue qu'à une voix près – jamais auparavant la FNPR n'avait bénéficié d'un soutien international aussi faible! Dans le même temps, le syndicaliste ukrainien Vasyl Andreiev a été nommé à l'un des 19 sièges de suppléant sans aucune opposition. Une belle réussite.

Le dialogue social entre le gouvernement et les syndicats

L'un des principaux objectifs de la visite était de permettre aux syndicats ukrainiens d'expliquer leur relation avec le gouvernement ukrainien et leur point de vue sur la politique économique et de l'emploi du gouvernement. S'ils ont été très clairs quant à la nécessité de se défendre contre l'agresseur et de soutenir l'armée et le gouvernement dans le domaine militaire, ils ont été tout aussi clairs quant à leur dénonciation du néolibéralisme et des attaques du gouvernement contre les travailleurs: le gouvernement ukrainien profite de la situation de guerre pour affaiblir les syndicats et s'attaquer aux conditions de vie de la classe ouvrière.

Grigori

Le deuxième jour après l'occupation russe, la Rada a adopté une loi militaire. Nous, les syndicats, avons essayé de l'adoucir. Elle suspendait des droits des travailleurs comme les manifestations ou les grèves. Toutes ces restrictions doivent être annulées comme si nous étions en temps de paix. L'année dernière, nous avons constaté qu'un tiers des lois adoptées nous desservent. Certains députés défendent nos positions. La question est que le gouvernement nous écoute au Parlement. Les politiciens nous écoutent en période d'élections, mais il n'y a pas d'élections dans notre pays pour l'instant. Le gouvernement est dominé par un seul parti, il n'y a pas de coalition. Nous savons que la guerre entraîne une concentration du pouvoir, mais les droits des travailleurs doivent être respectés.

Vasil

En peu de temps, 30 000 lois ont été modifiées en Ukraine. Notre syndicat participe au processus d'adaptation des lois depuis 2015. Les changements les plus radicaux engagés par le gouvernement à l'encontre des travailleurs ont concerné le Code du travail et les normes de sécurité. Nous avons besoin de former des experts, nous avons besoin de fonds pour cela. Des cours de deux semaines pour former des salariés experts dans les normes des secteurs comme la construction, la métallurgie, le secteur maritime. Les syndicats ne peuvent pas le faire seuls. L'expérience de l'Espagne, qui fait partie de l'Europe, peut nous être très utile.

Olesia

Nous avons besoin d'aide pour comprendre et adapter des réglementations espagnoles qui pourraient être utiles à l'Ukraine. L'intégration à l'UE est très importante pour la jeune génération d'Ukrainien·nes, qui s'attend à une amélioration de ses conditions de vie.

Les parlementaires espagnols, les porte-parole de différentes commissions pour le dialogue entre les syndicats, le gouvernement et les partis, se sont montrés particulièrement intéressés par ce point. La formation des syndicalistes ukrainiens aux lois européennes et aux exemples de leur mise en œuvre en Espagne pourrait être l'un des aspects concrets et utiles de cette visite. La députée du PSOE Elisa Garrido a posé une question à la fin : «Y a-t-il des contacts et un dialogue entre les syndicats et le gouvernement ukrainien ?» La réponse de Grigori Osovyi a été claire et concise : «Contact oui, dialogue non.»

La reconstruction du pays

Dans une situation où l'on compte plus de 5 millions de personnes déplacées, des dizaines de milliers de blessé·es et de handicapé·es, des personnes qui seront touchées à vie, parler de reconstruction du pays après la guerre, c'est d'abord créer les conditions pour que les travailleuses et les travailleurs reviennent, qu'ils aient un toit, un salaire décent et des conditions de vie et de services convenables. En d'autres termes, il ne s'agit pas seulement d'une reconstruction économique et des infrastructures, mais aussi d'une reconstruction sociale.



Dans le cas contraire, on pourrait assister à une grande opération économique aux profits juteux où de grandes multinationales se partageraient les territoires et les emplois, en profitant de l'endettement de l'Ukraine ou des fonds européens, en embauchant des travailleuses et des travailleurs migrant-es du monde entier sans accords ni règles, avec des bas salaires et un manque de sécurité. Ce type de reconstruction signifierait un changement pour le pire en Ukraine. Il faut éviter ça. Mais si nous ne voulons pas de ce scénario, nous devons aider les syndicats à jouer un rôle clé dans la reconstruction.

Vasyl, responsable du secteur de la construction de la FPU, est très clair :



Nous manquerons de main-d'œuvre par rapport à l'énorme destruction en cours... Nous devons créer les conditions pour que les gens qui ont dû partir puissent revenir.

Olesia souligne le rôle des femmes, «qui remplacent les hommes aux avant-postes dans de nombreuses professions, y compris dans la métallurgie et l'exploitation minière. Nous devons réglementer leur participation à l'avenir en leur accordant des droits égaux».

Grigori affirme que «celui qui doit payer pour la reconstruction est celui qui a provoqué cette guerre et ses désastres : la Russie.» Il demande de l'aide pour que les syndicats soient impliqués dans le processus de planification de cette reconstruction. Selon lui, le gouvernement ukrainien et les grandes entreprises marginalisent les syndicats de tous les projets et discussions. Il dénonce que, lors de la dernière conférence sur la reconstruction organisée à Berlin

par les gouvernements allemand et ukrainien, «sur les 2000 participants entre les gouvernements et les employeurs, il n'y avait que deux syndicalistes».

Donner une suite à cette tournée et concrétiser nos engagements

Il y a sans doute encore beaucoup d'aspects et de détails qui mériteraient d'être expliqués au sujet de cette visite. Je pense avoir traité les plus importants. Les associations, organisations, partis et personnes qui ont assisté à certaines réunions, conférences ou événements ont pu entendre, toucher et sentir ce qui se passe en Ukraine et les conséquences de cette guerre d'agression pour la classe ouvrière ukrainienne. Il ne s'agissait pas d'une visite d'un gouvernement, ni du récit d'un média ou des réseaux sociaux : il s'agissait de syndicalistes en chair et en os. Un privilège.

Il nous appartient maintenant de diffuser, organiser et mettre en œuvre ce que nous avons entendu et de décider de la place que nous voulons occuper dans l'aide aux syndicats ukrainiens. Ils nous ont exprimé ce dont ils avaient besoin : générateurs, locaux, soutien psychologique, formation syndicale, lutte contre la désinformation, aide et organisation des réfugié-es que l'on pourrait faire adhérer aux syndicats, soutien politique au rôle des syndicats dans la reconstruction...

Maintenant, que chacun prenne sa place.

Rendez-vous

Mardi 5 novembre à 19 heures
Le Maltais Rouge
40 rue de Malte, Paris 10^e

Réunion-débat
autour de deux livres avec :

Daria Saburova:

*Travailleuses de la résistance: les
classes populaires ukrainiennes
face à la guerre*

Denys Gorbach:

*The Making and Unmaking of the
Ukrainian Working Class*

Une retransmission en zoom est prévue
sur inscription :

ukrainesolidaritefrance@gmail.com

Rencontre organisée par le Comité français du Réseau
européen de solidarité avec Ukraine et Ukraine CombArt



MARSEILLE



LAUSANNE



BRUXELLES

Vendredi 18 octobre 2024
Conférence de Daria Saburova:
«Travailleuses
de la résistance en Ukraine»
UPJB, 61 rue de la Victoire, Bruxelles

Intercepted: salle comble pour la projection en avant- première au Louxor



Sophie Bouchet-Petersen¹

Beau succès pour la projection d'*Intercepted* au Louxor le 24 septembre, organisée par Hutong Productions et l'Institut ukrainien, avec le soutien – très actif – d'Ukraine CombArt et du comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (qui avaient préacheté 100 billets): la grande salle (342 places) était pleine et le public a été enthousiasmé par le superbe film d'Oksana Karpovytch.

Comme nous l'a dit en sortant une spectatrice: «Film très puissant! Sur le fond, bien sûr, avec ce matériau sonore brut et brutal, mais aussi sur la forme. Impressionnante, aussi, cette jeune réalisatrice forte et frêle. Il y a une jeune école de cinéma ukrainienne brillante, qui transcende son talent dans l'engagement. C'est bluffant!».

La projection a été suivie d'un débat avec Oksana Karpovytch qui nous a notamment expliqué comment l'idée de ce documentaire avait pris forme, à partir de son travail dans différentes régions de l'Ukraine dévastée et de la découverte, sur la chaîne Youtube des services de renseignement ukrainiens, de 31 heures d'enregistrements de soldats russes conversant au téléphone et sans filtre avec leurs proches.

Leur écoute, nous a-t-elle dit, a également été une source d'information sur l'état d'esprit d'une grande partie de la population russe, gorgée de propagande poutinienne et participant, elle aussi, de cette déshumanisation de «l'autre» qui n'est jamais désigné, dans ces conversations, comme Ukrainien ou Ukrainienne mais toujours comme «nazi» ou «*kholkol*» (plouc inculte à la limite de l'animalisation).

1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale de CombArt. Les photos sont de Katrin Baumann.



Notre amie Charlotte Tourrès, qui a monté le film, a rejoint la cinéaste pendant le débat pour éclairer, à son tour, certaines dimensions de la réalisation et de la confection de ce film qui est à la fois un document exceptionnel sur la guerre d'invasion poutinienne et une œuvre cinématographique à part entière.

Nous avons malheureusement dû refuser pas mal de monde ce soir-là car tous les billets avaient été très rapidement vendus : nous nous en excusons auprès de celles et ceux qui n'ont pas pu rentrer.

Une prochaine projection est organisée par Arte le 30 novembre à 20 heures au Centre Pompidou mais peu de billets sont mis en vente : dépêchez-vous ! Cette séance lancera la collection « Génération Ukraine » sur Arte : douze documentaires qui interrogent l'impact de la guerre d'invasion sur le temps long, réalisés et produits en Ukraine par des Ukrainiens et des Ukrainiennes.

Premières dates de la tournée française

Metz (57), Klub Cinéma, le 1^{er} octobre ; Lyon (69), cinéma Comoedia, 11 octobre ; Châlons en Champagne (51), Festival War on Screen, 8 et 12 octobre ; Muret (31), Festival international du film, 14 novembre ; Châtellerauld (86), cinéma Les 400 coups, 25 novembre ; La Ciotat (13), Eden Théâtre, 30 novembre ; Saint Jean de Monts (85), Ciné Monts, 6 décembre ; Pessac (33), cinéma Jean Eustache, 17 février 2025 ; Annecy (74), auditorium Seynod, 17 février 2025 ; Sarlat-la-Caneda (24), cinéma Rex, 17 février 2025.

Pour en savoir plus sur ce film, vous pouvez lire l'article publié dans le numéro 33 de *Soutien à l'Ukraine résistante* et dans la *Newsletter* numéro 13 d'Ukraine CombArt (que vous pouvez demander en écrivant à contact@ukraine-combart.org).



Déportation, adoption, russification des enfants ukrainiens

Robi Morder et Mariana Sanchez¹



Mercredi 25 septembre, les associations Pour l'Ukraine, leur liberté et la nôtre ! (PLU) et Russie Libertés, avec lesquelles nous collaborons dans les manifestations et actions de solidarité, ont organisé ensemble une conférence de presse à l'occasion du dépôt à la Cour pénale internationale (CPI) de la deuxième « communication » (équivalent devant cette juridiction du dépôt de plainte).

Déjà en décembre 2022, PLU avait déposé une communication visant le crime de guerre, ce qui avait débouché sur deux mandats d'arrêt à l'encontre de Vladimir Poutine et de Maria Lvova-Beleva, sa commissaire aux droits de l'enfant, pour crimes de guerre.

1. Robi Morder et Mariana Sanchez sont membres du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

Cette fois-ci, les éléments réunis, exposés dans les documents présentés lors de la conférence de presse, permettent de conclure au crime de génocide à l'encontre de l'État russe, de Russie unie et d'une trentaine de personnes participant à ce qui apparaît comme une véritable organisation industrielle de « désukrainisation ». C'est l'objet de cette deuxième communication, dont les fondements juridiques ont été exposés dans les rapports des avocats Emmanuel Daoud et Gabriel Sebbah, s'appuyant sur le rapport du coordinateur de la formidable enquête, Bertrand Lambolez.

Ce qui frappe, c'est l'étendue du réseau de complicités, impliquant le parti de Poutine (Russie unie) et la coalition du mouvement Front populaire panrusse (ONF), de l'organisation planifiée, on peut même dire industrielle, de la déportation, l'adoption forcée de mineurs ukrainiens en Russie, leur russification et – comme toute la jeunesse russe – leur militarisation.

Cette volonté génocidaire d'éradiquer l'identité ukrainienne s'applique également aux mineurs des territoires occupés. Et, comme l'a rappelé Galia Ackerman, il s'agit pour la Fédération de Russie non seulement de disposer de la chair à canon, mais aussi d'assurer numériquement la primauté « slave » et orthodoxe face aux autres peuples qui composent la Fédération. Ces faits et objectifs sont assumés publiquement par les responsables dans leurs discours à la Douma, sur leurs réseaux sociaux, ce qui a largement contribué à documenter et à établir ces crimes. Car si l'Ukraine recense, à partir des plaintes des familles, des dizaines de milliers d'enlèvements (les chiffres évoqués vont de

20 000 à 300 000, si on prend en compte les différents types d'enlèvements, « adoptions », disparitions en colonies de vacances, etc. depuis l'annexion de la Crimée), il s'agit sûrement de centaines de milliers si l'on prend en compte les données fournies en Russie même.

Ces objectifs, méthodes et préoccupations racistes (il existe, par exemple, une case tri « examen médical » prévue dans la chaîne de traitement des enfants), en disent long sur la nature du régime de Poutine, exemple de fascisme du 21^e siècle.

Faire connaître ces faits à une large échelle est d'une extrême importance et urgence.

Soutenir et participer aux campagnes qui se dérouleront autour du dépôt de la CPI est tout aussi essentiel.

Cela commence par la participation aux manifestations qui auront lieu le 20 novembre: Journée internationale des droits de l'enfant.

Pour aller plus loin le site de PLU :

www.pourlkraine.com/

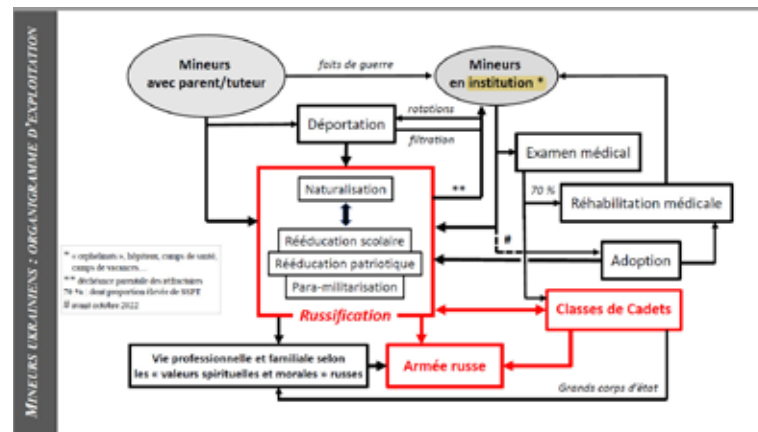
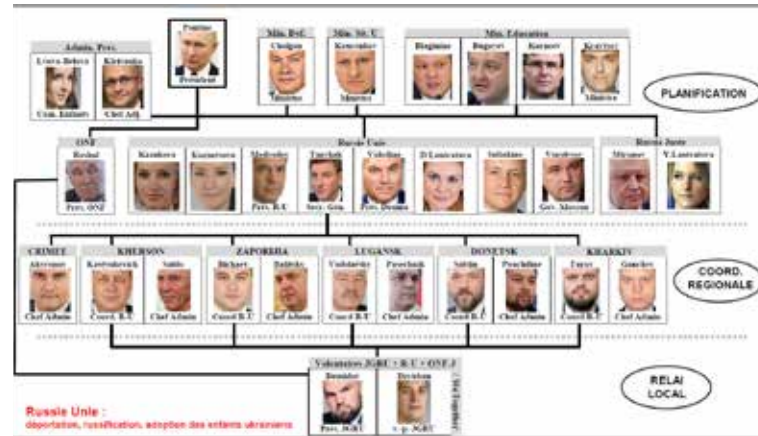
Deux vidéos de la conférence de presse :

www.youtube.com/watch?v=dCKM1fZRs8s

www.youtube.com/watch?v=kYu3O8UHEFc

Le dossier de presse :

www.pourlkraine.com/le-genocide-ukrainien/enfants-deportes/dossier-presse-communication-cpi-2



Carnet de voyage

Manon Boltansky et Nico Dix¹

Impliqué·es dans la solidarité concrète avec l'Ukraine depuis les premières heures de l'invasion à grande échelle, nous nous sommes rendu·es cet été en Ukraine dans le but d'y nouer et d'y renforcer des liens de solidarité concrets.



Nous militons au NPA-L'Anticapitaliste et sommes membres de l'équipe qui est en charge de la création de contenus pour nos réseaux sociaux et de la réalisation de vidéos, notamment des reportages et des documentaires pour notre média, *L'Anticapitaliste*. C'est à partir de cette position-là que se noue notre réflexion. Comment renforcer la solidarité avec les Ukrainien·nes? Comment donner à entendre les voix de nos camarades de la gauche révolutionnaire en Ukraine? Comment comprendre et faire comprendre? Comment contrer l'influence des arguments campistes imprégnés de *fake news* et de propagande poutinienne?

Nous sommes donc parti·es avec l'idée de filmer nos rencontres, d'organiser des entretiens de fond filmés, de pouvoir documenter ce voyage par des témoignages directs et des

images des lieux que nous avons traversés ou visités. Mais pour pouvoir rendre compte de manière détaillée et surtout utile d'un point de vue militant, nous avons compris qu'il allait falloir écrire... Ce premier texte rend compte de nos premières impressions sur la base des notes que nous avons prises pendant ces deux semaines et ouvre la voie à une série d'articles thématiques.

Renouer avec une tradition internationaliste de solidarité concrète

Katya Gritseva, militante du syndicat étudiant Priama Diia, nous interpellait récemment par ces mots, qui s'appliquent à notre voyage :

Ne pensez pas à nous, militant·es ukrainien·es, comme des victimes. Pensez à nous comme des camarades, impliqués dans la même lutte de classes. La meilleure chose que vous pouvez faire pour nous soutenir, c'est de nous parler de vos luttes, de comment vous les menez, mais également de nous écouter quand nous vous parlons de nos expériences, de nos luttes et de ce que nous vivons. Apprenez-en plus sur l'Ukraine et les gens qui y vivent. Parlez avec nous, venez nous rencontrer...

En allant sur place et en essayant de témoigner par différents biais de nos rencontres et de ce que nous allions y voir et y entendre, l'objectif était de pouvoir donner la parole aux premières personnes concernées, porter leur parole ici en France, notamment auprès des organisations et des militant·es de gauche. Donner la parole

1. Militante et militant du NPA-L'Anticapitaliste, partie prenante du Comité français du RESU. Photos: © Manon Boltansky et Nico Dix.



aux Ukrainiennes et aux Ukrainiens qui vivent l'invasion à grande échelle depuis deux ans, et la guerre depuis bien plus longtemps. Rencontrer les différentes composantes de la gauche ukrainienne, porter leur parole et parler de leur intervention réelle dans la lutte de classes, dans le contexte d'une guerre d'invasion.

Nous aurions dû être à Kyiv le jour du bombardement de l'hôpital Okhmatdyt pour enfants et de l'usine d'Artem début juillet, mais la dissolution inattendue de l'Assemblée nationale ici en France, nous a forcé-es à décaler notre voyage début août. Seulement trois jours après notre arrivée, l'armée ukrainienne lançait son offensive sur Kursk.

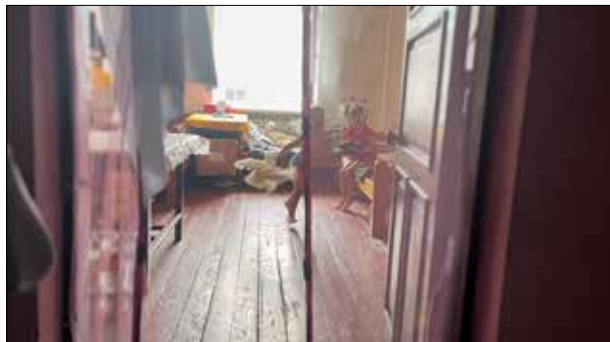
Nous avons passé l'essentiel de notre temps à Kyiv, car c'est là-bas que sont basées une grande partie des directions des organisations militantes. Mais nous avons également pris

contact avec des organisations ou des militant-es dans la région de Kharkiv dans l'espoir de pouvoir nous y rendre, la région étant sous le feu des bombes et des tirs de manière intensive depuis plusieurs mois. Kyiv étant éloignée du front, il nous semblait important de pouvoir témoigner de la vie et du militantisme concret dans cette partie de l'Ukraine qui vit une réalité quotidienne bien différente de celle de la capitale. Nous avons donc réussi à nous rendre plusieurs jours à Kharkiv, puis à Izioum, une ville détruite par les combats et par une occupation russe de plus de six mois.

Rendez-vous avait été pris avec plusieurs organisations avec lesquelles nous avons déjà des liens : Sotsialnyi Rukh, Solidarity Collectives (un collectif d'antiautoritaires), East SOS (ONG d'assistance aux populations affectées par la guerre) et Priama Diia.



Centre de réfugiées dans la banlieue de Kharkiv.



Sûr-es de nos convictions et probablement avec quelques idées préconçues et fantasmées de la situation et de la résistance populaire, nous avons voulu aborder avec nos interlocuteurs et interlocutrices la question de l'auto-organisation dans la résistance à la fois à l'invasion russe et à la politique néolibérale du gouvernement ukrainien et son cortège de réformes et de lois martiales.

Il s'agissait pour nous d'en savoir plus sur le fonctionnement concret de leurs organisations et de mieux comprendre leurs besoins pour tenter de mieux y répondre et être plus efficaces sur le terrain de la solidarité concrète avec elles et eux.

Nos rencontres et discussions se sont révélées absolument passionnantes, bien au-delà de ce que nous avons pu imaginer.

D'une part, l'expérience politique de ces camarades est riche d'enseignements et interroge énormément la question centrale pour tou-t'es les marxistes de la théorie face à la pratique ; et ici de la pratique d'une situation très concrète et très réelle : celle de la guerre. D'autre part, tous nos échanges ont vite débordé le cadre

politique pour glisser sur le terrain de l'intime. Cette guerre force à un engagement très concret, un militantisme hors du commun qui est aussi le fruit et le reflet de trajectoires personnelles. Aussi dans un pays en guerre, la question d'un futur collectif se confronte nécessairement à la question de son propre futur d'un point de vue individuel.

Les perceptions de la guerre

Nous avons rencontré toutes sortes de gens : universitaires, soldats, infirmières, étudiants, militant-es, bénévoles, techniciens, musiciens, comédiennes, institutrice, avocat-es, journaliste, salarié-es, cheminots, retraité-es, etc. Nous avons été confronté-es à autant de points de vue, de manières de percevoir la guerre et d'envisager l'avenir.

On ne perçoit pas la guerre de la même manière selon qu'on est un homme ou une femme, selon qu'on habite Kyiv ou Kharkiv, selon qu'on ait 90 ou 20 ans, selon qu'on ait une famille ou qu'on soit seul, selon qu'on ait tout perdu ou tout à perdre, selon qu'on soit LGBTI ou pas, selon qu'on est sur le front ou que l'on n'y soit pas.

Il existe un vrai rapport genré à la guerre, y compris dans nos propres perceptions et projections. Nos deux expériences individuelles de ce voyage se sont très rapidement confrontées, et complétées, sur cette question comme sur d'autres d'ailleurs.

Pour les hommes, la conscription forcée implique nécessairement une approche différente de celle qu'en ont les femmes. L'impossibilité administrative de quitter le pays pour les hommes de plus de 25 ans évidemment aussi.

Mais ce rapport à la situation de guerre s'exprime notamment à travers un rapport genré au travail y compris militant. Dans une telle situation de crise, le travail reproductif prend une place centrale et le travail bénévole dans beaucoup de situations pallie le manque ou l'absence de services publics. Et les femmes y sont surreprésentées. Ce sont elles qui gèrent les hôpitaux, l'éducation des enfants (y compris dans des conditions très périlleuses dans les zones proches du front où les écoles sont fermées depuis le début de l'invasion à grande échelle). Ce sont elles qui, au sein des ONG, organisent aussi la solidarité et prennent en charge une grande part du travail logistique et administratif. Ce sont souvent elles aussi qui ont pris le relais des militants syndicaux envoyés ou partis sur le front.

Bien sûr, il ne faut pas tomber dans la caricature. Les femmes aussi rejoignent l'armée pour se battre et l'ensemble de la société ukrainienne participe à l'effort, se mobilise et combat l'invasion à différentes échelles. Tous les hommes ne sont pas sur le front et beaucoup d'entre eux

Ilya nous montre une évacuation de blessés sur le champ de bataille.



s'impliquent dans la solidarité, militent pour les droits des travailleur·euses, livrent des colis sur le front, organisent des évacuations de civils, etc. Sur cette question du travail bénévole, nous conseillons la lecture de l'enquête de Daria Saburova, *Travailleuses de la résistance : les classes populaires ukrainiennes face à la guerre*².



Le rapport au front n'est évidemment pas le même pour tous·tes et nous avons pu observer un phénomène de « peur kilométrique ». En arrivant en Ukraine, les habitant·es de la zone frontalière avec la Pologne nous ont déconseillé de nous rendre à Kyiv, car c'était trop dangereux. À Kyiv, on nous a déconseillé de nous rendre à Kharkiv, car trop dangereux. À Kharkiv, on nous a déconseillé de nous rendre à Izioum car trop dangereux.

Plus les gens vivent près du front, moins ils en ont peur, car iels se sont habitué·es.

2. Daria Saburova, *Travailleuses de la résistance : les classes populaires ukrainiennes face à la guerre*, Vullaines-sur-Seine, Le Croquant, 2024.

Kyiv a été à nouveau bombardée deux jours après notre arrivée. Alors que nous descendions dans un abri souterrain, la réceptionniste de notre hôtel nous a fait part de son angoisse et de sa fatigue. Nous sommes arrivés à Kharkiv alors que la ville était bombardée, mais malgré le bruit des sirènes et des explosions, les rues ne désemplissaient pas et la vie continuait presque comme si de rien n'était. Kharkiv est bombardée quasi quotidiennement et les sirènes retentissent en moyenne toutes les trente minutes. C'est étrange, mais on s'y fait très vite. En revanche, il est clair que personne ne souhaite autant la paix que les populations de Kharkiv. La région est dévastée, les attaques et les destructions sont constantes. Les stigmates de la guerre sont partout, les checkpoints militaires sont sur toutes les routes.



L'armée russe est à 30 kilomètres

Évidemment, à Kyiv comme à Kharkiv, tout le monde souhaite la fin de la guerre mais personne n' imagine que la fin de la guerre signifierait céder des territoires occupés. Un étudiant rencontré dans un bar de Kharkiv nous raconte le jour où les Russes sont arrivés :

Ils ont cru qu'on allait les accueillir avec des fleurs parce qu'on est russophones, ils ont été déçus, on les a accueillis avec des cocktails Molotov parce qu'on est Ukrainiens. Il n'y aura pas de capitulation.

Ce rapport de proximité au front induit aussi nécessairement une perception différente de l'avenir. Si tous les gens que nous avons

rencontrés sont dans une incertitude faite d'un espoir prudent et d'un refus d'envisager la défaite, à Kyiv, les gens que nous avons interrogés formulent plus facilement des hypothèses sur l'après-guerre et la reconstruction de la société ukrainienne. À Kharkiv, les gens n'envisagent pas tellement le futur. Il n'y a que le présent qui compte. Dans un centre d'accueil pour réfugiés dans la banlieue de Kharkiv, Oksana, la responsable bénévole de ce centre, nous présente les résidents et nous confie : « Je suis leur futur, ils sont le mien. »

Parler de l'avenir avec des soldats mobilisés sur le front est en revanche bien différent. Nous avons pu en rencontrer deux. Tous deux sont des militants de la gauche antifasciste et révolutionnaire. Ils sont jeunes et pourtant penser au-delà de la guerre leur est très difficile. « Je ne veux pas trop y penser, c'est compliqué », nous explique Ilya, infirmier sur le champ de bataille. « Je ne sais même pas si je serai vivant la semaine prochaine », nous dit Youri, mobilisé dans l'artillerie. Ils sont comme aspirés par ce chaos. Les conversations avec eux sont étranges, intenses mais passionnantes.

Comprendre la guerre

Enfin, nous revenons de ce premier voyage en Ukraine avec la conviction qu'il est important pour nous, militant-es en France, de tenter de comprendre ce que veut dire vivre et supporter une guerre d'invasion, une guerre sur le temps long. De prendre la mesure de la crise politique et personnelle qu'implique l'urgence de la guerre. Comment la question de la survie et de



Ilya nous fait «visiter» Izioum et ses environs.

gagner la guerre devient le préalable nécessaire à toute projection politique. De comprendre également cette séquence sur le temps long, en y intégrant la révolution du Maïdan, et l'invasion de la Crimée jusqu'à l'invasion à grande échelle du 14 février 2022 et deux ans après.

Même en étant éloigné du front, la guerre est présente partout. Les gens vivent avec les alertes quotidiennes et la présence de soldats et de check-points jusque dans les centres-villes. La propagande de recrutement s'affiche sur tous les murs, tous les panneaux.

Un sujet semble occuper particulièrement toutes les conversations : la conscription. Celle-ci venait de passer de 27 à 25 ans. Tous les hommes majeurs avaient déjà l'interdiction de quitter le territoire. Il était saisissant, lors de notre retour, d'observer à la gare routière tous ces hommes qui disaient au revoir à leurs femmes, leurs enfants ou leurs mères, qui, elles, montaient dans les bus à destination de la Pologne.

Il est important aussi de comprendre les dynamiques sociales et de classe qui traversent la guerre. En ce qui concerne la conscription, Kyiv a plutôt été épargnée jusque-là. La conscription a touché en priorité les zones rurales et les zones ouvrières, comme les régions minières. Les travailleurs intellectuels et étudiants sont encore en partie préservés de cette conscription. Aujourd'hui, la capitale commence à peine à ressentir cette pression, y compris malgré le risque concret d'être attrapé dans le métro par la police et emmené immédiatement au centre d'entraînement si vous avez été déclaré apte

au service, comme en attestent les papiers militaires que vous devez avoir constamment sur vous.

Dans la société ukrainienne comme dans toutes les guerres, les conséquences concrètes de la guerre et de l'implication de chacune et chacun dans l'effort de guerre créent des différences et des ruptures. Comme, entre celles et ceux qui seront allés au front et celles et ceux qui n'y seront pas allés. Celles et ceux qui auront participé à l'effort de guerre, qui auront quitté le pays, évité la conscription, participé à une forme de bénévolat, ou pas, etc. « D'où parlez-vous ? Où étiez-vous pendant la guerre ? » sont d'ores et déjà des non-dits qui pèsent dans les discussions.

Ilya comme Youri ont tous les deux insisté sur le caractère brutal et aléatoire de la guerre. Quand on sert dans l'infanterie et qu'on vit dans une tranchée, il est impossible de prévoir quoi que ce soit. Entre les tirs, les bombardements et les drones, la mort peut frapper n'importe qui, n'importe quand.

Ilya nous dit qu'en tant que militant de gauche, la chose à faire aujourd'hui, c'est de rejoindre l'armée et que tout le monde dans l'armée devrait passer par l'infanterie.

Blessé par l'explosion d'une mine qui a pris la vie du camarade qui l'accompagnait en mission, Youri s'apprêtait à retourner sur le front dans deux semaines. Récemment promu sergent, il nous avoue qu'il n'a aucun problème à partir à l'assaut mais que, en revanche, y envoyer des hommes c'est une autre histoire. Bien plus dur qu'y partir soi-même.



Sur cette route toute droite qui nous mène de Kharkiv à Izioum, une image nous frappe particulièrement. Dans cette direction, il n'y a quasiment que des véhicules militaires transportant des soldats. De l'autre côté de la glissière de sécurité, des corbillards circulent dans l'autre sens.

Il y a un monde entre penser les choses depuis un pays loin de la guerre, depuis un impérialisme dominant qui ne connaît la guerre que comme agresseur, et le faire depuis l'Ukraine. Il y a un monde aussi entre entendre les alertes quasi quotidiennes mais ne pas avoir à supporter soi-même les bombardements, dans les villes de l'ouest du pays, et vivre dans une ville où les destructions et les bombardements continuent de frapper et tuer dans des quartiers résidentiels comme à Kharkiv. Enfin, il y a un monde, mais seulement à peine plus d'une centaine de kilomètres, entre Kharkiv et une ville comme Izioum détruite par l'occupation et les affrontements où il ne reste à peine que quelques civils.

S'organiser en temps de guerre

Après notre retour à Kyiv, nous avons pu également rencontrer grâce à Irene, militante et autrice féministe venue de France en même temps que nous, d'autres associations politiques comme Insight ou la Marche des femmes de Kyiv. Des associations qui existaient avant la guerre et militaient sur la question des droits des femmes, et sur les droits LGBTI. Comme beaucoup d'entre elles, celles-ci se sont reconverties en association de solidarité humanitaire

concrète. Aujourd'hui, elles luttent sur la question de l'avancée des droits juridiques mais envoient surtout des paquets sur le front, dans les territoires occupés ou proches de la ligne de front avec des vêtements et équipements pour les femmes soldates, des livres d'éducation sexuelle et affective, du matériel hygiénique, etc. Mais aussi en aidant à l'accueil des réfugiées dans des espaces de non-mixité des mères avec enfants ou des personnes LGBTI.

À travers ces rencontres, comme celles des bénévoles et salariées de East SOS, nous avons pu mesurer comment la solidarité, le sentiment de responsabilité et des formes plus ou moins abouties d'auto-organisation viennent compenser une forme d'abandon et de manque de structures collectives, de services publics. Mais comment également une cristallisation de ces structures en ONG a aussi pu se faire au prix d'une bureaucratisation et d'une concurrence très forte entre ces structures pour obtenir des financements, majoritairement venus de l'étranger d'ailleurs.

Parmi nos questions : comment militer dans un état de guerre ? Sans rentrer dans les détails, il y a un paradoxe difficile à se représenter depuis la France : Dionysii, un étudiant de Priama Diia, nous expliquait ainsi les restrictions du droit de manifestation auxquels iels ont dû faire face, avec la nécessité de devoir à présent déclarer un rassemblement en préfecture, au risque de le voir interdit (ce qui arrive moins qu'en France, par exemple, pour une manifestation de soutien à la Palestine). Une situation que nous ne connaissons que trop... Et dont le caractère



Marché de Lukianivskyi à Kyiv.



antidémocratique qu'il révèle, chez nous, en temps de paix, nous renvoie aussi à nos a priori sur la situation de la gauche ukrainienne.

Malgré la guerre et toutes ses conséquences matérielles, il est fondamental de comprendre que la politique ne suspend jamais son cours, y compris dans son caractère le plus quotidien. Comme nous le rappelait Olena Chevtchenko, cofondatrice de Insight: «En temps de guerre, ce sont toujours les personnes ou les groupes les plus marginalisés et les plus précaires qui sont le plus affectés.»



Les luttes féministes ne se sont pas arrêtées, même si en grande partie elles ont été bouleversées et reconfigurées par la guerre.

Les syndicalistes, comme les membres de Sotsialnyi Rukh, mouvement social et ouvrier au sens large, continuent aussi de lutter pour l'application des droits et contre les réformes néolibérales du gouvernement Zelensky pour plus de justice sociale.

Pour des raisons essentiellement idéologiques et contrairement à la Russie de Poutine, le pays n'est jamais passé en économie

Rencontre avec Priama Diia.



de guerre, en refusant la nationalisation d'un certain nombre de secteurs clés de l'économie. C'est une des revendications que porte, par exemple, Sotsialnyi Rukh, autour de la socialisation de certains secteurs clés.

Les camarades de Sotsialnyi Rukh, comme ceux de Solidarity Collectives, nous ont expliqué que malgré tout, la guerre renforce un peu la gauche militante. Les idées socialistes imprègnent mieux les populations quand plus que jamais, elles ont besoin de services publics. Denys Pilash, politologue et lui aussi membre de Sotsialnyi Rukh, nous a rappelé que ce sont les cheminots qui ont évacué la majorité des gens au début de l'invasion et que cela démontre bien la nécessité et l'efficacité d'un service public de transports.

Pour les militant·es de la gauche révolutionnaire domine dans les discussions l'importance de soutenir la résistance d'une population qui lutte pour son autodétermination, tout en combattant son propre nationalisme.

Toutes ces pistes d'analyse, livrées par nos rencontres, tous ces éléments de compréhension d'une situation que nous avons à peine



commencé à appréhender sur notre court séjour, nous essaierons de les livrer à travers des textes et des vidéos. Avec, comme fil rouge de nos discussions, la préoccupation de comprendre quelle place et quelle perspective cette situation laisse pour la gauche en Ukraine. Si en France, nous mesurons bien à gauche l'urgence et la centralité de l'engagement antifasciste dans nos luttes d'émancipation, il est d'autant plus regrettable de voir la difficulté de certain.es camarades à définir le régime poutinien pour ce qu'il est : un régime néofasciste.

Pour nos camarades sur le front, cela ne fait pas de doute : cette guerre de libération nationale est une lutte antifasciste, une lutte d'émancipation.

Il y a le fascisme de Poutine et aussi la lutte contre l'extrême droite ukrainienne qui pourrait sortir particulièrement renforcée d'une défaite militaire.

Pour nous, il y a la nécessité et l'exigence de renforcer la gauche ukrainienne dans cette bataille qui est impliquée dans l'effort de guerre, dans la résistance ou encore dans l'accueil des

réfugié·es, des traumatisé·es et des déplacé·es. La solidarité concrète et les cadres collectifs construits dans cette guerre rendent palpable pour les gens la nécessité d'une société solidaire, sociale, qui doit conquérir plus de droits pour toutes et tous. Ainsi que le résumait Ilya lors de notre entretien enregistré sur les hauteurs d'Izioum :

Le seul moyen de survivre à cette guerre en tant que société, c'est d'améliorer les instruments de protection sociale. Il faut contrôler et nationaliser certaines sphères de l'économie comme la métallurgie et l'agriculture. Et redistribuer les richesses.

Tout cela ne fait qu'ouvrir le champ de notre questionnement sur quelle solidarité concrète construire ici, en France, avec nos camarades ukrainien·nes. Olena nous l'a bien rappelé dans ses bureaux partagés de l'association Insight et de la Marche des femmes :

Le problème avec les organisations internationales, c'est que quand elles sont arrivées, elles ont prétendu nous expliquer ce qu'on devait faire. Ce n'est pas ce qu'on demande. Nous avons des revendications et nous vous demandons juste du soutien.

Nous ne nous battons pas à la place des Ukrainien·nes, alors ne parlons pas à leur place.

Ce premier voyage, comme ce premier texte, n'est donc qu'un début.



Deuxième assemblée générale du Comité français du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine



Bernard Dreano, Robi Morder,
Mariana Sanchez¹

Le Comité français du RESU a «tenu», malgré le contexte de la prolongation de la guerre en Ukraine, de la situation géopolitique, des effets de l'autre guerre, en Palestine, ainsi que de l'impact de la situation sociale et politique en France sur les capacités de mobilisation.

Notre activité de solidarité avec la résistance ukrainienne, et en particulier avec les forces progressistes ukrainiennes et antiguerre russes, a dû faire face à l'hostilité des «cam-pistes» et autres prorusses actifs dans la gauche

française – heureusement beaucoup moins que dans d'autres pays européens – qui ont surtout montré une tendance à l'évitement de la question, très sensible dans divers mouvements et partis.

Notre comité a confirmé une solidité politique et organisationnelle d'un noyau central, permettant la persistance de l'activité et le maintien d'une capacité d'initiatives variées, comme nous avons pu le constater à l'occasion de notre deuxième AG annuelle, ce 5 octobre, accueilli-es dans les locaux de l'Union syndicale Solidaires.

Une quarantaine de représentant-es des différentes organisations parties prenantes de notre RESU et des adhérent-es, ainsi que des militant-es ou des représentant-es de certains collectifs locaux (Lyon, Nice, Marseille, Allier, Besançon...) y ont en effet participé.

La réunion a été ouverte par Jean-Pierre Pasternak, de l'Union des Ukrainiens de France, qui a échangé avec la salle et avec des camarades en visio au sujet de la situation en Ukraine ainsi que sur celle des réfugié-es ukrainien·nes en France – quelques milliers auraient déjà quitté le territoire français pour rentrer ou pour aller en Allemagne ou en Espagne, où les conditions d'accueil, notamment administratives, sont plus simples.

Plusieurs interventions et témoignages sur la situation militaire, politique et sociale de l'Ukraine ont été suivis par un débat. Les rapports moraux et financiers, présentés par les membres du bureau, ont été approuvés à l'unanimité. Ils ont confirmé des difficultés politiques réelles qui perdurent pour nous faire entendre

1. Membres du Comité français du RESU. 6 octobre 2024.

face aux tenants d'un « pacifisme » mal compris à l'heure de défendre un peuple qui lutte pour sa survie contre un agresseur impérialiste colonial comme la Russie. Pourtant la majorité de la gauche radicale et écologiste, elle, soutient la résistance ukrainienne et notre travail.

Un soutien syndical et associatif, un réseau politique qui, eux aussi, résistent à nos côtés

Le soutien syndical – inédit dans le paysage européen par son étendue, grâce à l'engagement de l'intersyndicale –, lui aussi, se poursuit. Des associations (Copernic, Cedetim, Assemblée européenne des citoyens...), un éditeur (Syllepse), l'Union syndicale Solidaires ainsi que les organisations politiques parties prenantes de notre comité (Aplutsoc, Ensemble, GES, NPA, GDS, Club Bastille, Pep's et désormais officiellement les Écologistes...) sont toujours présentes et très actives : elles relaient campagnes et informations auprès de leurs militant·es. Ce cadre unitaire qui fonctionne depuis deux ans et demi et se réunit de façon hebdomadaire autour d'un noyau important de représentant·es très assidu·es.

Nous avons souligné la coopération existant avec des groupes et individus actifs dans plusieurs villes, soit directement liés à notre RESU Paris (Lyon, Nice, Le Havre, Marseille, Nantes, Allier...), mais aussi l'existence de contacts plus ou moins réguliers avec d'autres associations (Rouen, Rennes, Brest, Grenoble, Cahors, Bourges, Auriol, Ardèche...) absence ou relations très limitées dans d'autres encore. Pourtant



Jean-Pierre Pasternak, président de l'Union des Ukrainiens de France, a ouvert l'assemblée générale.

régulièrement des initiatives locales sont organisées.

Nous avons discuté des campagnes réalisées durant l'année écoulée : participation aux manifestations unitaires pour la Journée internationale des droits des enfants ; autour du deuxième anniversaire de l'invasion avec des réunions et des marches unitaires partout en France ; des campagnes de soutien ponctuel matériel (participation à l'achat d'un véhicule blindé pour l'association de soldates Veteranka, achat d'un drone et d'un gilet pare-balles pour une soldate engagée sur le front du Donbass...) ; poursuite de la campagne pour la libération de Maksym Butkevych avec des réunions et des signatures ; diverses réunions d'information en « mixte » (visio et présentiel) autour du bilan de deux ans de guerre, du 8 Mars, avec des organisations



féministes et des associations de soutien aux réfugié-es, etc.

Dans le contexte électoral des européennes puis des législatives, nous avons interpellé les différentes eurocandidat-es (obtenant quelques réponses) ainsi que pris position face à la menace que constituait l'avènement éventuel du RN au gouvernement pour l'Ukraine.

Depuis un an, nous avons démarré une collaboration étroite avec nos ami-es, d'Ukraine CombArt, qui participent au RESU: ensemble nous avons organisé des collectes, des réunions publiques et plusieurs projections-débats (*Pierre, feuille, pistolet*; *Atlantis*; *Le bataillon invisible*; *Intercepted...*). Une collaboration qui continue et se renforce avec des projets de nouvelles projections, débats et expos. Ensemble nous assurons une présence régulière aux manifestations des Ukrainiens deux fois par semaine à Paris.



Ambulance, enfants déportés, information... Nos batailles à venir

Les campagnes en cours ou à venir ont évidemment été longuement abordées: participation à la collecte et à la campagne unitaire d'une Ambulance mitraillée France qui traversera plusieurs villes²; informer et soutenir la plainte relayée auprès de la CPI par Pour l'Ukraine, pour

2. Pour avoir les informations et le parcours prévu par l'ambulance: www.facebook.com/ambulance.mitraillee.france/.



leur liberté et la nôtre! sur les enfants déportés³; le nécessaire soutien aux organisations du mouvement social qui doit se poursuivre et se concrétiser; la préparation du prochain 24 février; les projets de réunions publiques et de projections...

Les faiblesses de notre communication ont été aussi discutées. Il s'agit de mieux faire circuler l'information sur la résistance ukrainienne et ses besoins, mais aussi sur ce que les Ukrainiennes et les Ukrainiens imaginent et réalisent au quotidien pour survivre – nous disposons sur ce dernier point d'une source importante et continue d'informations venues des organisations et mouvements sociaux ukrainiens que nous ne mettons pas assez en valeur (à part

3. Voir page 42.



notre page FB, quotidiennement alimentée et mise à jour, et notre chaîne YouTube). Sans oublier le formidable travail réalisé par les Brigades éditoriales de solidarité (34 numéros de *Soutien à l'Ukraine résistante* en deux ans et demi, plus de 1 000 téléchargements par numéro sur le site de Syllepse, sans compter les reprises sur des sites amis).

Il nous faut pourtant trouver d'autres moyens d'information afin de mieux faire connaître la réalité ukrainienne et de contrer les campagnes russes de désinformation.

Nous continuons jusqu'au retrait total des troupes russes.

[www.facebook.com/profile.](https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225&sk=about)

[php?id=100087563586225&sk=about](https://www.facebook.com/profile.php?id=100087563586225&sk=about)

contact: ukrainesolidaritefrance@gmail.com

Pour nous soutenir financièrement:

www.helloasso.com/associations/reseau-de-solidarite-avec-l-ukraine-france-resu-france



Bulletin d'adhésion

nom, prénom:

Adresse:

Code postal et ville:

e mail:

Cotisation 2025: 10 euros ou plus

chèque à l'ordre de RESU-France
bulletin à renvoyer à RESU-France
c/o Vullion 212 av. du Maine, 75014 Paris

FÉMINISMES

Travail des femmes : comment la guerre a changé le marché du travail en Ukraine

Aliona Tkalitch¹

En raison de la migration massive et de la mobilisation qui a fait suite à l'invasion russe, de nombreuses entreprises ukrainiennes connaissent un manque de personnel. Une des réponses à cette situation est l'implication des femmes dans des métiers auparavant considérés comme « masculins ».

Pendant et après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux pays se sont livrés à des pratiques similaires. Par exemple, en Pologne, les femmes ont participé activement à la production industrielle. À partir du milieu des années 1950, elles ont été remplacées par des hommes, mais selon certaines sources, les femmes ont résisté à cette évolution parce que les emplois dans l'industrie étaient mieux payés et plus prestigieux.

En Ukraine, où l'embauche de femmes dans certaines professions a longtemps été strictement interdite, la majorité d'entre elles travaillent dans les domaines traditionnellement peu rémunérés de l'éducation, de la santé, des services et du commerce. C'est la principale raison pour laquelle les femmes gagnent en moyenne moins que les hommes, même si parmi elles le pourcentage de personnes ayant fait des études supérieures est plus élevé. Il est également intéressant de noter que, parmi les 2 millions d'entrepreneures individuelles, où les femmes et les hommes sont à peu près égaux en nombre, les domaines d'activité se reproduisent de la même manière : les femmes sont principalement dans le commerce et les services, et les hommes dans les travaux de réparation.

Cette situation est typique de la plupart des pays du monde. Cependant, l'Ukraine, qui connaît des bouleversements dus à l'agression russe et s'efforce également d'éliminer les normes discriminatoires, dispose d'une fenêtre d'opportunité pour certains changements.

Aliona Tkalitch a interrogé Iouliya Dmytruk sur la ma-

1. Aliona Tkalitch est journaliste. Article publié par *Socportal*, 9 septembre 2024. Traduction Patrick Le Tréhondat.

nière dont la législation ukrainienne concernant l'emploi des femmes a changé ces dernières années et si l'on peut s'attendre à une participation significative des femmes dans les professions dites « masculines ».

Iouliya Dmytruk, avocate de l'organisation La Strada, s'occupe de la protection des droits des femmes. La Strada a également plaidé pour l'adoption de la Convention d'Istanbul et s'est opposée aux restrictions des droits des femmes dans certaines professions.

Comment les normes juridiques concernant le travail des femmes ont-elles changé en Ukraine ?

Jusqu'en 2017, l'Ukraine disposait de l'arrêté n° 256 du ministère de la santé, adopté en 1992, qui contenait une liste de 450 professions interdites aux femmes. Cette disposition violait les droits des femmes, car elle les plaçait dans une position inégale par rapport aux hommes. L'État estimait que le rôle principal des femmes est reproductif. Elles n'avaient donc pas besoin d'un salaire décent. Mais nous savons que toutes les femmes ne vivent pas dans des familles « complètes ». Il y a celles qui élèvent seules leurs enfants et subviennent seules aux besoins de leur famille (il y avait environ un million de familles monoparentales en Ukraine en 2021. En raison des faibles salaires des femmes et du soutien social limité, elles courent un risque élevé de chute en dessous du seuil de pauvreté). Et les emplois figurant sur la liste des professions interdites garantissaient pour la plupart un niveau de rémunération décent. Bien sûr, certaines d'entre elles impliquent un travail physique intense. On estimait que ces emplois avaient un



effet néfaste sur la vie d'une femme. Bien que personne n'ait pensé au fait que cela affecte négativement la vie et la santé des hommes. L'abrogation de cette ordonnance a donc permis l'amélioration des conditions de travail pour tous et toutes.

En 2022, le Parlement a introduit des amendements à la loi ukrainienne « Sur l'organisation des relations de travail dans le cadre de la loi martiale ». Selon l'article 9, paragraphe 1, les femmes sont autorisées à travailler même dans les travaux souterrains (bien qu'en réalité, dans les régions industrielles, où le travail souterrain était la seule possibilité de gagner un salaire décent, les restrictions ont été contournées et s'est créée une « zone grise »). Il existe actuellement une grave pénurie de personnel dans de nombreux domaines. Par conséquent, un travail à grande échelle est en cours pour recycler les spécialistes et des opportunités s'ouvrent aux femmes pour un emploi dans des types de travaux tels ceux qui demandent un travail « physique ». D'un autre côté, les employeurs améliorent les conditions de travail, en utilisant des mécanismes robotisés qui permettent aux femmes d'effectuer des travaux plus exigeants sur le plan physique.

L'impact de ces changements peut-il être évalué ? Combien de femmes maîtrisent des métiers dits « masculins » ?

Le Service national de l'emploi confirme la tendance de l'évolution des métiers chez les femmes. En 2023, 158 000 femmes ont trouvé un nouvel emploi et ont choisi, entre autres, les



spécialités suivantes: grutière, opératrice de machine, opératrice d'installation souterraine, chargeuse, conductrice, serrurière. En outre, l'année dernière, avec l'aide du Service national de l'emploi, 1 200 femmes ont trouvé du travail dans le secteur de la construction – elles représentent désormais 38 % de tous les employés du secteur. En 2021, il y avait 20 % de femmes dans la construction.

Actuellement, le ministère de l'économie soulève la question de la nécessité de reconverter les femmes pour qu'elles maîtrisent ces métiers, car la demande pour de telles travailleuses existe et augmente de plus en plus. On sait que dans de nombreux domaines différents, les femmes travaillent déjà dans des spécialités pour lesquelles les hommes étaient auparavant recherchés, par exemple:

- Dans les stations-service UPG, les femmes occupent des postes de conductrice, de

pompiste, de chargeuse et d'agente de sécurité.

- Dans le commerce de détail, les femmes sont invitées à travailler comme agentes de sécurité et conductrices. Par exemple, ATB emploie plus de 900 femmes comme agentes de sécurité. Celles qui le souhaitent peuvent également suivre une formation de conductrices de chariot élévateur. Chez Fozzy Group, les femmes sont employées comme conductrices de camion.

- Chez ArcelorMittal Kryvyi Rih, de plus en plus de femmes travaillent comme concasseuses, conductrice d'excavateur à godets, mécaniciennes et opératrices de machines.

D'autres exemples bien connus comme l'exploitation agricole Kernel, qui a commencé pour la première fois à embaucher des femmes pour des postes d'opératrices de chaufferies et de production. Le ministère du développement communautaire, des territoires et des



infrastructures de l'Ukraine forme des femmes à conduire des camions. Le métro de Kyiv a également annoncé l'embauche de femmes pour des métiers dits « masculins ». Nous étions très heureuses que la première conductrice de train soit enfin apparue dans le métro de Kyiv. Nous avons également entendu parler d'éventuelles attitudes biaisées de la part de certains managers². Mais aucun appel ni aucune plainte n'ont été déposés auprès de La Strada concernant une telle discrimination.

Comment les femmes doivent-elles réagir en cas de discrimination ?



Si une femme est confrontée à des situations similaires, elle peut, sur la base de la législation, déposer une plainte, premièrement, auprès de la direction de l'entreprise ou de l'institution concernée, et deuxièmement auprès du Service national du travail. Troisièmement, contactez le commissaire aux droits humains du Parlement. En outre, la loi ukrainienne « sur la publicité » interdit la publication d'offres d'emploi indiquant le sexe, l'âge et d'autres informations similaires. Mais on peut encore tomber sur des publicités disant « Seules les femmes de moins de 30 ans sont acceptées ». Dans ce cas, les plaintes doivent être soumises au Service national du travail avec une déclaration écrite et un lien vers la ressource sur laquelle elles ont trouvé une telle annonce.

2. NdT. L'une des candidates au poste a déclaré que le manager lors de l'entretien avait ridiculisé l'initiative d'embauche de femmes.

Une perspective féministe

L'Atelier féministe¹

Plus de deux ans se sont écoulés depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine.

Malgré ces atrocités, la résistance du peuple ukrainien a été héroïque, les femmes ukrainiennes jouant un rôle actif dans la défense de leur pays.

Nous avons demandé à des féministes ukrainiennes d'expliquer pourquoi la lutte contre l'invasion impérialiste de la Russie ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais aussi l'avenir de l'humanité et devrait concerner le monde entier !

Cette vidéo se termine par des messages de solidarité d'une féministe noire américaine et d'une féministe iranienne.



1. Une vidéo à regarder en cliquant sur l'image. Sous-titrage en français dans les réglages via la roue crantée.

Le dilemme de la violence domestique en Ukraine

Ruchi Kumar¹

Près de 300 000 cas ont été enregistrés l'année dernière, mais les victimes préfèrent souvent garder le silence lorsque des militaires sont impliqués.

En mai dernier, Lubov Nedoriz, assistante sociale bénévole, a reçu un appel de la police de Pervomaïskyi, une ville de la province ukrainienne de Kharkiv. Les Russes venaient de lancer une offensive dans la région, qui se poursuit encore aujourd'hui.

La police lui parle d'un homme de 30 ans qui vient de rentrer du front à Kharkiv et qui a agressé sa mère, laquelle s'inquiète désormais de son comportement violent et colérique.

La mère m'a dit plus tard que c'était un bon fils. Il avait fait des études universitaires, était «très gentil et aimait sa petite amie», mais cela a changé après qu'il a été envoyé sur la ligne de front à Kharkiv. «Il s'est mis à écouter du rock et à se disputer avec sa petite amie. Lorsque sa mère a tenté d'intervenir, il l'a violemment frappée.»

Nedoriz, qui a suivi une formation de criminologue avant la guerre, explique que les appels à l'aide des forces de l'ordre et de femmes sont de plus en plus fréquents. Alors que la guerre de la Russie contre l'Ukraine entre dans sa troisième année, de nombreuses femmes du pays mènent désormais leur propre combat, le nombre de cas de violence domestique augmentant de manière significative. Selon le ministère ukrainien de l'intérieur, la police a enregistré plus de 291 000 cas de violence domestique dans tout le pays en 2023, soit une augmentation de 20 % par rapport à l'année précédente, lorsque l'invasion russe a commencé.



1. Ruchi Kumar est journaliste. Article publié dans [The Guardian](#), 13 août 2024. Traduction et publication en français par le [Comité belge du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine](#).

Les experts et les travailleurs sociaux s'attendent à ce que ces chiffres augmentent encore en 2024. Au cours des deux premiers mois de cette année, le nombre de plaintes pour violence domestique enregistrées en tant qu'infractions pénales en Ukraine a augmenté de 56 %. Les cas signalés ne sont que « la partie émergée de l'iceberg », déclare Massimo Diana, du Fonds des Nations unies pour la population, qui surveille la violence fondée sur le genre.

« Parfois, les chiffres ne disent pas tout, explique-t-il. Ils ne sont qu'une indication du nombre de plaintes déposées. Nous devons replacer les chiffres dans un contexte plus large pour comprendre le problème. »

Massimo Diana explique que la violence fondée sur le genre et la violence domestique étaient des « secrets bien connus » dans le pays, même avant la guerre, mais que le risque est plus élevé en raison des facteurs de stress liés à la guerre, tels que la perturbation de l'unité familiale, la perte du domicile et le déplacement, la pauvreté et le stress psychologique causé par les bombardements et les attaques de missiles.

« Dans le contexte d'un conflit ou d'une guerre, la triste vérité est que les femmes et les filles paient toujours le plus lourd tribut », déclare Diana. Les hommes étant de plus en plus nombreux à participer à l'effort de guerre, de nombreuses femmes se retrouvent à gérer seules leur foyer et sont souvent isolées du soutien de leur famille et de leur communauté.

Ivanna Kovaltchuk, qui travaille sur la violence sexiste au sein de l'International Medical Corps, explique : « Nous constatons que les femmes sont moins susceptibles de

souffrir d'un traumatisme psychique que les hommes. [Elles] sont moins enclines à se plaindre lorsqu'il s'agit de vétérans de guerre. Certaines s'excusent même si elles le font, parce qu'elles pensent que ce n'est peut-être pas le bon moment ou que leur situation personnelle n'est pas comparable à la guerre qui sévit dans le pays », ajoute-t-elle. Massimo Diana est du même avis :

Dans un environnement intrinsèquement patriarcal depuis le début, même avant la guerre, [avec] un homme qui a été sur la ligne de front et qui est un héros, mais qui est devenu violent, il y a un problème avec les récits qui nous reviennent. Les femmes posent souvent cette question : « Comment puis-je me plaindre de quoi que ce soit, alors que mon mari, mon père, mon fils, mon frère ou mon ami est en train de mourir sur la ligne de front ? »

Se référant à l'augmentation des cas de stress post-traumatique chez les anciens combattants, Massimo Diana affirme que les auteurs de ces violences sont également « victimes de la brutalité de la guerre ». Nedoriz abonde dans le même sens : « Nos garçons reviennent des batailles changés, différents. Même s'ils vont bien physiquement, leur esprit est blessé. »

Il explique avoir été témoin d'évolutions similaires dans d'autres sociétés touchées par des conflits. « Il y a trente ans, c'est ce qui s'est passé en Croatie, en Serbie, en Bosnie [et] nous devons encore faire face aux conséquences de notre retard dans la reconnaissance de l'impact [sur les femmes]. » [...]



Féministes en lutte contre l'impérialisme russe

Une vidéo produite par Frieda Afary et
l'Atelier féministe de Lviv

www.youtube.com/watch?v=0er16ufXQxM

Plus de deux ans se sont écoulés depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine. Pendant cette période, l'armée russe a tué plus de 31 000 soldats ukrainiens, et des centaines de milliers ont été blessés ou tués. Les forces russes ont systématiquement commis des crimes contre la population civile, notamment des actes de torture, des viols, des violences physiques et psychologiques et des bombardements de civils et d'infrastructures. Malgré ces atrocités, la résistance du peuple ukrainien a été héroïque, les femmes ukrainiennes jouant un rôle actif dans la défense de leur pays.

Des féministes ukrainiennes expliquent pourquoi la lutte contre l'invasion impérialiste de la Russie ne concerne pas seulement l'Ukraine, mais aussi l'avenir de l'humanité et devrait concerner le monde entier.

Au sommaire

1:30 Pourquoi la Russie a-t-elle lancé une invasion à grande échelle en 2022 ?

4:01 Que se passerait-il si l'Ukraine ne recevait pas d'aide militaire ?

4:47 Les Ukrainiens luttent contre une attaque visant leur existence même en tant que peuple.

8:04 Qu'y a-t-il d'unique et d'humaniste dans la résistance du peuple ukrainien à l'invasion et à l'autoritarisme ?

11:00 Pourquoi la résistance de l'Ukraine est-elle aussi une lutte féministe ?

13:11 La victoire de l'Ukraine sera une victoire pour le féminisme dans le monde entier et sa défaite, une victoire pour la misogynie et l'esclavage.

15:10 Que peuvent faire les autres pour soutenir la résistance ukrainienne ?

19:08 Solidarité internationale des féministes intersectionnelles

Au générique

Hanna Perekhoda (historienne), Marichka Buchelnikova (cofondatrice de Ukraine Explainers, chef de projet de Ukraine War Archive), Sacha Romantsova (directeur exécutif du Centre pour les libertés civiles, Tetiana Hrantchak (membre du conseil d'administration de l'Association ukrainienne des bibliothèques); Wonda Powell (professeur émérite d'histoire, Los Angeles Southwest College, féministe afro-américaine); Nasrin Sotoudeh (avocate féministe iranienne et militante des droits humains)





Le groupe féministe Bilkis annonce arrêter la distribution de repas. Une partie de l'équipe s'étant engagée dans l'armée

Chers amies,

Nous avons quelques nouvelles pour vous : en septembre, nos offres hebdomadaires de déjeuners végétaliens seront annulés.

Ce fut une décision difficile, mais il y a plusieurs raisons à cela. La plus importante est que les principaux membres de l'équipe, Ivanka et Oleksiy, ont décidé de s'engager dans l'armée.

De plus, le lieu de cuisson était l'appartement de la coordinatrice du projet, et elle n'était plus en mesure de le louer. Et le reste de l'équipe Bilkis ne dispose pas actuellement de ressources suffisantes pour poursuivre les campagnes de collecte de fonds et réorganiser le projet.

Cependant, nous voulons nous rappeler comment, pendant plus d'un an, nous sommes sortis sous la pluie, la chaleur et la neige pour aider les gens avec de la nourriture végétalienne et d'autres ressources dans le quartier Chevtchenkivskyi de Lviv. Et ce n'est pas tout.

Les visiteurs de la station d'alimentation ont trouvé des amis dans la file d'attente pendant qu'ils attendaient leur repas.

Ils ont pu compter sur notre soutien empathique pendant et après la distribution – par exemple, quelqu'un a compris comment envoyer des messages sur son téléphone.

Grâce à notre aide, de nombreuses personnes ont découvert le goût délicieux de la nourriture sans exploitation animale.

Nous avons contribué à la diffusion de l'activisme social à Lviv.

Nous sommes au moins heureuses qu'il y ait encore des points de vente d'aliments chauds

à Lviv et que les personnes qui en ont besoin aient un endroit où manger.

Le réchaud et le mixeur que nous avons collectés continueront à servir d'autres bonnes causes.

Nous remercions tous ceux qui ont participé au projet! Nous vous apprécions, nous vous aimons et nous vous embrassons¹!

Sur les distributions de repas

«Ukraine : Bilkis, un féminisme solidaire»:

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2023/08/06/ukraine-bilkis-un-feminisme-solidaire/>



Yana du groupe féministe Bilkis qui avait participé au zoom du comité français du RESU il y a quelques mois.



1. 8 septembre 2024.

PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE
CONTINUE

Les infirmières sont au bord du gouffre

Sois comme Nina¹

Oksana Slobodiana et Oleksiy Tchupryna, militant·es Sois comme Nina, ont déclaré que la situation des infirmières ukrainiennes était critique en raison de la charge de travail élevée et du manque de personnel. Ils l'ont annoncé lors d'une réunion avec le président de la commission de la santé nationale de la Verkhovna Rada, Mykhailo Radutskyi. Le problème le plus urgent est la charge de travail du personnel intermédiaire et subalterne et la perte de personnel qualifié dans la médecine ukrainienne - «les infirmières sont licenciées alors qu'elles subissent une charge de travail excessive et sans aucune perspective d'avenir», a souligné le mouvement.

Selon eux, Mykhailo Radutskyi était impatient de discuter du sujet de l'autonomie médicale, pour lequel il fait pression dans le cadre d'un projet de loi. «Mais la situation des travailleuses de la santé est très compliquée. Le gouvernement connaît et comprend les problèmes, mais il n'a aucun plan pour les résoudre. [...] Nous n'avons pas vu d'intérêt à travailler et à améliorer les conditions de travail et



à construire une perspective d'avenir. Nous entendons constamment la phrase selon laquelle personne ne protégera les médecins, seulement les patients. Je ne comprends pas du tout cela, car les médecins, leurs familles et le gouvernement deviendront tôt ou tard des patients. Et la qualité des services offerts aux patients dépend directement de la mise à disposition d'hôpitaux, d'équipements et surtout d'un personnel en nombre suffisant», a déclaré Oksana Slobodiana.

Ce mépris pour les intérêts du personnel soignant intervient à un moment où le nombre de soignant·es a diminué de plus de 40 000 depuis l'année dernière. Comme des millions d'autres Ukrainien·nes, ils et elles ont été contraint·es de partir à l'étranger en raison de l'agression russe. En cas d'intégration réussie dans le pays d'accueil, il est peu probable qu'ils ou elles reviennent en Ukraine : les salaires des infirmières dans les pays les plus pauvres de l'UE sont trois fois plus élevés qu'en Ukraine, et dans les pays les plus riches, ils sont vingt à vingt-cinq fois plus élevés. Récemment, le chancelier allemand Olaf Scholz a appelé les autorités locales à simplifier les procédures bureaucratiques pour l'emploi des Ukrainien·es, en mettant l'accent sur les professionnel·es de la santé.

1. 9 septembre 2024.

Même en Turquie, où le salaire moyen national est inférieur de 100 euros à celui de l'Ukraine, les infirmières sont relativement bien rémunérées. En général, dans la plupart des pays de l'UE, les infirmières sont payées au-dessus de la moyenne nationale. En Ukraine, cependant, leurs salaires sont bien inférieurs à la moyenne. Et ce, malgré la forte demande de personnel médical en temps de guerre. Par ailleurs, les paiements supplémentaires pour le travail dans les zones de la ligne de front sont instables et sélectifs.

L'une des stratégies possibles de l'Ukraine pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre consiste à attirer des travailleur·euss·s d'autres pays. Cependant, les salaires dans les pays d'où proviennent le plus souvent les travailleur·euses migrant·es sont soit comparables à ceux de l'Ukraine (Indonésie, Ouzbékistan, Philippines), soit plus élevés qu'en Ukraine (Inde, Vietnam, Thaïlande, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan). Ainsi, alors que les pays plus riches recrutent activement des infirmières étrangères, il est impossible pour l'Ukraine de le faire en maintenant le niveau actuel des salaires et des conditions de travail.

Au contraire, Sois comme Nina propose une liste de solutions qui permettraient à l'Ukraine de remédier à la pénurie de soignant·es. Il s'agit de salaires et de conditions de travail décents, de normes claires en matière de charge de travail et de sanctions pour les directeurs qui humilient et négligent les intérêts des soignant·es.



Ils détruisent une maternité

Sois comme Nina¹

Dans la ville de Derajnya, oblast de Khmelnytskyi, le directeur de l'hôpital a décidé de fermer la maternité. Cette décision est contraire à la loi, car il n'a pas coordonné la liquidation de l'unité avec les représentants du collectif de travail².

L'année dernière, l'hôpital a été confronté à la même situation, mais le personnel et les résidents locaux ont réussi à défendre la maternité. Selon le règlement du NHSU [service de santé], ces unités ne sont financées que si elles réalisent un certain nombre d'accouchements. À Derajnya, malgré la baisse générale des naissances, ces exigences ont été respectées. Bien que la ville de Khmelnytskyi soit située à 45 km, de nombreuses femmes préfèrent l'hôpital de district de Derajnya à l'hôpital régional surchargé lorsqu'elles choisissent d'accoucher.

Cette fois, le directeur, Oleksandr Korolyuk, a décidé de fermer la maternité, refusant de chercher un nouveau néonatalogiste pour remplacer la médecin parti en congé de maternité et cachant délibérément le problème sans en

1. 24 septembre 2024.

2. NdT. Le collectif de travail d'une entreprise est une association de tous les employés qui participent à ses activités sur la base d'un contrat de travail.

informer le propriétaire de l'établissement, le conseil municipal, qui a contribué l'année dernière à maintenir la maternité ouverte. Pour cette raison, le NHSU ne prolongera pas l'accord de financement de l'unité, car elle ne disposera pas de tous les spécialistes nécessaires. Cette situation compromet également le respect du nombre d'accouchements requis : afin de pouvoir passer un contrat avec la NHSU pour l'année suivante, au moins 100 accouchements doivent être effectués entre avril et octobre. L'hôpital a réalisé 87 accouchements et 20 autres étaient prévus pour septembre, mais en raison des actions du directeur, les femmes ont été redirigées vers d'autres établissements médicaux. Si le problème n'est pas résolu, le reste du personnel perdra son emploi : obstétriciens, pédiatres, anesthésistes, médecins échographistes, sages-femmes et infirmières. Au total, 19 postes sont concernés.

«Cela peut être considéré comme un manquement aux devoirs et comme une faute du directeur, qui n'a pas doté le service du personnel nécessaire à temps, alors qu'il était au courant du congé de maternité», déclarent des militantes du syndicat indépendant de l'hôpital et des membres de Sois comme Nina. Actuellement, les employées du service ont été averties qu'elles seront licenciées à partir du 18 novembre 2024, et aucun poste vacant ne leur a été proposé dans l'entreprise.

Selon elles, d'autres branches sont également menacées. «Personne ne veut travailler ici à cause des méthodes de travail du directeur : pression constante et refus de payer un salaire décent. Les services de pédiatrie, de maternité

et de soins intensifs sont sur le point de fermer faute de médecins, et la clinique ambulatoire est également menacée de fermeture au cours de la nouvelle année», affirment le personnel soignant.

La fermeture d'un service entier et la suppression de 19 postes en raison de l'absence temporaire d'une néonatalogiste peuvent difficilement être considérées comme justifiées. On sait que dans certaines institutions de la région, des licenciements ont été annoncés en raison du paiement des deux tiers du salaire pendant que l'on cherchait le personnel nécessaire. Cependant, selon les militantes, le directeur ne s'intéresse généralement pas au développement de l'hôpital. Au contraire, son objectif est de conserver le nombre minimum de services, car cela simplifiera son travail et n'affectera pas son salaire.

La fermeture de la maternité est illégale

Le directeur a émis un ordre de liquidation du service en date du 13 septembre 2024 n° 173, en violation flagrante de la législation en vigueur. Le document n'a pas été approuvé par le collectif de travail et peut donc être contesté devant les tribunaux.

Conformément à la clause 2.12 de la convention collective de l'hôpital, l'employeur est tenu de prendre des décisions sur les changements dans l'organisation de la production et du travail pour des raisons économiques, technologiques, structurelles ou similaires, qui impliquent un éventuel licenciement des



employés, uniquement après avoir fourni au collectif de travail des informations sur ces mesures et cela à l'avance, au plus tard deux mois avant les licenciements prévus, y compris des informations sur les motifs des licenciements ultérieurs, le nombre et les catégories d'employés auxquels ils peuvent s'appliquer, le calendrier des licenciements et les conditions des licenciements. En outre, la clause 2.18 exige du directeur qu'il prenne des décisions sur la liquidation et la réorganisation des unités structurelles, qui impliquent une réduction des effectifs, uniquement après avoir consulté le collectif de travail sur les mesures à prendre pour éviter le licenciement des employés et, s'il est impossible de l'éviter, pour minimiser leur nombre ou atténuer les conséquences négatives du licenciement. Ces consultations ont lieu trois mois avant le licenciement.



«Le directeur s'est placé au-dessus de la convention collective signée par les parties et a ignoré les principes du dialogue social en décidant de liquider l'unité structurelle sans consulter les représentants du personnel», a déclaré Vitaliy Dudin, avocat de Sois comme Nina et du Mouvement social.

En outre, l'entreprise compte une section du syndicat des travailleurs de la santé, dirigée par l'infirmière Ruslana Mazurenok, mais le syndicat n'a pas non plus reçu d'informations sur les licenciements. Ces informations auraient dû être fournies au plus tard trois mois avant les licenciements prévus (partie 3 de l'article 22 de la loi ukrainienne «sur les syndicats, leurs droits et les garanties d'activité»).



Le personnel est convaincu que l'ordre de liquider l'unité de maternité était basé sur des motifs subjectifs de l'administration. Récemment, le syndicat a déposé une demande auprès du conseil municipal de Derajnya, exigeant une enquête interne contre le directeur pour des violations de sa part lors de la modification des conditions de travail essentielles. Peu après, un ordre a été donné de liquider la maternité, où travaille la docteur Iryna Stakhova, responsable du collectif de travail et membre du comité syndical, qui avait cherché à traduire le directeur en justice.

«Notre priorité est le développement de l'hôpital. Quant au directeur, soit il nous permet de travailler en paix, soit il ne peut pas être le directeur de notre institution, car il n'y a pas d'objectifs de développement ou au moins de stabilité de sa part», soulignent les militantes.

Le personnel soignant appelle la population à soutenir leur lutte contre cette décision arbitraire, qui détruit le seul établissement disponible pour les femmes enceintes de Derajnya et d'autres districts voisins.

Université de Lviv : dortoir ou baraquement ?

Priama Diia¹

Actuellement, les dortoirs de l'université forestière nationale de Lviv sont en cours d'installation. Nos militants ont donc décidé de familiariser les nouveaux arrivants avec leurs droits, les plans des travaux de réparation des dortoirs, les devis et autres documents relatifs à la vie dans le dortoir.

En raison de nos tentatives d'information des étudiants de NLTU, nous avons été bannis du chat Telegram de l'université et la gardienne a reçu l'ordre de ne laisser personne entrer dans les dortoirs. Les étudiants se sont montrés plus sympathiques à notre égard et ont donc signalé un certain nombre d'autres problèmes, notamment le fait que la direction avait récemment ordonné de loger quatre personnes par chambre : «Absolument toutes les chambres seront occupées par quatre étudiants.» Auparavant, seules trois personnes par chambre vivaient dans les chambres des dortoirs depuis des années, et cette innovation a suscité l'indignation.

Nous avons décidé de demander à la direction des précisions sur la taille des chambres. Il s'est avéré qu'elle était de 18 m². Cela signifie qu'il y a 4,5 m² par personne dans la chambre, ce qui constitue une violation des normes sanitaires et de la loi.

Nous avons ensuite signalé cette situation au vice-recteur Iouri Tsyntylyuk, qui n'était pas au courant de la loi. Nous avons demandé que des mesures soient prises pour trouver de nouvelles places et construire de nouveaux dortoirs, ce à quoi il a répondu qu'il n'était «pas patriotique» de demander de nouveaux dortoirs en temps de guerre.

Le même jour, l'administration n'a rien trouvé de mieux que d'obliger chaque étudiant du dortoir à signer un accord, dans lequel il s'engageait à «vivre avec d'autres personnes qui pourraient être hébergées avec [lui] au-delà de la norme par mètre carré». Un tel accord constitue une violation flagrante des règlements et n'a aucune valeur juridique. [...]

Il est plus facile pour l'administration de mettre dix personnes dans une pièce ou d'expulser quelqu'un que de dépenser de l'argent pour créer de nouveaux locaux. La question de savoir si d'autres mesures seront prises en vue de la construction de nouveaux dortoirs dépend des étudiants eux-mêmes et de leur participation à la vie de l'université.

Ce problème est d'actualité depuis longtemps, mais il devient maintenant encore plus grave. Le nombre d'étudiants extérieurs à la ville [réfugiés à Kyiv], en particulier ceux bénéficiant de bourses, augmente chaque année, tandis que le nombre de dortoirs diminue. C'est



1. 9 août 2024. Source : RESU / PLT

pourquoi l'administration de la KNU est parvenue à une solution plutôt radicale au problème: l'expulsion des diplômés du BA «Bachelor». Autrement dit, un diplômé qui souhaite poursuivre ses études de master à la KNU ne peut pas garder sa place dans le dortoir et doit trouver un logement dans un court laps de temps.

On constate donc qu'après l'expulsion des bacheliers, il reste un manque catastrophique de places dans les dortoirs, même pour les personnes bénéficiant d'allocations.

Selon les informations publiques fournies par l'université concernant le nombre de demandes soumises pour un hébergement en dortoir cette année, nous avons 2 141 personnes. Parmi eux, 965 sont des étudiants bénéficiaires de bourse, qui devraient être installés en priorité; 1 176 sans bourse.

On constate donc qu'après l'expulsion des bacheliers, il y a un manque catastrophique de places dans les dortoirs, même pour les personnes bénéficiant de bourse.

Une seule solution : la construction de nouveaux dortoirs.

Les dernières informations sur la construction de nouveaux dortoirs ont été publiées, début 2022, lorsque 108 millions de hryvnias ont été allouées sur le budget de l'État pour KNU pour la construction d'un nouveau complexe de 420 chambres. Cependant, il n'y a pas plus d'informations sur ce projet, ni sur aucune mise à jour sur sa construction.

Se pose alors la question: comment l'université utilise-t-elle le budget qui lui a été attribué par l'État? La réponse peut être trouvée dans l'un des articles du magazine *Zaborona*. Il s'avère qu'il est prévu 49 centres d'affaires et immeubles résidentiels sur le territoire de la KNU, à la place desquels les mêmes résidences étudiantes pourraient facilement être construites. Comme le souligne *Zaborona* :

La législation ukrainienne interdit le transfert de terres publiques entre des mains privées. Autrement dit, une université ou une académie n'a pas le droit de construire, mais peut agir en tant que client. Dans ce cas, l'université n'a pas le droit de construire n'importe quoi et le développeur promet quelque chose en retour à l'université.

Cela crée un cercle vicieux, où l'université dit espérer des investissements et n'est soi-disant pas impliquée avec le promoteur. Et le promoteur, à son tour, dit qu'il n'est que l'exécutant d'une demande.

On ne sait vraiment pas si l'université n'a tout simplement pas la capacité de construire de nouveaux dortoirs ou si elle préfère une activité plus rentable.



2^e congrès du syndicat étudiant Priama Diia

Déclaration

Cet été n'a pas seulement été une période de détente pour nous, mais aussi l'occasion de nous enrichir de nouvelles connaissances et compétences. Outre l'école libre de Lviv, les délégués des organisations universitaires de notre syndicat se sont réunis lors du congrès général pour discuter de leur plan de travail pour la nouvelle année académique, développer une structure plus efficace pour notre syndicat et acquérir une expérience précieuse au cours d'ateliers et de conférences.

Le 2^e congrès de Priama Diia a donné lieu à d'importants changements organisationnels. Sur la base de l'expérience de nos camarades étrangers, en particulier du syndicat polonais Initiative des travailleurs, nous avons décidé que le congrès des délégués était l'organe de décision le plus élevé et avons convenu des principales orientations et du plan général des activités. Si nécessaire, une assemblée générale sera également convoquée pour examiner les décisions. L'organe exécutif du congrès, la coordination, qui mettra en œuvre les décisions du

congrès, a été élu, de même que la commission de contrôle et d'audit, qui contrôlera le travail de la coordination.

Dans une large mesure, ces changements sont le résultat d'un réexamen critique de nos processus et problèmes internes, qui ont été décrits par un certain nombre de militants expérimentés (en référence à Joe Freeman dans *The Tyranny of Structurelessness*). Notre travail interne est désormais plus transparent, plus rationnel et plus démocratique.

Il sera désormais plus facile pour nos membres de se réaliser dans divers domaines, notamment la gestion des documents, les finances, les médias, les aspects juridiques, ainsi qu'avec les secteurs responsables du développement général du syndicat, de l'adaptation et de la formation des nouveaux arrivants, que ce soient sur les problèmes dans les dortoirs et de la lutte contre les diverses formes de discrimination.

En l'absence d'organes développés d'autonomie publique, les discussions communes, sur



la question des votes et de la créativité collective ont contribué à développer des formes d'organisation de processus démocratiques parmi nos membres. Cette reproduction quotidienne de la démocratie à la base est particulièrement importante dans le contexte du renforcement de la société civile, dont dépend l'avenir de l'Ukraine.

Notre congrès n'a pas seulement été l'occasion de partager l'expérience de la lutte étudiante dans différentes parties du pays, mais aussi une grande opportunité de trouver des personnes partageant les mêmes idées pour des actions communes et de s'inspirer mutuellement pour faire face à de nouveaux défis.

Ensemble, maintenons le cap du changement !



Priama Diia dans *Soutien à l'Ukraine résistante*

«Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche», n° 10; «Priama Diia, un syndicat de lutte étudiant», n° 10; «Les étudiants protestent contre la fermeture de l'Académie de l'imprimerie à Lviv», n° 14; «Le syndicat étudiant ukrainien est de retour», n° 16; «Les étudiants ukrainiens doivent avoir le droit à l'éducation même en temps de guerre», n° 17; «Moi, Kostya, lycéen ukrainien, membre du syndicat Priama Diia», n° 19; «Que pensent les étudiants ukrainiens?», n° 22; «Nous devons nous battre pour l'avenir de l'éducation ukrainienne», n° 24; «Priama Diia, pour le contrôle étudiant», n° 25; «Mobilisation étudiante à Lviv contre la xénophobie», n° 26; «2023, une année de luttes étudiantes», «Agir, le zine du syndicat étudiant», «les étudiants sont la force

de l'université», n° 27, «Étudiants: la colère gronde», «Les étudiants en médecine se battent pour leurs droits», «Réforme de l'autonomie étudiante: trahison ou victoire?», n° 29, «Odesa: étudiants et militaires repoussent l'extrême droite», n° 30, «Le syndicat étudiant Priama Diia à l'origine d'un réseau syndical international», n° 33.



Kharkiv Pride

Auto Pride à Kharkiv

Le 15 septembre a eu lieu à Kharkiv la 6^e Kharkiv Pride dédiée aux droits LGBTQ+ . Cette fois au format «AutoPride». Des colonnes de treize voitures et avec la participation d'environ 60 personnes ont parcouru l'une des principales avenues de la ville.

Comme l'expliquent les organisateurs, ils ont choisi ce format pour rendre l'événement aussi sûr que possible pendant la guerre. Ce n'est pas la première fois que la Kharkiv Pride se déroule sous la forme d'une course automobile. La marche a eu lieu selon le même format en 2020 pendant la pandémie de Covid-19.

Selon Anna Charygina, co-organisatrice de la Kharkiv Pride, le slogan de la marche de cette année est «Ensemble vers l'égalité et la victoire».

Les participants ont exhorté la Verkhovna Rada à adopter des projets de loi sur le renforcement de la responsabilité pour les crimes fondés sur l'intolérance (n° 5488) et sur l'institution des partenariats enregistrés (n° 9103).

«Les gens qui se battent, qui risquent leur vie, et ne peuvent tout simplement pas avoir de droits ! C'est indigne et injuste, et la guerre a mis en évidence de tels défis», a déclaré Charygina.

La Kharkiv Pride commémore les soldat·es LGBTQ+ tombé·es au combat

À 9 heures, ce samedi 14 septembre une commémoration des soldat·es LGBTQ+ tombé·es au combat a eu lieu au monument des défenseurs de l'Ukraine.

Le monument présentait douze portraits de soldats LGBTQ+ qui ont donné leur vie pour défendre l'Ukraine. Seuls deux des portraits avaient un visage ouvert, tandis que les autres soldats sont morts alors qu'ils n'avaient pas fait leur coming out.

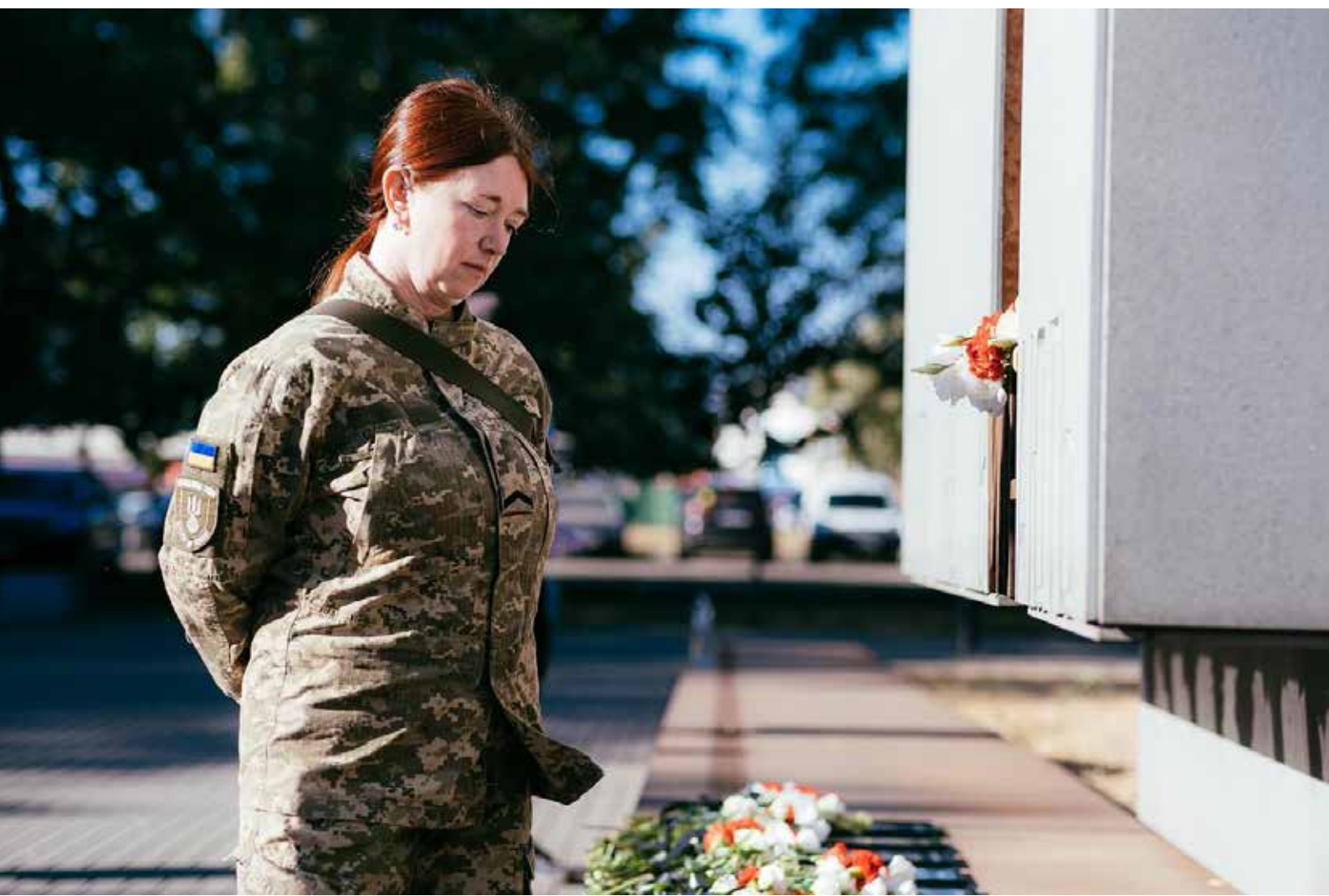
Il ne s'agit là que d'une partie des soldat·es de la communauté LGBTQ+ tombés au combat dont nous avons connaissance.

Chaque année, lors de la Kharkiv Pride, nous attirons l'attention sur les soldats LGBTQ+ qui sont morts sans droits et nous honorons leur mémoire.

Nous soulignons une fois de plus l'importance d'adopter le projet de loi sur les partenariats enregistrés n° 9103, qui permettrait la reconnaissance des familles LGBTQ+, et le projet de loi n° 5488 sur le renforcement de la responsabilité pénale pour les crimes homophobes et transphobes.







Chronique des événements courants

21 AOÛT

Un soldat fait la grève de la faim

Un militaire en traitement a annoncé qu'il commençait une grève de la faim en raison de la mauvaise alimentation et des conditions déplorable dans un établissement médical. Le médecin de combat Petro Konoplya s'est plaint de la mauvaise qualité de la nourriture à l'hôpital psychiatrique régional n° 2 de la ville d'Odessa, où il est soigné. Pour cette raison, il a annoncé une grève de la faim jusqu'à ce que la situation change, dans une vidéo qu'il a publiée sur ses réseaux sociaux. Le soldat a ensuite publié un post sur son Instagram, dans laquelle il a déclaré qu'après la publication de sa vidéo, «des changements sont déjà là». «Les garçons, qui sont soignés ici depuis longtemps, ont vu cette nourriture pour la première fois», a-t-il déclaré, ajoutant que demain l'arrivée du «gouverneur et de plusieurs chaînes de télévision» est attendue à l'hôpital.

23 AOÛT

Rentrée scolaire : ça s'annonce mal

Le Syndicat des travailleurs de l'éducation et de la science d'Ukraine a lancé un appel au cabinet des ministres d'Ukraine, car les dispositions de l'ordonnance n° 1112, qui n'a pas été

soumise à l'approbation des syndicats, restreignent les droits des participants au processus éducatif de choisir les établissements d'enseignement et les formes d'éducation, l'accès à l'éducation ukrainienne pour les enfants des territoires temporairement occupés, et menacent de licencier un nombre important d'enseignants et de réduire le réseau d'établissements d'enseignement secondaire général. Le syndicat a souligné la nécessité pour ces agences gouvernementales de prendre des mesures et des actions appropriées pour mettre les dispositions du décret du ministère de l'enseignement supérieur n° 1112 en conformité avec la législation actuelle, et prévenir les violations des droits des citoyens ukrainiens à terminer l'enseignement secondaire général pendant la loi martiale.

FPU

25 AOÛT

Drapeau de l'Ukraine en Crimée occupée

Les militants du mouvement Ruban jaune ont hissé le drapeau de l'Ukraine près du réservoir de Simferopol à l'occasion de la fête de l'indépendance de l'Ukraine. Des affiches et des symboles pro-ukrainiens sont apparus dans les villes occupées, notamment à Sébastopol, Simferopol, Yalta, Alouchta et Simeiza. «La Crimée restera ukrainienne. Les activistes du Ruban jaune, ainsi que d'autres mouvements clandestins, poursuivent leur résistance et félicitent tout le monde à l'occasion du Jour de l'Indépendance! Gloire à l'Ukraine», a déclaré le mouvement clandestin.



27 AOÛT 2024

Un syndicat ukrainien de locataires est né

«Il est temps de s'unir et de défendre nos droits ensemble! Ce n'est qu'en nous soutenant mutuellement que nous pourrions établir des relations équitables entre locataires et propriétaires. Rejoignez l'Union des locataires! Nous sommes une organisation de locataires qui ont décidé de s'unir pour défendre collectivement leurs intérêts. Nous nous appuyons sur les principes de participation de masse et d'auto-organisation, de solidarité et de démocratie, d'entraide et d'intolérance à l'égard de toute forme de discrimination. Nous croyons également que le bien public doit prévaloir sur le profit et que le logement est un droit inaliénable et fondamental de tout être humain», déclare le syndicat.

28 AOÛT 2024

Salaires non payés

En 2024, les arriérés de salaires ont considérablement augmenté. Selon le ministère de la justice, au 6 août, plus de 34 000 cas de non-paiement des salaires ont été enregistrés et 1 872 entreprises ont été reconnues débitrices. En 2024, cette dette a augmenté de 7,1 % par rapport à l'année précédente. Les entreprises d'État et les sociétés par actions arrivent en tête parmi les débiteurs, représentant respectivement 33,8 % et 28,8 % de toutes les dettes. La troisième place est occupée par les sociétés à responsabilité limitée: 14,2 %. Les filiales et les services publics représentent respectivement 12,5 % et 4,3 % des dettes.

1^{ER} SEPTEMBRE

Nouvelle privatisation d'une entreprise de prothèses

Après Dnipro, une nouvelle privatisation d'une entreprise de prothèses. Le repreneur doit s'engager à ne pas licencier pendant six mois. L'usine de prothèses de Poltava a été mise en vente. Une centaine de spécialistes travaillent dans l'équipe. «Pour le moment, l'entreprise n'a pas de dettes en ce qui concerne les salaires et les impôts. Les dettes de l'entreprise s'élèvent à 5,3 millions, somme dont dispose actuellement l'entreprise», a déclaré Iryna Smirnova, chef de la branche régionale du Fonds immobilier de l'État d'Ukraine.

3 SEPTEMBRE 2024

Merci au syndicaliste militaire

Le Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine de Tchervonograd, ainsi que les principales branches du NPGU qui en font partie, fournissent en permanence une assistance aux unités militaires des forces armées ukrainiennes et aux unités de défense antiterroriste qui défendent notre pays des envahisseurs russes et dans lesquels leurs anciens membres servent actuellement. Les mineurs de la région de Lviv continuent de fournir une assistance aux unités militaires des forces armées ukrainiennes. Les mineurs de l'entreprise d'État de Lvivvugilya ont récemment confié un autre «mavik» à la reconnaissance aérienne. Il s'ajoute aux sept que les soldats des forces armées ukrainiennes ont



reçus des mineurs à la veille du Jour de l'Indépendance de l'Ukraine.

KVPU

4 SEPTEMBRE 2024

Contre le licenciement de la factrice

Dans le village de Velyka Vyska de la région de Kirovohrad, le poste de factrice a été supprimé. La factrice Valentina Maslyanikova travaille depuis vingt-trois ans. Elle servait 250 personnes chaque jour. Son salaire est de cinq mille hryvnias [109 euros]. Il y a 2 000 habitants dans le village, dont 500 ont plus de 60 ans. Ces gens ont désespérément besoin de courrier. Les habitants ont collecté des signatures contre le licenciement de la factrice. «Chaque année, le nombre de services publics diminue», selon une habitante. Le bureau de poste le plus proche de Velika Vyska se trouve à 35 kilomètres. Selon Iryna Krotchak, si la factrice est licenciée et que le bureau de poste est fermé, les résidents locaux bloqueront l'autoroute près du village.



5 SEPTEMBRE 2024

«Sac de sécurité» pour les écoliers

La Russie bombarde délibérément les infrastructures civiles. Le gouvernement a donc indiqué ce qui devrait être ajouté dans le sac à dos scolaire. En plus des affaires scolaires standards, il est utile qu'un enfant ait avec lui un «sac de sécurité». Il peut devenir irremplaçable lors d'une alerte aérienne. En même temps, le sac doit être léger et confortable. Parmi les principales choses à y mettre : une bouteille d'eau potable ;

une note avec le nom de l'enfant ; coordonnées des parents et des plus proches parents (noms, numéros de téléphone, adresses) ; les médicaments que l'enfant prend régulièrement (indiquez comment et quand les prendre) ; lampe de poche.

7 SEPTEMBRE 2024

Brimades militaires à Lviv

Un acte d'accusation a été envoyé au tribunal contre Artur Antoniv, enseignant à l'Académie nationale des forces terrestres. Il est accusé d'avoir battu et intimidé des cadets. Les enquêteurs ont découvert que l'officier battait et humiliait les cadets depuis près de deux ans sur le territoire de l'académie et dans la caserne. Il voulait leur «apprendre» la discipline et l'ordre. Début mai, le cadet Oleksandr Popovytych a rapporté qu'il avait été expulsé car il se plaignait de la violation des droits des cadets. «Les fonctionnaires ont fait pression sur le personnel, il y a des cas d'humiliation, d'usage de grossièretés par les fonctionnaires, ils ont humilié à plusieurs reprises les filles à cause de leur sexe ! Il y a également des sévices physiques exercées par les officiers sur les cadets», avait-il déclaré.

Études en sous-sol

La construction de la septième école souterraine a commencé dans la région de Zaporijjia. Les Russes tentent de causer le maximum de dégâts à l'Ukraine, notamment en détruisant les établissements d'enseignement. Dans la région de Zaporijjia, la construction du septième abri souterrain antiradiation, qui servira d'école,

a commencé. 1 000 élèves pourront y étudier. L'école souterraine devrait être construite d'ici la fin de l'année. C'est ce qu'a annoncé le chef de l'administration régionale d'État de Zaporijjia, Ivan Fedorov. On rappelle qu'en avril 2024, celui-ci avait annoncé qu'il était prévu de construire dix écoles souterraines dans la région de Zaporijjia.

9 SEPTEMBRE 2024

Lviv : les 6 000 mineurs ont reçu leur salaire de mars !

De nombreux appels répétés, des réunions et même une protestation organisée par les syndicats de l'entreprise d'État du charbon de Lviv, en particulier avec la participation active de l'Union régionale du Syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine à Tchervonograd et des branches primaires du syndicat, ont donné les premiers résultats. Jeudi 5 septembre, la société a reçu la première tranche des fonds dus pour les ventes réalisées avant avril et les salariés ont finalement reçu leur salaire impayé du mois de mars et une partie du salaire du mois d'avril.

KVPU

10 SEPTEMBRE 2024

Brimades militaires à Lviv - suite

L'ancien cadet de l'Académie des forces terrestres de Lviv va intenter un procès. Oleksandr Popovytych, ancien élève de l'Académie nationale de l'armée va intenter une action en justice pour obtenir sa réintégration dans l'établissement d'enseignement. Au printemps 2024, il a

été expulsé à la suite d'un conflit avec la direction. Dans l'action en justice, il demande au tribunal d'ordonner à l'académie de réintégrer le soldat supérieur Popovytych en deuxième année d'études. Ils demanderont également au tribunal de déclarer illégal et d'annuler l'ordre d'engager la responsabilité disciplinaire de l'ancien élève officier, qui était à l'origine de son expulsion. L'affaire est actuellement pendante devant le tribunal administratif du district de Lviv.

Harcèlement sexuel dans l'armée

La médecin militaire Oksana a signalé un cas de harcèlement sexuel dans l'armée. Sur la base de ce fait, elle a déposé une plainte auprès du Service de renseignement de sécurité et l'agresseur présumé a volontairement quitté l'unité militaire. Selon la militaire, l'incident s'est produit en juin. Au cours d'un déplacement, un militaire a commencé à faire pression sur elle et lui a dit directement qu'il voulait avoir des relations sexuelles avec elle. La femme a pu enregistrer secrètement un fragment de ce dialogue. La militaire a déclaré qu'en deux mois, aucune enquête officielle n'avait été menée dans l'unité. Dans le même temps, Oksana devrait être transférée dans une autre unité avec son agresseur présumé. Oksana a également déclaré qu'elle avait déposé une plainte auprès du Bureau d'État des enquêtes pour harcèlement. Une enquête interne est en cours après qu'elle a contacté la hotline du ministère de la défense. L'affaire n'est pas encore parvenue au tribunal.



11 SEPTEMBRE

Une autre entreprise de prothèses privatisée

À Ternopil, un ensemble immobilier de l'entreprise d'État «Entreprise expérimentale de prothèses et d'orthopédie de Ternopil» a été mis aux enchères. L'entreprise, qui en temps de guerre était censée subvenir aux besoins des militaires et des civils, a été fermée et ses locaux mis aux enchères. «Ils sont devenus complètement fous: à Ternopil, l'entreprise publique de prothèses et d'orthopédie va être privatisée», déclare un habitant. «C'est ainsi que les entreprises créées pour aider les gens deviennent un outil au profit des individus», ajoute-t-il.

12 SEPTEMBRE

Un soldat gagne son procès contre l'homophobie

Le tribunal administratif du district de Lviv a déclaré illégal et annulé l'appel du conseil régional de Lviv à la direction de l'État, adopté en avril 2023, pour empêcher l'adoption de la loi sur l'Institut des partenariats enregistrés, qui permet à la communauté LGBT d'enregistrer ses relations. L'action en justice a été intentée par Petro Kerukha, un militaire bisexuel des forces armées ukrainiennes, auteur d'une pétition électronique en faveur de partenariats enregistrés pour les couples de même sexe et de sexe différent. Petro Jerukha a également souligné que la décision controversée violait ses droits en tant que personne LGBT+ et membre de la communauté LGBT+, afin de prévenir la discrimination à l'encontre de ce groupe de personnes.



13 SEPTEMBRE 2024

À Marioupol, les enfants ont faim.

À Marioupol, les repas dans les jardins d'enfants ne sont pas financés. Les parents disent que les enfants ont faim. Il est également interdit de donner aux enfants leur propre nourriture, afin qu'ils ne soient pas empoisonnés par de la nourriture faite à la maison selon les «autorités». «Nous avons soulevé cette question à plusieurs reprises lors de réunions de parents d'élèves. La seule réponse est qu'ils attendent des fonds de Donetsk», déclare une habitante de Marioupol.

Conseil municipal de Marioupol (en exil)

17 SEPTEMBRE 2024

Améliorer les conditions de vie des soldats

Le syndicat indépendant des mineurs d'Ukraine du Donbass occidental ne cesse d'aider leurs collègues qui, en raison d'une attaque à grande échelle des agresseurs russes, ont été contraints de troquer leurs vêtements de travail pour des uniformes militaires. Récemment, des représentants syndicaux ont organisé un nouveau voyage sur le front. Ils ont apporté des outils, des filets de camouflage, des produits médicaux et d'hygiène et d'autres choses nécessaires à la vie d'un soldat. Les combattants étaient particulièrement satisfaits de la machine à laver, qui cette fois leur avait été apportée, entre autres choses, par les mineurs.

Pendant ce temps, les militants du syndicat des mineurs NPGU du Donbass occidental et des principales branches du NPGU préparent

l'aide humanitaire pour les prochains voyages sur la ligne de front.

KVPU

19 SEPTEMBRE 2024

« Nous devons défendre le droit de respirer »

À Zaporijjia, des militants tirent la sonnette d'alarme concernant l'actuel Programme de réduction progressive des émissions nocives. Selon eux, il devrait être modifié pour inclure des mesures visant à minimiser la présence de phénol et de formaldéhyde dans l'air. Selon la militante Valéria Morozova, la résolution, approuvée à la majorité des voix lors des audiences publiques, pourrait ne pas être prise en compte: «Le chef du département pour la sécurité environnementale du conseil municipal de Zaporijjia, Hleb Zolotaryov, avait assuré que le programme de réduction des émissions serait adopté dans deux ou trois semaines lors de la réunion du comité exécutif du 12 septembre 2024 ! Et ceci malgré le fait que le public exigeait sa révision immédiate». C'est pourquoi l'association VUS appelle les citoyens à se joindre à l'initiative de défense de l'environnement, qui aura lieu le 28 septembre.

20 SEPTEMBRE 2024

La KVPU contre le lock-out.

Un projet de loi «sur les conflits collectifs du travail» (règlement n° 12034) et les projets de loi connexes ont été examinés le 16 septembre au Parlement. Les représentants de la

Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) le dénoncent car le projet de loi légalise le droit de l'employeur au lock-out. Le projet propose également de limiter le nombre de membres «de l'organisme autorisé» par les salariés à mener la grève, et ceux qui la font, dans le cas où le tribunal déclare la grève illégale, seront obligés d'indemniser l'employeur des dommages causés par la grève pour un montant précisé par le tribunal. D'autre part, une grève d'avertissement ne peut avoir lieu qu'une seule fois et pour une durée de deux heures seulement. Compte tenu de toutes ces propositions et d'autres non moins antipopulaires, le KVPU s'oppose catégoriquement à leur adoption.

23 SEPTEMBRE 2024

Première conductrice dans le métro de Kharkiv

Elle s'appelle Anastasia Mazurkova. Elle a 25 ans et est allée travailler dans le métro après avoir terminé ses études. «Il est inhabituel pour un homme qu'une femme tente d'accéder à cette profession. Mais l'équipe a réagi avec intérêt et respect», déclare Anastasia. En même temps, ajoute-t-elle: «Ce n'est pas tant la destruction des stéréotypes qui est importante mais que les gens comprennent d'un point de vue professionnel la complexité du métier de conductrice.» Rappelons qu'en juin, des femmes ont également été recrutées pour être conductrices du métro de Kyiv, car il n'y a pas assez d'hommes pour faire fonctionner le métro. Parallèlement, le ministère de l'économie



envisage de reconvertir les femmes dans des métiers où il y a une pénurie de spécialistes.

24 SEPTEMBRE 2024

Ruban jaune contre l'occupant

Dans cinq villes de Crimée, des militants ont déployé des rubans jaunes, symbole de la résistance. Des symboles pro-ukrainiens sont apparus dans plusieurs villes de la péninsule, a rapporté le mouvement Ruban jaune, l'organisation de résistance dans les territoires ukrainiens temporairement occupés. Les organisateurs du mouvement affirment que le nombre de clandestins dépasse plusieurs milliers de personnes et est en constante augmentation. Selon eux, la communauté de Crimée est l'une des plus actives pendant l'occupation, notamment à Simferopol, Yalta, Eupatoria et Feodosia, et récemment les habitants de petites villes – Simeizu, Balaklava – les ont rejoints.



Pas d'augmentation des salaires des enseignants

Selon le Syndicat des travailleurs de l'éducation et des sciences, dans le projet de budget de l'État 2025, le montant de la subvention éducative nécessaire au paiement des salaires des éducateurs dans les écoles est fixé au même niveau qu'en 2024. Le syndicat note que le budget «ne tient pas compte des garanties législatives concernant le niveau des salaires du personnel enseignant». Actuellement, le salaire minimum des enseignants n'est que de 6 080 UAH, contre 24 000 UAH garanties. Par conséquent, le salaire actuel d'un enseignant, fixé au niveau de la 9^e

classe tarifaire, est de 17 920 UAH, soit 3,9 fois inférieur à celui garanti par la loi, indique le syndicat.

26 SEPTEMBRE 2024

Priama Diia reconnu comme syndicat

Nous sommes désormais officiellement reconnus comme syndicat! Le ministère de la justice a approuvé l'enregistrement de Priama Diia en tant que syndicat indépendant au sein de l'Université nationale Ivan Franko de Lviv.

Qu'est-ce que cela signifie ?

- Nous pouvons protéger les droits et les intérêts des syndicalistes auprès de l'administration universitaire et auprès des organes de l'État.

- L'université ne peut pas expulser un membre du syndicat sans notre accord, ni l'expulser du dortoir.

- Nous avons le droit d'organiser des grèves et d'autres formes de protestation prévues par notre charte.

- Priama Diia peut exercer un contrôle public sur les résidences étudiantes à Lviv.

- L'ingérence de l'État est interdite dans les organes statutaires du syndicat, et l'entrave à une telle activité est punie par la loi.

Tous ces avantages constituent un outil puissant pour protéger les droits de chacun, mais savoir si cet outil sera utilisé, dépend de nous, étudiants conscients.

[Priama Diia](#)

RETOUR
VERS LE FUTUR

1917 : le drapeau ukrainien flotte sur le Kremlin



Patrick Le Tréhondat¹

« Pendant les journées de février² [...], les soldats ukrainiens de la garnison de Pétrograd ont été les premiers à se ranger du côté de la révolution, car nous avons suffisamment souffert de la persécution des Ukrainiens sous l'ancien régime », déclarera plus tard un soldat ukrainien stationné dans la capitale russe. Il fait partie des 30 000 soldats ukrainiens qui constituaient le cinquième de la garnison de la ville³ et on estime que la communauté ukrainienne comptait

à Pétrograd 100 000 âmes. Le milieu militaire ukrainien est fortement politisé. Le Parti révolutionnaire ukrainien (RUP), devenu Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDRP), a lancé depuis 1913 un travail révolutionnaire clandestin dans les unités militaires de la capitale russe. Surtout dans les régiments de garde. « Le travail dans les régiments Izmailovsky, Semenovskiy, Moscou, Zaliznytsky et Preobrazhensky de la Garde était particulièrement bien organisé [...] le travail a commencé dans le régiment Volynsky et dans certains autres [...]. Les gardes du 1^{er} régiment de mitrailleuses disposaient également de cercles de l'USDRP, où le travail révolutionnaire était également mené avec brio », explique Mykhaïlo Avdienko⁴, l'un des dirigeants du parti, qui a lui-même servi dans le régiment d'Izmail. Selon son témoignage, le journal illégal de l'USDRP, *Notre vie*, a contribué au travail révolutionnaire dans l'armée et parmi les ouvriers de la ville, ainsi qu'au front. Il a été publié dès 1915 et imprimé clandestinement à... l'état-major général de l'armée russe. Selon Oleksandr Lototskyi, chef du Conseil national ukrainien de Pétrograd, « l'élément ukrainien le plus important dans la capitale et ses environs se trouvait au sein de l'armée. Les régiments de gardes étaient principalement, et certains presque exclusivement, composés d'Ukrainiens – qui avaient des traditions cosaques. [...] Dans les quartiers de la ville où se trouvaient des casernes [...] on pouvait toujours entendre la langue ukrainienne ».

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité et du Comité français du RESU.

2. Le renversement de la monarchie est connu comme la révolution de Février. Cependant, d'après le calendrier occidental, l'événement eut lieu en mars. Les dates indiquées ici suivent ce calendrier.

3. Sur les presque 10 millions de membres de l'armée russe, 3 millions étaient ukrainiens.

4. Лютнева революція в Петрограді і УСДРП // Літопис революції. – 1928. – Ч.1 (28). – С. 229-230.



Une colonne sous des drapeaux bleu-jaune.

Le jour de l'anniversaire du poète ukrainien Taras Chevtchenko, le 9 mars, une grève générale éclate à Pétrograd. Les organisations de travailleurs ukrainiens de l'USDRP étaient présentes dans les usines plus importantes. Par exemple, dans l'une des plus importantes, Poutilov, l'organisation du parti comptait environ 400 membres qui participent activement au soulèvement ouvrier.

Le régiment Volinsky, composé principalement d'Ukrainiens, est un des premiers à rejoindre les manifestations. Les étudiants ukrainiens forment un comité révolutionnaire qui déclare le jour de l'abdication de Nicolas II :

Dans la lutte de libération de ces derniers jours, les manifestations ukrainiennes ont joué un grand rôle en la personne des soldats ukrainiens des régiments qui ont rejoint le soulèvement. Les citoyens russes se souviendront un jour avec gratitude que dans les rangs de l'armée [les soldats] qui ont combattu pour la liberté ainsi que les larges masses démocratiques de Pétrograd, [étaient] composées en grande partie des fils... de la nation ukrainienne⁵.

Le 22 mars 1917, la section de Pétrograd de l'Association progressiste ukrainienne (TUP) exige dans une déclaration l'autonomie nationale-territoriale de l'Ukraine. Trois jours plus tard, les Ukrainiens de la ville organisent une manifestation pour commémorer l'anniversaire de Chevtchenko, à laquelle participent 30 000 civils et soldats. Le centième anniversaire de Chevtchenko avait déjà été célébré en 1914 dans la capitale du tsar mais par un « anniversaire silencieux », anniversaire interdit en Ukraine. Le comité organisateur de la célébration était composé principalement de jeunes révolutionnaires ukrainiens. L'USDRP soutient l'initiative et, selon Mykhailo Avdienko, fait venir 12 000 soldats et ouvriers. Mais en ce 22 mars 1917, célébrer l'anniversaire de Chevtchenko prend un sens particulier en cette période révolutionnaire. On peut en finir avec l'oppression russe, les droits nationaux de l'Ukraine peuvent être reconnus. Vingt



5. O. Lototsky, *Сторінки минулого: частина третя*, Варшава, 1934. – С. 327.

ans après les événements, le diplomate Petro Kovaliv écrira depuis Genève :

Plus de 20 000 soldats ukrainiens se sont rassemblés. [...] De nombreux rubans jaune et bleu. De nombreux détachements de soldats de différents régiments ont apporté des drapeaux jaunes et bleus. Lorsque cette masse s'est alignée sur la perspective Nevski, le spectacle était extrêmement majestueux et émouvant.

Après la cérémonie commémorative en l'honneur de Taras Chevtchenko, une manifestation parcourt la perspective Nevski jusqu'au palais Tauride, où siège traditionnellement le Parlement russe. Le journal *Ruskaia Volia* en rend compte ainsi :



Sous l'ordre des organisateurs, toute une masse immense de manifestants, atteignant 20 000 personnes, sans se mêler aux spectateurs, entourés d'une forte chaîne [de jeunes], commence à affluer sur la perspective Nevski. Sur d'immenses drapeaux, des inscriptions sont sur fond jaune-bleu : «Vive l'Ukraine libre».

L'orchestre joue la *Marche de Khmelnytskyi*. Le journal *Retch* décrit aussi la manifestation :

Les manifestants ont chanté des chants ukrainiens, tristes, envoûtants. Des orchestres militaires ont joué un mélange de musiques ukrainiennes. Des cris incessants de «hourra» ont été entendus. Une foule de plusieurs milliers de personnes est entrée dans la cour du palais et s'est tenue ici en rangs. Le représentant du

comité exécutif du Conseil des députés ouvriers et soldats [Mykola Sokolov] a salué les manifestants au nom du Conseil.

Pendant la manifestation, toute la perspective Nevski était recouverte de drapeaux ukrainiens et un grand portrait de Chevtchenko était porté devant. Cinq jours plus tard, le 30 mars, puis le 3 avril 1917, des délégations d'Ukrainiens de Pétrograd, qui avaient alors organisé un comité national ukrainien, rendent visite au prince Lvov, Premier ministre et ministre de l'intérieur du moment du gouvernement provisoire nouvellement créé. Ils demandent la nomination d'Ukrainiens à tous les postes de direction en Ukraine, la création d'un commissaire aux affaires ukrainiennes au sein du gouvernement provisoire, la satisfaction des besoins culturels et éducatifs et l'introduction de la langue ukrainienne dans l'administration des églises, des tribunaux et des écoles d'Ukraine. La nécessité de libérer les milliers d'Ukrainiens de Galicie et de Bucovine arrêtés et déportés est également discutée. Le Premier ministre tergiverse. Les nouvelles de l'effondrement du régime tsariste sont parvenues à Kyiv le 13 mars 1917 et déclenchent l'enthousiasme. Le 17 mars, le nouvel organe de la souveraineté ukrainienne, la Rada, est formé. Cette effervescence nationale inquiète le tout nouveau gouvernement provisoire russe. L'empire est menacé par ces poussées nationales. Fin mai 1917, la Rada reçoit le soutien du premier congrès militaire ukrainien.

Congrès militaires panukrainiens

L'ukrainisation spontanée des unités militaires a effectivement commencé après la révolution de Février, lorsque des conseils et comités de soldats ont commencé à apparaître en masse dans l'armée russe. Dans les régiments dominés par les Ukrainiens, ces derniers insistent pour faire reconnaître leurs unités comme ukrainiennes. Lorsque le 6^e corps d'armée commence à recevoir des quantités massives de recrues ukrainiennes, et que des officiers ukrainiens y ont été transférés à leur propre demande, une vive résistance de la part des officiers russes s'y oppose. Ailleurs, l'ukrainisation a été menée avec des résultats variables⁶. Le 9 mars 1917, une réunion des militaires ukrainiens se tient à Kyiv, au cours de laquelle, en particulier, il est décidé de fonder un comité d'organisation militaire ukrainien dirigé par le colonel Glynsky, dont le but est de former des unités militaires ukrainiennes. Le 16 mars, lors d'une réunion des représentants de la garnison de Kyiv, le Club militaire ukrainien du nom de Pavlo Poloubotok est créé, et est dirigé par Mykola Mikhnovskyi⁷. Dans la charte du club, adoptée deux jours plus tard, il était indiqué qu'il « vise à unir et à lier d'amitié dans une seule famille tous les soldats, médecins et responsables militaires du gouvernement de la nation ukrainienne sous

6. Dmytro Kalintchuk, « Від імператорської до національної: як українізувалися частини російської армії », 16 mars 2022, www.istpravda.com.ua/.

7. Mykola Ivanovych Mikhnovsky (1873-1924) figure du nationalisme indépendantiste ukrainien, cofondateur du Parti révolutionnaire ukrainien (RUP).



1^{er} mai 1917 : rassemblement ukrainien à Pétrograd.

le mot d'ordre : "Russie fédérale - Ukraine autonome" ». Des rassemblements similaires de représentants des Ukrainiens dans l'armée et de la marine ont également eu lieu en d'autres endroits. Le 6 mai, la session de la Rada accepte « la proposition du club militaire de convoquer un congrès des militaires ukrainiens représentant les unités, départements et organisations militaires ukrainiennes de l'arrière, du front et de la flotte ».

Le 1^{er} Congrès militaire ukrainien se tient du 18 au 21 mai 1917 à Kyiv dans les locaux du Musée pédagogique. Environ 900 délégués de diverses unités militaires de tous les fronts, des flottes de la Baltique et de la mer Noire, ainsi que des garnisons d'Ukraine, représentant 1,5 million de militaires ukrainiens, y participent. Le congrès est ouvert par le président de la Rada ukrainienne, Mykhaïlo Hrouchevsky, ensuite élu président d'honneur du congrès. Sont





Rassemblement à l'occasion du 3^e Congrès militaire général ukrainien à Kyiv.



notamment discutées les questions suivantes: analyse des événements en cours, des positions du gouvernement provisoire, des activités des conseils des députés ouvriers et soldats, ainsi que de l'élaboration d'une stratégie d'action commune; le problème de l'ukrainisation de l'armée et de la formation d'unités ukrainiennes. Parmi les autres questions traitées, celles de la terre et de l'éducation tiennent une place importante. Dans la résolution concernant la première, il est déclaré que «le droit de propriété des terres et des ressources souterraines dans l'Ukraine autonome devrait appartenir exclusivement au peuple, et les conditions de répartition de ces terres entre les personnes qui y travaillent seront élaborées et déterminées» par la Rada ukrainienne, «sur la base de la justice et de l'égalité de toutes les personnes vivant sur le

territoire de l'Ukraine». Concernant le deuxième point, il est souligné que «l'éducation dans les écoles d'Ukraine» devrait être en langue ukrainienne et qu'elle devrait être assurée aux frais de l'État. Un Comité militaire général ukrainien, composé de 18 personnes et dirigé par Simon Petlioura est élu. Le comité doit coordonner ses actions avec l'état-major russe. En 1917, deux autres congrès similaires eurent lieu à Kyiv.

Le drapeau bleu-jaune flotte sur le Kremlin

Deux jours après la cérémonie commémorative de Chevtchenko, le Club militaire ukrainien de Moscou est créé «où les militaires ukrainiens doivent se réunir, comme dans leur maison natale, pour échanger des opinions, développer des tactiques, soutenir les revendications de leur peuple avec leur autorité et leurs forces armées». Bientôt, un délégué du Club sera envoyé au Congrès national ukrainien, qui se tient à Kyiv du 6 au 8 avril 1917. Le Club envoie également ses félicitations à ce congrès:

Nous, Ukrainiens – enseignants, soldats et officiers de la garnison de Moscou – saluons le Congrès ukrainien. Nous souhaitons entendre dans ses résolutions la volonté inébranlable du peuple ukrainien. [...] Nous osons vous assurer que les Ukrainiens de la garnison de Moscou répondront sans crainte aux attaques de l'ennemi. [...] Vive l'Ukraine libre. Combattez et vous gagnerez.

Lorsque la révolution atteint Moscou, les Ukrainiens locaux organisent «une immense

manifestation avec le drapeau ukrainien près du monument de Gogol sur le boulevard qui porte son nom» (près de l'Arbat) et mènent «un travail parmi les Ukrainiens», notamment parmi les soldats stationnés dans les casernes de Moscou. Lors d'une des réunions, il est décidé de ne porter qu'un seul drapeau rouge... L'idée de «porter deux drapeaux – rouge et jaune-bleu» a été rejetée, car la majorité des socialistes «n'ont pas voulu entendre parler du drapeau national de l'Ukraine». Plus tard, ils rejoindront les bolcheviks. Ce n'est que le jour même de la manifestation qu'«une partie de la jeunesse socialiste la plus orientée vers le nationalisme», a attaché des rubans jaune et bleu au drapeau rouge. «Laissons Moscou voir manifester les fils de l'Ukraine nouvellement ressuscitée», argument les jeunes révolutionnaires. Et les étudiants ukrainiens de brandir fièrement des symboles nationaux, dont l'usage était interdit sous le régime tsariste. De juillet à fin octobre 1917, «des unités ukrainiennes montaient la garde dans la garnison, et principalement au Kremlin», se souvient Smovsky. Et plus loin, il ajoute :

Puis sur la tour du Kremlin, à la place du drapeau du tsar à trois couleurs (noir-jaune-blanc), le drapeau ukrainien bleu-jaune a flotté jusqu'au moment où les bolcheviks ont pris Moscou.

Autrement dit, au lieu du drapeau de la famille Romanov, qui a abdicqué le trône, flottait sur le Kremlin le drapeau national ukrainien⁸.

8. Iouri Yuzytch, «Синьо-жовтий прапор над Кремлем», 23 août 2022, www.istpravda.com.ua/.



Drapeau du régiment ukrainien Zaporijjia, formé à Moscou avec des soldats ukrainiens du contingent local.

La Rada à Pétrograd

À la fin mai 1917, la Rada décide de se rendre à Pétrograd présenter ses revendications aux nouvelles autorités russes. Sa délégation de dix personnes, dirigée par Volodymyr Vynnytchenko⁹, est accueillie à la gare par des représentants militaires ukrainiens de la garnison de Pétrograd, accompagnés comme il se doit d'un orchestre militaire. Deux unités de soldats ukrainiens forment un garde d'honneur aux représentants ukrainiens. La délégation est porteuse de neuf revendications dont la reconnaissance du principe de l'autonomie de l'Ukraine et la participation de représentants ukrainiens aux négociations de paix, notamment en ce qui concerne la question des territoires ukrainiens en Galicie. La formation d'unités distinctes de l'armée ukrainienne à l'arrière et, dans la mesure

9. Volodymyr Vynnytchenko (1880-1951), membre du Parti révolutionnaire ukrainien (RUP) et, plus tard, du comité exécutif du Parti ouvrier social-démocrate ukrainien (USDRP).





Rassemblement à l'occasion du 3^e Congrès militaire ukrainien à Kyiv.



du possible au front, est également exigée. Les délégués au congrès exigent que le gouvernement provisoire déclare immédiatement l'autonomie nationale et territoriale de l'Ukraine et soutienne à l'unanimité la Rada ukrainienne, «le seul organe compétent, appelé à résoudre toutes les questions concernant l'ensemble de l'Ukraine¹⁰». Cependant, déplore Wolodymyr Stojko

La délégation ukrainienne découvre rapidement que le principe de la «préservation de l'unité de l'État russe» guide les décisions non seulement des Cadets, mais aussi de la nouvelle direction russe en général. Il a fallu trois

jours à la délégation pour organiser une réunion avec le comité exécutif du Soviet. Lorsqu'ils se rencontrèrent enfin, le Soviet évita de prendre position sur la question ukrainienne et renvoya la délégation au gouvernement provisoire. La délégation ukrainienne était particulièrement frustrée par le fait que «pas un seul» journal de la «démocratie révolutionnaire» russe (c'est-à-dire des socialistes) ne publia le mémorandum de la Rada. Les membres du gouvernement provisoire ont écouté poliment les demandes et les explications de la délégation, et ont ensuite transmis l'ensemble du problème à une commission d'experts judiciaires chargée d'examiner les aspects juridiques du problème. Cette commission mit en doute la validité juridique de pratiquement toutes les demandes ukrainiennes et, après quelques réunions, la délégation quitte Pétrograd les mains vides¹¹.

La chute du gouvernement provisoire quelques mois plus tard, avec la prise du pouvoir par le Parti bolchevique, n'ouvrira pas de meilleures perspectives à l'Ukraine. Il est vrai que dans ce parti le texte de référence sur la question nationale était signé... par un certain Joseph Staline¹².

10. Wolodymyr Stojko, «Ukrainian National Aspirations and the Russian Provisional Government», dans *The Ukraine, 1917-1921: A Study in Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 1978.

11. *Ibid.*

12. Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale*, 1913.

Babi Yar, du déni à une histoire pleinement partagée ?

Sophie Bouchet-Petersen¹

L'Ukraine a commémoré, fin septembre, le 83e anniversaire du génocide perpétré dans le ravin de Babi Yar, près de Kyiv. C'est l'occasion, pour nous, de revenir sur l'histoire et la mémoire de ce crime devenu emblématique de l'extermination des Juifs d'Ukraine.

L'invasion de l'Union soviétique par la Wehrmacht, en juin 1941, qui prit Staline de court, s'est immédiatement accompagnée de ce qu'on appellera plus tard la « Shoah par balles », extermination massive et systématique des populations juives des territoires successivement occupés par les armées allemandes.

L'Ukraine, où résidait la deuxième plus importante communauté juive d'Europe, en fut la victime immédiate (mais pas la seule) : sur

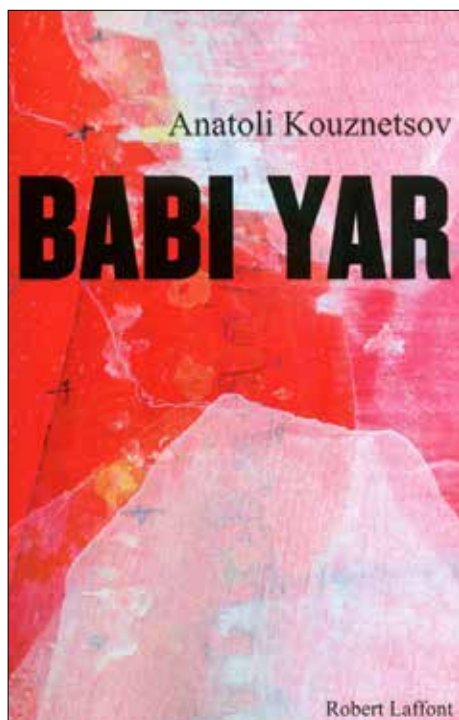
une population juive qui comptait, en 1939, 2 500 000 personnes, 1 500 000 Juifs et Juives de tous âges y furent alors assassiné·es par les Einsatzgruppen, escadrons de la mort mobiles suivant l'armée allemande (qui participa directement au génocide). Seul·es y échappèrent celles et ceux qui avaient pu se réfugier à temps en territoire sous contrôle soviétique ou rejoindre les rangs des partisans et de l'Armée rouge. Les historiens considèrent que 80 % des Juifs et des Juives assassiné·s en Ukraine l'ont été par balles et 20 % dans les camps d'extermination. Le tout avec l'aide de supplétifs ukrainiens. Le père Desbois, spécialiste de la Shoah par balles, a localisé plus de 500 sites de mise à mort mais il en reste d'autres à identifier.

À Babi Yar, tout est allé très vite

Le 19 septembre, Kyiv est occupée. Le 24 septembre, le NKVD – qui les avait minés avant la retraite soviétique – fait sauter plusieurs bâtiments où l'armée allemande avait établi ses quartiers : deux états-majors et un grand nombre de soldats sont décimés. Les occupants en prennent prétexte pour imputer ces explosions à la population juive de Kyiv. Le 26 septembre, le haut commandement allemand (Wehrmacht et SS) décide de liquider toute la population juive de la ville. La « solution finale » n'est pas encore formalisée comme elle le sera à la conférence de Wannsee en janvier 1942, les chambres à gaz ne sont pas encore construites mais l'entreprise génocidaire a commencé. Le 28 septembre, ordre est donné à la population juive de se rassembler le lendemain, sous peine



1. Sophie Bouchet-Petersen est secrétaire générale d'Ukraine CombArt, partie prenante du Comité français du RESU.



de mort et en apportant ses objets de valeur, à un carrefour proche du ravin de Baby Yar (ravin de la «vieille femme»). Beaucoup croient qu'il s'agit d'un simple transfert, peut-être vers un lieu de travail forcé.

Dans son terrible livre *Babi Yar, roman document*, Anatoli Kouznetsov raconte ce qu'il a vu à Kyiv :

La population juive du kolkhoze maraîcher se déversait dans la rue avec ses enfants qui hurlaient, ses vieillards, ses malades. Des paquets mal ficelés, de vieilles valises en contreplaqué, des sacs rapiécés, des caisses contenant des outils de charpentier... Des vieilles femmes

portant autour du cou des couronnes d'onglons, tels des colliers gigantesques : c'étaient les provisions pour la route².

Les habitants de Kyiv les regardaient passer, les uns avec pitié et tristesse, les autres avec ironie ou hostilité.

Les 29 et 30 septembre, en trente-six heures de tueries méthodiques, 33 771 Juifs et Juives de tous âges sont fusillés et mitraillés après avoir été molestés et forcés de se déshabiller puis de s'étendre au fond du ravin sur les cadavres de celles et ceux qui les ont précédés. Entre 1941 et 1943, d'autres victimes seront à leur tour mises à mort à Babi Yar : Roms, prisonniers de guerre soviétiques, nationalistes ukrainiens, patriotes polonais, patients de l'hôpital psychiatrique, prêtres, otages civils... Au total, 100 000 corps gisant dans le «ravin de la mort».

De l'effacement des traces au silence imposé : une coproduction du nazisme et du stalinisme

À la mi-août 1943, les Allemands reculent sous les coups de boutoir de l'Armée rouge et décident d'effacer les traces de ce crime de masse. 327 détenus du camp de concentration voisin de Syrets sont réquisitionnés pour déterrer les cadavres et les brûler sur de gigantesques bûchers. Le 29 septembre 1943, deux ans jour pour jour après le génocide de Kyiv, ces prisonniers se soulèvent et affrontent leurs

2. Anatoli Kouznetsov, *Babi Yar, roman document*, Paris, Robert Laffont, 2011.

gardes avec pour seules armes leurs outils de travail : seuls 18 survivront à la révolte.

L'Armée rouge reprend le contrôle des territoires occupés par les Allemands. En 1950, la municipalité de Kyiv décide de niveler le ravin en y déversant les eaux boueuses de fabriques de briques avoisinantes, parachevant ainsi le camouflage initié par les nazis. En 1961, un barrage cède et une mer de boue se déverse sur le lieu, faisant de nombreux morts parmi la population alentour : «Le ravin se venge», disent alors des habitants de Kyiv.

Après la guerre, sous le régime de Staline, la Shoah est totalement occultée et l'antisémitisme d'État refait violemment surface. Pour les négationnistes staliniens de l'époque, l'URSS ne saurait être cet État «judéo-bolchevique» dénoncé par les nazis mais l'État du peuple soviétique, au premier rang duquel : les Russes. Seules victimes honorées : les citoyens soviétiques. Toute reconnaissance explicite du génocide est considérée comme relevant d'un «chauvinisme juif» ou du «nationalisme bourgeois» qui n'ont pas leur place au pays du socialisme réellement existant. Soljenytsine prête à Krouchtchev, alors président du Sovnarkom (Conseil des commissaires du peuple) d'Ukraine, ces propos nullement débonnaires :

Notre Ukraine n'a pas besoin des Juifs [...]. Nous ne sommes pas intéressés de voir le peuple ukrainien interpréter le retour du pouvoir soviétique comme le retour des Juifs.

La ligne officielle est sans ambiguïté : circulez, il n'y a rien à voir à Babi Yar et sur les autres lieux du génocide perpétré à l'Est.

L'échec des tentatives courageuses de l'après-guerre

Certains, pourtant, tentent dès la fin de la Seconde Guerre mondiale de faire reconnaître la dimension génocidaire du massacre de Babi Yar.

Comme, en 1945, l'immense acteur Solomon Mikhoels, qui fut membre, pendant la guerre, du Comité juif antifasciste brièvement mis en place par Staline pour rallier la diaspora américaine à l'effort de guerre soviétique puis liquidé après la victoire. Au théâtre juif de Kyiv, haut lieu du répertoire théâtral yiddish, il monte sur scène avec un vase en cristal rempli d'eau et de terre de Babi Yar. Il s'adresse au public en ces termes : «Regardez ! Vous y verrez des lacets de souliers d'un enfant noués par la petite Sarah, tombée avec sa mère [...], les larmes d'une vieille femme juive [...], vos pères criant Sh'ema Israël.» En 1948, l'indocile Mikhoels est assassiné à Minsk et ce crime maquillé en accident de voiture.

En 1945 également, le compositeur ukrainien Dmitri Klebanov rend hommage aux victimes juives de Babi Yar dans sa *Symphonie n° 1* : les autorités soviétiques la jugent «antipatriotique» et le mettent au ban de la musique officielle.

Le poète ukrainien en langue yiddish David Hofshsteyn (dont les poèmes sur les pogroms organisés par les Blancs pendant la guerre civile d'après octobre 1917 sont illustrés par Chagall) tente d'organiser un rassemblement commémoratif à Babi Yar : les autorités l'interdisent au prétexte que cela risquerait de raviver des réactions antisémites... Il sera l'un des treize



intellectuels et artistes juifs mis à mort lors de la «Nuit des poètes assassinés» peu avant le décès de Staline.

Pendant longtemps, une historiographie soviétique mensongère continue de faire silence sur le génocide

Avec le relatif «dégel» krouchtchévien, d'autres – Juifs et non Juifs, Ukrainiens et Russes dissidents – reviennent à la charge pour que le souvenir de Babi Yar ne soit plus enseveli.

Le poète russe levgueni Evtouchenko écrit en 1961 un poème qui fait l'effet d'une bombe et dit notamment: «Sur Babi Yar, pas de monument / Un ravin abrupt, telle une dalle grossière / L'effroi me prend.»

Il sera contraint d'en réécrire une strophe en 1965, pour mettre en valeur les citoyens ukrainiens et russes et non les victimes juives.

En 1962, Dmitri Chostakovitch crée sa *Symphonie n° 13* où il reprend le poème d'Evtouchenko et évoque différentes formes d'antisémitisme (dont l'affaire Dreyfus, Anne Frank, le pogrome de Bialystock). Pour le compositeur russe, «le texte de cette symphonie a brisé le silence». Pressions et censure s'abattent sur son œuvre.

Dans *Babi Yar, roman document*, écrit entre 1963 et 1965, Anatoli Kouznetsov a voulu restituer la véritable histoire de l'anéantissement de la population juive de Kyiv en se fondant sur ses souvenirs d'adolescent qui y a assisté, sur des témoignages et sur des recherches dans les

archives. Il n'a pu être publié en URSS, en 1966, que caviardé par la censure pour le rendre idéologiquement compatible avec la doxa de l'époque et la «grande guerre patriotique»: effacement des victimes juives condamnées à l'impuissance, effacement des sympathies initiales d'une partie de la population à l'égard des envahisseurs (avant que la plupart ne s'aperçoive qu'Hitler était finalement pire que Staline, comme le dira le grand-père de l'auteur), effacement de toute allusion aux similarités des régimes nazi et stalinien (même mépris de la vie et de la vérité) qu'à sa manière, Vassili Grossmann évoque, lui aussi, dans *Vie et Destin*. Les ciseaux des censeurs ont abondamment dénaturé l'ouvrage. Émigré à Londres, Kouznetsov en fera publier la version intégralement restaurée, accessible en français grâce à sa réédition récente chez Robert Laffont, avec une très intéressante préface d'Annie Epelboin.

En 1966, de jeunes manifestants organisent des rassemblements exigeant une commémoration digne du génocide perpétré à Babi Yar: ils sont rejoints par le mathématicien Leonid Pliouchtch, le poète ukrainien Viktor Nekrassov, le socialiste dissident Ivan Dziouba (auteur du livre *Internationalisme ou russification*?³ et futur ministre de la culture de l'Ukraine indépendante).

En vain.

Les autorités et les urbanistes de la ville de Kyiv construisent à tout-va sur les lieux du

3. Ivan Dziouba, *Internationalisme ou russification ? La négation grand-russe de l'Ukraine*, Paris, Syllepse, [1980] 2023,



massacre et y aménagent un parc. Les ouvriers des chantiers retirent du sol un grand nombre de fragments d'ossements qu'ils prennent d'abord pour de petits cailloux blancs. La poussière grise des cendres humaines refait surface.

Du camouflage post-stalinien à l'instrumentation poutinienne

Un pas semble pourtant franchi avec l'érection, en 1976, d'un imposant monument dédié, à Babi Yar, aux citoyens ukrainiens et aux soldats soviétiques tués par l'envahisseur nazi, mais toujours sans un mot pour le génocide des Juifs et des Juives de Kyiv. Le poète ukrainien Viktor Nekrassov aura, sur cet archétype pompier du réalisme socialiste et de l'occultation mémorielle, ces mots sarcastiques :

Il aura fallu trente-cinq ans pour qu'apparaissent sur le lieu même où des vieillards avaient été fusillés, les corps de bronze à moitié nus et tout en muscles de combattants et résistants qui, sous les feux des mitraillettes, regardent vers le futur avec calme et confiance.

Signe de la paranoïa des autorités ukrainiennes : les six branches d'un ravin artificiellement créé pour la circonstance évoquant trop, à leurs yeux, l'étoile de David, trois de ces supposées branches sont rapidement comblées à grand renfort de terre !

Avec la perestroïka, deux plaques supplémentaires sont apposées sur ce monument, l'une en russe, l'autre en yiddish, sans modification du discours officiel : c'est « reconnaître sans reconnaître », observe le rabbin de la synagogue Brodsky de Kyiv. Toutefois, le tabou de la dimension antisémite des meurtres de masse de Babi Yar commence à être levé.

On parle enfin de Babi Yar mais toujours pas comme d'un lieu emblématique de la Shoah par balles.

Une deuxième historiographie mensongère fait plus tard son apparition avec l'actuel dictateur du Kremlin et sa nazification obsessionnelle de l'Ukraine. Exagérant volontairement la complicité de certains Ukrainiens avec l'extermination nazie, il en fait la preuve qu'il faut « dénazifier » le pays. Peu lui importe que les historiens chiffrent aux alentours de 250 000 les collaborateurs qui ont épaulé les nazis et de 5 millions les Ukrainiens qui ont combattu les mêmes nazis dans les rangs de l'Armée rouge (qui n'était pas russe mais soviétique).



D'héroïques résistants et constructeurs radicaux du socialisme, voilà les Ukrainiens transformés en fascistes impénitents et antisémites indécrottables !

La collaboration ne fut en rien un phénomène spécifiquement ukrainien : nous eûmes la nôtre en France comme dans toute l'Europe et aussi dans différents territoires soviétiques. Un même procédé stalino-poutinien diabolise, à rebours de la réalité historique, tous les indépendantistes ukrainiens comme suppôts du fascisme : tous ne le furent pas et tous ne furent pas auteurs de pogroms. Quant au peuple ukrainien dans son ensemble, il fut infiniment plus victime du nazisme et résistant que « nazifié ».



Avec l'indépendance de l'Ukraine, la fin du déni

Dès 1991, année de l'indépendance de l'Ukraine, une grande menorah (chandelier à sept branches) est érigée à Babi Yar, à l'initiative privée de la communauté juive de Kyiv et avec l'accord des nouvelles autorités ukrainiennes. Trente ans plus tard, une ingénieuse et belle synagogue en bois y sera construite. Cette construction très réussie se déploie, à l'aide d'une manivelle, comme un *Pop-Up* dont les murs s'ouvrent puis se referment l'un sur l'autre et dont le plafond, lui aussi, se déplie et se plie. Elle donne à voir des peintures s'inspirant des synagogues ukrainiennes traditionnelles d'avant-guerre et des prières telles qu'on les récitait jadis dans la région. Jonathan Littell la décrit dans son livre sur Babi Yar, *Un endroit*

*inconvenant*⁴, dédié à ses déambulations et recherches sur la mémoire imparfaite du lieu.

En 1991, Leonid Kravtchouk, alors président de la Rada (le parlement ukrainien) et futur premier président de la République de l'Ukraine indépendante, rompt avec la rhétorique soviétique et reconnaît la dimension génocidaire des tueries de Babi Yar. Il évoque clairement la responsabilité de ceux qui « n'ont pas arrêté les assassins » et la nécessité de demander « pardon au peuple juif pour aller de l'avant ».

Les présidents ukrainiens ultérieurs commémoreront généralement l'assassinat des Juifs et des Juives de Kyiv à Babi Yar. Le Président Zelensky le fait chaque année. En 2022, il avait notamment déclaré :

Babi Yar. Deux mots courts qui résonnent comme deux coups de feu brefs mais qui portent les longues et terribles mémoires de plusieurs générations.

Il ajoutait :

À l'époque soviétique, sur les os humains ont été construits la tour de la télévision, et aussi un complexe sportif, et encore des annexes. Ils ont fait un parc. Tout ça pour effacer la vérité historique de Babi Yar.

En 2024, à l'occasion du 83^e anniversaire du massacre, il dit que « Babi Yar est un symbole terrifiant qui montre que les crimes les plus odieux sont commis lorsque le monde choisit d'ignorer, de rester silencieux, de rester indifférent et n'a

4. Jonathan Littell, *Un endroit inconvenant*, Paris, Gallimard, 2023.

pas la détermination de s'opposer au Mal», faisant le lien, implicite mais évident, avec les souffrances actuellement endurées par l'Ukraine.

Désormais, c'en est bien fini d'un temps où il fallait imposer le silence et produire l'oubli. À partir de 2021 (80^e anniversaire), une leçon est consacrée dans tous les établissements scolaires au génocide de Babi Yar.

Babi Yar Contexte: la réception contrastée du film de Sergei Loznitsa

C'est également en 2021 que Sergei Loznitsa tourne son documentaire *Babi Yar Contexte*, fondé sur des archives de l'époque (du pacte germano-soviétique au procès de 1946 qui a condamné à la pendaison des criminels de guerre allemands), dont certaines inédites, provenant des deux camps. Les rares photos du massacre, prises par le photographe de l'armée allemande Johannes Hähle, sont complétées par des documents de propagande, nazis et russes, dont la similarité interroge. Ce film a obtenu le prix du Jury de l'Œil d'or au Festival de Cannes et a été primé dans divers festivals internationaux.

Dans l'Ukraine d'aujourd'hui, Sergei Loznitsa, réalisateur talentueux, n'est pas en odeur de sainteté. On lui reproche, quoiqu'il soit évidemment partisan de la résistance à l'invasion poutinienne, d'avoir pris position contre le boycott intégral des artistes russes, ce qui – dans le contexte de la guerre – vaut déloyauté aux yeux de beaucoup et a conduit à son exclusion de l'Académie cinématographique ukrainienne.

Son film sur Babi Yar a suscité en Ukraine des réactions contrastées, certains lui faisant grief de trop rappeler le rôle des supplétifs ukrainiens aux côtés des nazis. Et aussi de montrer l'accueil initialement plein d'espoir des armées allemandes par une partie de la population ukrainienne, avant que les exactions nazies ne leur ouvrent les yeux car, comme le dit Annie Epelboin, autrice de *La littérature des ravins*⁵, à l'Est, l'expérience du Mal a été vécue «dans les plis successifs d'une oppression réitérée», stalinienne et nazie.

C'est pourtant un documentaire passionnant qui replace Babi Yar dans le contexte des années 1940, s'efforce d'en montrer l'histoire avec lucidité et incite à une réflexion sur le rôle des images, la mise en parallèle des propagandes nazie et stalinienne suggérant une certaine similarité des systèmes, dont les formes dictatoriales d'exercice du pouvoir avaient en commun le cynisme, la violence et la mise en scène d'une réalité alternative.

Jamais à court d'une déclaration frontale, Loznitsa n'a pas craint de déclarer: «Il nous faut regarder notre passé en face», ajoutant: «Si aujourd'hui la Russie, État totalitaire, peut dire (ce qu'elle dit) d'un pays qui s'est, lui, démocratisé, c'est parce que les historiens ukrainiens n'ont pas fait leur travail durant trente ans.»

La généralisation est abusive mais l'accent mis sur les réticences et les retards n'est pas sans fondement.

5. Annie Epelboin, *La littérature des ravins: écrire sur la Shoah en URSS*, Paris, Robert Laffont, 2013.



Des controverses autour d'un mémorial

En 2016, le président Petro Porochenko, prédécesseur de Volodymyr Zelensky, lance le projet d'un grand centre commémoratif, susceptible de rivaliser avec les plus grands mémoriaux mondiaux consacrés à la Shoah, dont l'ouverture est prévue pour 2026. Le Babyn Yar Holocaust Memorial Center (BYHMC) est créé, fondation mémorielle privée soutenue (sans concours publics) par l'État et financée notamment par des oligarques juifs russes et ukrainiens (par conviction et/ou parce que la philanthropie blanchit les origines sulfureuses de leurs fortunes). Un conseil de surveillance et un conseil scientifique sont créés.

Les initiatives du BYHMC sont toutefois émaillées de vives controverses. La présence d'oligarques russes dont l'un, Mikhaïl Fridman, est réputé proche de Poutine, fait craindre, dans le cadre de la guerre hybride menée par le dictateur du Kremlin, une influence russe sur l'historiographie dont le futur centre sera porteur. Iossif Zissels, ancien dissident de la période soviétique et personnalité respectée de la communauté juive ukrainienne, le pense :

Leur plan est de mettre l'accent sur la collaboration locale avec les nazis afin de subtilement rendre les Ukrainiens responsables des tueries et de discréditer le pays sur la scène internationale.

Autre polémique : le recrutement comme directeur artistique du projet du réalisateur russe Ilya Khrjanovski suscite une levée de boucliers

(bien qu'il ait aussi des défenseurs acharnés séduits par sa volonté d'innover dans la manière de présenter l'histoire) et une pétition de 300 intellectuels appelant à sa démission.

Il a été très critiqué pour ses films *DAU*, présentés notamment à Paris, spectacle immersif faisant vivre aux spectateurs «de l'intérieur» l'expérience violente de la Russie stalinienne (on lui reproche également une utilisation abusive d'orphelins dans le tournage de ce spectacle, confinant à la maltraitance). Cela au nom d'une démarche («reenactimer») revendiquant sa modernité radicale et le parti pris de faire revivre des événements historiques passés de la manière la plus vivante possible, quitte à transformer les spectateurs en acteurs-protagonistes. Les uns se pâment, d'autres s'indignent. En Ukraine, des voix s'élèvent pour dénoncer le risque d'un «Disneyland de l'Holocauste» et de jeux de rôle forçant les spectateurs à endosser, au choix, le rôle d'un tueur ou d'un tué. Et pourquoi pas le rôle du ravin, tant qu'on y est, histoire de sentir les corps s'amonceler sur soi, s'indigne dans *Mediapart* Sébastien Gobert qui conclut d'un mot : «Abject!» Différend éthique ? Politique ? Jalousies ? Querelle des anciens et des modernes ? Les avis sont partagés.

Controverse également : celle initiée par les opposants au financement d'un projet mémoriel par l'American Jewish Joint Committee, qui estiment que c'est à l'Ukraine de construire son propre musée de Babi Yar et d'honorer ses Juifs, pas à la diaspora américaine, forte de ses dollars et de son paternalisme.

Polémiques, démissions en cascade, le moins que l'on puisse dire est que le grand projet de



mémorial de Babi Yar tangué et que, s'il semble avoir, en l'état, du plomb dans l'aile, la guerre d'agression poutinienne n'en est pas l'unique responsable.

Institut ukrainien de la mémoire nationale : une nomination de bon augure

Si incomplète et imparfaite soit-elle, la volonté de l'Ukraine d'en finir avec les distorsions et les camouflages de son histoire est réelle.

La nomination d'Anton Drobovytch à la tête de l'Institut ukrainien de la mémoire nationale en témoigne. Philosophe de formation, ancien responsable des programmes éducatifs du Centre de commémoration de l'Holocauste de Babi Yar, il succède à deux prédécesseurs trop tentés par une épuration des archives de leurs épisodes gênants et une réécriture hagiographique de l'histoire. Son approche est à la fois ferme sur les principes et pragmatique, résolument inclusive. Babi Yar, a-t-il déclaré, «est une tragédie de la communauté tout entière (= ukrainienne et pas seulement juive). Ils ont tué votre voisin qui vous apportait des *vareniki* (raviolis traditionnels) quand vous étiez malade, la grand-mère qui vous racontait des légendes, votre *dvirnyk* (portier), votre dentiste, votre professeur... Babi Yar a touché tous les habitants de Kyiv».

Son positionnement s'attache à concilier les exigences de la vérité historique, trop longtemps malmenée, et la nécessité de construire une mémoire partagée par l'ensemble du peuple ukrainien. Il rejette le blanchiment des

collaborateurs ukrainiens de la Seconde Guerre mondiale sans répudier en bloc tous les nationalistes : «Sans héroïsation mais aussi sans diabolisation.» S'agissant de l'héritage soviétique, il est partisan d'une «décommunisation créative» plutôt qu'expéditive.

Du désert mémoriel à la prolifération des monuments

Aux trois temps précédemment évoqués – le silence imposé puis l'occultation sélective des victimes juives et, enfin, la sortie du déni – a très vite succédé une abondance désordonnée de monuments en tout genre, chacun commémorant les siens sur un site dont, au surplus, la localisation est longtemps restée approximative. Il a en effet fallu attendre qu'en 2019, de jeunes architectes et spécialistes du Centre des technologies spatiales scannent, croisent et modélisent en 3D les informations récoltées par leurs soins pour que la topographie exacte du ravin de Babi Yar (long de 150 mètres, large de 30 mètres, profond de 15 mètres) soit enfin établie. On s'est aperçu à cette occasion que le monument soviétique en bronze érigé en 1976 et la menorah érigée en 1991 ne se trouvaient pas au bon endroit...

Aujourd'hui, plus d'une trentaine de monuments, plaques et stèles commémoratives s'est ajoutée, depuis 1991, à ceux que nous avons déjà mentionnés : en mémoire, pêle-mêle, du camp de Syrets, des nationalistes ukrainiens de l'OUN (OUN-Melnik, chargée par les nazis de l'administration municipale de Kyiv, ou OUN-Bandera, qui finit par les combattre après





en avoir espéré en vain l'octroi de l'indépendance d'une Ukraine «ethniquement pure», ce n'est pas précisé), des employés du dépôt de tramway de Podil et des populations victimes de l'effondrement du barrage de Kourenivka en 1961, des prisonniers de guerre soviétiques, des joueurs de foot du Dynamo de Kyiv, des prêtres assassinés, des enfants de Babi Yar, des 751 patients et des soignants de l'hôpital psychiatrique, des travailleurs forcés, de la résistance juive, d'Anatoli Kouznetsov pour son livre sur Babi Yar, des victimes du génocide des Roms, de la Route de la mort qu'empruntèrent les massacrés de Babi Yar, d'Olena Teliha (poétesse nationaliste antisémite) et de ses camarades «morts pour l'indépendance» (dont les historiens ne sont pas sûrs qu'ils aient tous été assassinés à Babi Yar), des victimes du bombardement russe de 2023 (qui n'endommagea quasiment rien sur le site) et d'autres encore.

Sans oublier les 23 panneaux d'information installés en 2016, le Mur des pleurs (ou des larmes) orné de cristaux, œuvre de l'artiste serbe Marina Abramovic, et même, raconte Jonathan Littell, une église orthodoxe construite illégalement, affiliée au patriarcat de Moscou et excluant de ses prières les membres des autres confessions chrétiennes, les schismatiques, les suicidés et les sorcières (*sic*). Et aussi l'installation provisoire de Vlad Troïtsky (créateur à Kyiv du lieu de théâtre et de musique DAKH, d'où sont nés notamment les groupes DakhaBrakha et Dakha Daughters) avec ses colonnes de métal criblées de balles du même calibre que celles utilisées en 1941.

Bref, une profusion éclectique et quelque peu chaotique de mémoriaux où se côtoient le meilleur et le pire. Pas mal de controverses. Et bien des déclarations d'intention et des appels à projets restés lettre morte ou dont seule la première pierre a été posée, suivie d'aucune autre.

Un récit commun pour des mémoires en quête de visibilité

La mémoire de l'Holodomor, la grande famine génocidaire des années trente, plus consensuelle, est, de fait, passée en premier: c'est aujourd'hui un marqueur identitaire de toute la nation ukrainienne. Le site de Babi Yar, en revanche, apparaît comme une juxtaposition de mémoires fragmentées qui semblent s'ignorer voire se concurrencer plus que se compléter ou dialoguer. On a parlé à son propos de «mémorialisation en quête de forme». Je parlerais plutôt de mémoires en quête de visibilité et, dans le même temps, d'un récit unificateur qui – sans rien gommer des spécificités des souffrances vécues, à commencer par celles de la population juive de Kyiv et, au-delà, de toute l'Ukraine – les lierait dans une histoire partagée, débarrassée de ses zones d'ombre et de certains de ses mythes parfois mensongers, afin de constituer le patrimoine commun de toutes les Ukrainiens et les Ukrainiennes.

Une trentaine d'années, à l'échelle d'un pays, c'est court pour bâtir une mémoire commune qui assume les complexités de l'histoire: non pas un roman national mais le récit, historiquement étayé, d'une nation accueillante à tous

les siens comme veut l'être l'Ukraine, nation civique, unie et plurielle. Il nous a fallu, en France et ailleurs, bien plus longtemps pour accepter de regarder en face l'esclavage, la colonisation et la collaboration. Ce travail n'est d'ailleurs pas achevé.

L'actuelle guerre d'invasion, c'est sûr, oblige à faire face à d'autres urgences. Ce contexte peut être propice, dans une société ukrainienne agressée et meurtrie, aux crispations mémorielles et à la tentation d'écrire une histoire enchantée gommant ce qui encombre. Mais c'est tout à l'honneur de la nation ukrainienne d'avoir, sitôt son indépendance recouvrée, rompu avec les manipulations de l'histoire qui ont, des décennies durant, imposé le silence sur le génocide. Et c'est tout à l'honneur de la jeune démocratie ukrainienne de faire de la commémoration des massacres de Babi Yar un objet de débats publics, fussent-ils vifs.



PRISES DE POSITIONS

Faire fi de l'histoire et de la géographie pour mieux se détourner de la solidarité

Christian Zeller¹

1. Christian Zeller est professeur de géographie économique à l'université de Salzbourg, militant écosocialiste et membre de la rédaction de la revue *Emanzipation*. Traduit pour *Europe Solidaire sans frontières* par Pierre Vandevoorde.

Dans le numéro de septembre du journal *Sozialistische Zeitung*, la rédactrice responsable de la publication revient une fois encore sur la guerre russe contre la population ukrainienne et affirme – comme elle le fait depuis des années – que l'escalade est en premier lieu le fait des pays de l'OTAN, qui avancent à grands pas vers la troisième guerre mondiale et entraînent le monde vers l'abîme².

Sur cette question, il convient tout d'abord de faire observer en toute objectivité que Poutine dispose de nombreuses autres options pour une escalade avant de déclencher une guerre contre l'OTAN et de recourir à l'arme nucléaire, et que ces options ne doivent pas nécessairement rester limitées à l'Ukraine.

Nous devons bien entendu nous opposer à la vague de réarmement de l'OTAN et à la militarisation de nos sociétés. L'opposition au militarisme et au réarmement est toutefois plus crédible, si elle prend au sérieux la menace que fait peser la Russie sur l'Ukraine et d'autres sociétés d'Europe de l'Est. Pour les gouvernements des pays de l'OTAN, la guerre en Ukraine n'est qu'un prétexte pour pousser au réarmement sans pour autant apporter un soutien réellement efficace à l'Ukraine. Au lieu de mettre à nu ce cynisme des dominants, Angela Klein condense son propos dans cette phrase absurde :

La Russie n'est certes pas moins impérialiste que l'OTAN mais elle n'a pas d'ambitions territoriales concernant des pays membres de

2. www.sozone.de/2024/09/heraus-zum-antikriegstag/.





l'UE, ses aspirations impériales se concentrent sur le territoire de l'ancienne Union soviétique.

Dans un article du même type publié sur le site *Intersoz.org* de l'Organisation socialiste internationale (ISO), dans lequel ils critiquent à juste titre la course aux armements engagée par l'OTAN, Angela Klein et Hermann Nehls répètent les mêmes inepties³.

Par là même, Angela Klein et Hermann Nehls ne se révèlent pas seulement oublieux de

l'histoire, mais ils nient tout bonnement la géographie politique telle qu'elle existe en Europe depuis maintenant vingt ans.

Non seulement ils oublient l'existence des États baltes, qui font partie de l'UE depuis vingt ans, mais ils passent délibérément sous silence l'expansion russe en Syrie et dans de nombreux États africains. Cette expansion russe n'a rien à voir avec la restauration de l'URSS, mais s'inscrit elle-même dans la tradition de la Russie tsariste. Pour ceux et celles qui à gauche se préoccupent avant tout du bien-être de la classe ouvrière allemande telle qu'ils se la représente, et qui, en

3. <https://intersoz.org/butter-statt-kanonen/>.

bonne intelligence avec le capital de leur pays, aspirent plus ou moins ouvertement au retour d'un gaz russe bon marché, cela n'est manifestement pas déterminant.

«*Au siècle dernier, ce sont les armées allemandes qui ont fait la guerre à la Russie à deux reprises.*» Cette déclaration d'Angela Klein et de Hermann Nehls est correcte, mais délibérément incomplète. Ils omettent le fait que les armées allemandes ont, avec leurs guerres, très largement ravagé l'Ukraine et d'autres territoires compris entre l'Allemagne et la Russie. Le fait que les «espaces intermédiaires» entre l'Allemagne et la Russie, des Pays baltes à la mer Noire, soient oubliés est de toute façon dans la tradition allemande, de la droite à la gauche. Il est symptomatique que les deux auteurs mentionnent la Lituanie, mais uniquement en tant que lieu de stationnement des troupes allemandes, et non en tant que pays dans lequel des pans entiers de la société se sentent menacés par la Russie en raison d'une expérience historique bien concrète⁴.

Quiconque agite le spectre de la «troisième guerre mondiale» sur cette base devrait tout d'abord confronter la carte des membres de l'UE avec les contours de l'ex-URSS, et ensuite et surtout reconsidérer les trois décennies et demie, voire les huit dernières, qui viennent de s'écouler.

Pour une partie de la gauche, oubliant l'histoire et interprétant la géographie politique européenne de manière singulière, l'OTAN mène le monde à la troisième guerre mondiale. Tout

le monde sait que, depuis le début de la grande guerre engagée par la Russie contre l'Ukraine, c'est Poutine qui a joué à plusieurs reprises la carte de l'arme nucléaire pour empêcher d'autres pays de venir efficacement en aide à l'Ukraine. Toute personne qui se laisse influencer par de telles menaces perverses peut en réalité laisser tomber dès le départ toute perspective de transformation démocratique et écosocialiste globale.

À cette approche correspond encore la façon dont Hermann Nehls rend compte du livre récemment publié par Ulrike Eifler (secrétaire de l'IG Metall et présidente de la commission nationale «Entreprise et syndicat» de Die Linke), *Den Frieden gewinnen, nicht den Krieg : zur Rolle der Gewerkschaften in der Friedensbewegung* («Gagner la paix, pas la guerre : le rôle des syndicats dans le mouvement pour la paix»). Le rôle des syndicats dans le mouvement pour la paix. Il s'agit d'un recueil de discours prononcés lors d'une conférence organisée par IG Metall et la Fondation Rosa Luxemburg en janvier 2023. Tout au long du livre, on retrouve l'idée que la guerre en Ukraine est une guerre par procuration entre l'OTAN et la Russie. Pas une seule contribution ne se réfère d'une manière ou d'une autre aux syndicats ukrainiens. Ceux-ci ne semblent pas exister. Hermann Nehls s'inscrit dans cette vision unilatérale qui dénie à la société ukrainienne une volonté de résistance autonome contre l'occupation russe. C'est d'autant plus absurde qu'il a lui-même contribué à lancer des initiatives de solidarité syndicale⁵.



4. *Idem.*

5. www.sozonline.de/.../gewerkschaften-und.../.

Dans son excellent article sur la solidarité syndicale paru dans *ak – analyse kritik – Zeitung für linke Debatte und Praxis*, Bernd Gehrke porte un jugement complètement différent sur le livre :

Les actes du congrès des syndicalistes «amis de la paix» tenu à Hanau contiennent certes de nombreuses accusations contre l'OTAN et contre une partie des syndicats, mais il ne s'y trouve pas une seule trace de solidarité syndicale avec les travailleurs et travailleuses qui ont été agressé-es par la dictature russe et avec leurs syndicats, ni avec ceux et celles qui endurent les souffrances de la guerre de terreur menée contre la population civile ukrainienne. [...]

Cette absence de solidarité internationaliste caractérise l'ensemble du volume et rend tout discours sur le fait que la paix est dans l'intérêt des «travailleurs et des travailleuses» vide de sens. Ou alors, cela signifie que, dans les faits, ce sont surtout les travailleurs et les travailleuses d'ici qui sont concernés, tandis que le sort des personnes directement touchées par la guerre est laissé de côté. De plus, on ne trouve dans les contributions aucune allusion à une critique de la vieille collusion germano-russe en matière d'énergie fossile, qui fut en grande partie responsable des conséquences sociales dramatiques de l'interruption des livraisons de produits énergétiques russes⁶.



6. www.akweb.de/bewegung/internationalisms-und-campismus-wie-vorgebliche-friedensfreunde-gewerkschaftliche-solidaritaet-opfern/.

Le livre d'Ulrike Eifler reflète de manière frappante le nationalisme qui sévit au sein de la gauche allemande et le refus de la solidarité syndicale internationale avec celles et ceux qui souffrent en Ukraine. Bernd Gehrke précise :

C'est précisément parce qu'il n'y a pas de lien «automatique» entre par exemple le soutien militaire à l'Ukraine, la militarisation de la société ou le démantèlement des acquis sociaux, ainsi que le professent certaines parties de la classe dirigeante, que celles et ceux qui sont favorables à la livraison d'armes à l'Ukraine se sont clairement prononcés, depuis longtemps, dans *Analyse Kritik* contre la reprise de la course aux armements et le report des conséquences de l'invasion russe sur les classes laborieuses⁷.

Dans un autre article du numéro de septembre de *SoZ*, Angela Klein en rajoute une couche et fait une référence complaisante à un article hautement partial publié sur le site web ultra-campiste *Deferend Democracy Press*⁸. Celui-ci fait état de campagnes de recrutement de l'armée ukrainienne qui se font avec des méthodes incontestablement répressives et inacceptables et se réjouit d'une prétendue désagrégation de l'esprit de défense ukrainien. Angela Klein espère, à sa manière bien à elle, que la résistance ukrainienne s'effondrera bientôt. Nous savons cependant que la société ukrainienne est plus diverse et plus complexe que ne le laissent supposer ces espérances simplistes.

7. *Idem*.

8. www.sozonline.de/2024/09/null-bock-mehr-auf-krieg/.

Enfin, Angela Klein appelle à une nouvelle «conférence de Zimmerwald». SoZ reproduit même ce document historique de 1915⁹. C'est louable. Le manifeste se prononce toutefois explicitement contre toute occupation et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Cette lutte est la lutte pour la liberté, pour la fraternité des peuples, pour le socialisme. Il faut entreprendre cette lutte pour la paix, pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre. Mais une telle paix n'est possible qu'à condition de condamner toute pensée de violation des droits et des libertés des peuples. Elle ne doit conduire ni à l'occupation de pays entiers, ni à des annexions partielles. Pas d'annexions, ni avouées ni masquées, pas plus qu'un assujettissement économique qui, en raison de la perte de l'autonomie politique qu'il entraîne, devient encore plus intolérable. Le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes doit être le fondement inébranlable dans l'ordre des rapports de nation à nation.

Si *Sozialistische Zeitung* prenait cet important document au sérieux, il lui faudrait également ajouter quelque chose sur la manière dont la Russie peut être amenée à faire cesser la terreur exercée contre la population par l'occupation des villes et des villages ukrainiens et sur la manière dont les Ukrainiens peuvent faire valoir leur droit à l'autodétermination. Même lorsqu'il s'agit de documents historiques, la manière de voir de SoZ est donc particulièrement sélective et unilatérale.

9. www.sozonline.de/.../vor-109-jahren-das.../.

Sozialistische Zeitung a été pendant longtemps un instrument précieux au service de celles et ceux qui s'efforçaient de faire avancer la cause du socialisme émancipateur. Depuis plusieurs années, ce journal fait face à des difficultés d'orientation croissantes. Certes, SoZ a aussi donné la parole à des socialistes et à des féministes d'Ukraine. Mais depuis le début de la grande guerre russe contre la population ukrainienne, il s'est retrouvé à plusieurs reprises aux côtés de ceux qui relativisent l'impérialisme russe et son régime proche du fascisme, qui mettent la guerre sur le compte de l'«expansionnisme occidental» et qui veulent laisser la population ukrainienne sans défense. Ainsi, ce journal se rend inutile. Le numéro d'août d'*ak - analyse kritik - Zeitung für linke Debatte und Praxis*, avec un point fort détaillé contre le «campisme de gauche», constitue une lueur d'espoir.

Je profite de l'occasion pour attirer une nouvelle fois l'attention sur la déclaration internationale «Ukraine : Une paix populaire, pas une paix impériale¹⁰». Les signataires de cette déclaration se prononcent à la fois pour un soutien déterminé à la résistance ukrainienne et contre la vague de réarmement des pays de l'OTAN. Au lieu d'armer Israël et l'Arabie saoudite jusqu'aux dents, l'Ukraine doit être soutenue de manière à ce que sa résistance soit couronnée de succès et que le régime de Poutine se rende compte que la poursuite de la guerre d'agression ne fera que lui faire perdre davantage d'influence.

10. «Une paix populaire, pas une paix impériale», *Adresses*, n° 3, 24 juin 2024.





BOÎTE ALERTE

La deuxième mort de la maison des écrivains de Kharkiv

Vira Aheieva¹

Lors du bombardement massif de Kharkiv, une ville de plus d'un million d'habitants proche de la frontière avec la Russie, la maison des écrivains Slovo a été gravement endommagée. La maison est un bâtiment important de Kharkiv, associé à la renaissance de la scène artistique ukrainienne dans les années 1920.

C'est la deuxième fois dans l'histoire du bâtiment qu'il est attaqué. Entre 1933 et 1938, la Russie soviétique avait envoyé des agents de ses services secrets, le NKVD, pour arrêter et tuer des dizaines de ses résidents, l'élite créative ukrainienne. Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, la maison est devenue un lieu important sur la carte culturelle de Kharkiv : avant l'invasion de la Russie, elle a accueilli des événements littéraires et des résidences d'écrivains, et accueilli des dizaines de personnalités culturelles ukrainiennes, dont l'écrivain Serhiy Jadan, Oksana Zabujko, Lyuba Yakimtchuk et Lyubko Derech, la chercheuse littéraire Yaryna Tsymbal et la traductrice Tetyana Rodionova.

En 1917, l'État ukrainien n'a pas pu résister à l'assaut des armes russes. Mais la résistance du pays a permis à l'Ukraine de devenir partie intégrante de l'Union soviétique en 1922, sur un pied d'égalité avec les autres républiques fondatrices. C'est du moins ce qui était écrit dans le traité d'union signé par les républiques à l'époque. Les autorités soviétiques ont déplacé la capitale de Kyiv à Kharkiv, et la ville est devenue un centre littéraire réputé. Des bâtiments constructivistes très intéressants ont été construits, dont la maison des écrivains Slovo. Elle a été conçue en forme de «С» – c'est la première lettre du mot ukrainien слово (*slovo*),



1. Critique littéraire et philologue ukrainienne. Publié par <https://chytomo.com>, 21 avril 202. Traduction Patrick Le Tréhondat.

qui signifie «mot». La forme symbolique de la maison est particulièrement visible sur les photographies prises d'en haut. Sur les façades du bâtiment se trouvent des plaques commémoratives portant les noms de dizaines de personnalités culturelles ukrainiennes illustres.

Dans les années 1920, le gouvernement lança une politique d'«ukrainisation», tentant de libérer l'État de la domination impériale russe. Des journaux furent publiés en ukrainien, ainsi que des dizaines de revues culturelles et littéraires. Le marché de l'édition de livres se développa rapidement. La maison Slovo a été construite spécialement pour les écrivains. La rue où elle se trouve s'appelle Tchervonykh Pis'mennykiv - «les écrivains rouges [soviétiques]». À une époque où la plupart des Ukrainiens vivaient dans des maisons communautaires avec cuisines communes, les habitants de Slovo bénéficiaient d'un niveau de confort fantastique, avec des appartements privés, des douches et le chauffage central. Il y avait même un solarium sur le toit, où les enfants pouvaient prendre le soleil. Les générations plus âgées, quant à elles, ont eu droit aux dernières technologies de l'époque. Les premiers postes de radio ont fait leur apparition dans les maisons. Ceux qui n'en possédaient pas se rendaient chez leurs voisins pour écouter la radio.

Pour certains, la machine à écrire était aussi une source de réconfort et de fierté. La Smith de marque américaine et l'Erika, fabriquée en Allemagne, étaient populaires. D'autres préféraient une Remington portable - qui pouvait être transportée dans un étui en cuir - ou la très fiable Underwood. Des téléphones étaient

installés dans tous les appartements, sans que l'on sache si c'était pour le bénéfice des résidents ou pour les services spéciaux, qui avaient l'habitude d'écouter leurs appels. Les conversations téléphoniques amicales entre écrivains étaient souvent évoquées avec les enquêteurs peu après...

Malgré le confort moderne, la maison de Slovo n'était pas une atmosphère propice à l'écriture. À partir de 1930, le totalitarisme soviétique devint plus oppressif. Les écrivains étaient étouffés par la censure et étaient souvent interpellés par le NKVD, soit pour être interrogés, soit pour être recrutés. Les écrivains ukrainiens se sont heurtés à la puissance soviétique de multiples façons. Ils ont combattu sous le «mauvais» drapeau (c'est-à-dire non pas le drapeau rouge soviétique, mais le drapeau jaune et bleu ukrainien). Ou bien ils ont écrit de manière trop pessimiste sur la réalité post-révolutionnaire, au lieu de la glorifier. D'autres faisaient part de leur admiration pour la culture européenne et d'un manque d'affection pour Moscou, ce qui, aux yeux de leurs maîtres, était nuisible et inacceptable. La question de l'orientation culturelle (et politique) de l'Ukraine - doit-elle se tourner vers l'Occident ou vers la Russie? - fut débattue avec passion à la fin des années 1920, lors d'un célèbre débat littéraire qui fut réprimé par la force par les autorités. Ce débat visait à défendre la souveraineté culturelle de l'Ukraine et à rejeter et nier les visées impérialistes de Moscou. Presque personne ne soutenait le mouvement prorusse en Ukraine. Ayant compris qu'ils avaient perdu la bataille idéologique, les autorités bolcheviques commencèrent à réprimer





massivement tous ceux qui avaient pris part à ce débat.

Le théâtre ukrainien se développe dans les années 1910

Le metteur en scène Les Kurbas, fondateur du théâtre moderne de Berezhil, a habité un temps la maison Slovo. Son voisin, l'éminent dramaturge Mykola Kulish, s'intéresse au style expressionniste et expérimente cette forme d'art. En 1933, lorsque la Russie a déclenché la famine de l'Holodomor en Ukraine, qui a causé environ 3,9 millions de morts et la perte de 600 000 enfants à naître, Kulich a écrit le drame absurde *Maklena Grasa*. L'absurde est devenu le seul moyen pour les écrivains ukrainiens d'exprimer correctement ces événements catastrophiques,

non seulement en Ukraine, mais dans toute l'Europe. C'était juste avant l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. Au printemps 1933, les habitants de la maison Slovo commencèrent à être arrêtés, sur la base d'accusations entièrement inventées de complot visant à assassiner les dirigeants soviétiques.

Une autre personnalité qui vivait dans l'immeuble était l'écrivain Mykola Khvylovy, qui fut le chef de file officieux de cette génération d'écrivains ukrainiens. Il présenta dans une série d'articles publiés par les principales publications de l'époque un manifeste sur l'orientation politique et culturelle pour l'Ukraine, soulignant la nécessité de surmonter la dépendance du pays envers ses colons. La résistance de Khvylovy contre le système soviétique fut encouragée par ses partisans et devint si puissante que



Staline lui-même s'en mêla. En 1926, il écrit une lettre spéciale au gouvernement ukrainien, lui ordonnant de faire taire Khvylovy.

Un dimanche matin ensoleillé, le 13 mai 1933, les amis et voisins de Khvylovy dans la maison Slovo entendent un coup de feu. L'écrivain s'était tiré une balle. Les habitants de Kharkiv ont commencé à appeler ce bâtiment le «crématorium». Nuit après nuit, des voitures noires du NKVD s'arrêtaient devant la maison pour emporter leurs dernières victimes.

Une histoire d'arrestation injustifiée dépasse presque l'entendement. Le 4 novembre 1934, à la veille de l'anniversaire de la révolution bolchevique, des membres du NKVD de Staline montèrent au quatrième étage de la maison Slovo à la recherche du dramaturge Vasyl Minko. Mais il n'était pas là : une version de l'histoire raconte qu'il aurait été prévenu de son arrestation et se serait enfui dans la banlieue de Moscou. Mais il fallait quand même procéder à une arrestation. Au lieu d'emmener Minko, les policiers sont descendus au troisième étage, dans l'appartement d'un autre Vasyl – un jeune et talentueux parolier nommé Vasyl Mysyk, qui n'avait rien à voir avec la politique.

Lorsqu'on lui a ordonné de venir avec les policiers, Mysyk leur a demandé de lui montrer un mandat d'arrêt. Il y a vu le nom de son voisin, Minko. Mais si cette différence n'a pas épargné Mysyk, le loupé du NKVD a sauvé la vie de Minko. Le pauvre Vasyl Mysyk, sans avoir reconnu sa culpabilité ni signé d'aveux, a échappé au pire sort. Il a quand même purgé sa peine de cinq ans, puis est retourné à Kharkiv et a gardé un profil bas pendant le reste de sa vie, essayant

de ne pas attirer l'attention des autorités. Vasyl Minko a toujours essayé d'aider son sauveur involontaire, ressentant le poids de sa propre culpabilité. Entre 1933 et 1938, presque tous les résidents qui s'étaient installés dans la maison Slovo nouvellement construite à la fin des années 1920 ont été arrêtés.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, des efforts considérables ont été faits en Ukraine pour restaurer la mémoire nationale. Des noms et des manuscrits autrefois interdits ont été resuscités, des tombes saccagées ont été restaurées. À Kharkiv, la tombe de Mykola Khvylovy avait disparu lors de la création d'un parc dans le cimetière. Mais en 1991, cinq familles se sont associées pour la retrouver, en utilisant des informations transmises de génération en génération.

Détruire le bâtiment Slovo, c'est nous priver d'une part importante de la mémoire collective de notre résistance contre l'empire soviétique et de l'identité de notre littérature. Nous savons pourquoi nous nous battons. Nous nous souvenons des victimes. Nous savons ce que les occupants russes ont déjà fait sur nos terres. Nous devons gagner.



Poésie ukrainienne dans la guerre

Maksym Kryvtsov (1990-2024)

Présenté et traduit par Vladimir Claude Fišera

Maksym Kryvtsov, tué par une attaque d'artillerie russe près de Kharkiv le 7 janvier 2024 alors qu'il était volontaire réengagé depuis 2022, était un poète devenu bien connu pendant la guerre à laquelle il a participé dès 2014 dans le Donbass.

Publié dans des recueils collectifs et adaptés en musique, ses vers ont paru en livre en 2023 sous le titre de *Poèmes dans l'embrasure* («Virši z bijnici», Lviv, Naš format). Designer, il fut aussi photographe d'art.



Sans titre

Les gars reviendront à la maison
à la lumière et à la mémoire
au soleil et à la mer
au vent
au silence.
Je regarde le miroir,
et là :
rien.

Kino, une revue de cinéma d'avant-garde



Nazar Kuchryak¹

Dans les années 1920, le cinéma était encore une très jeune invention (les frères Lumière montrèrent pour la première fois leurs trains et leurs usines en 1895), mais il se développa très rapidement: de nouveaux venus inconnus devinrent en quelques années des maîtres reconnus, des inventions incroyables et de nouvelles astuces techniques apparaissaient chaque jour, et les critiques ont vivement débattu des possibilités que ce médium étonnant permettait, aux États-Unis, en Europe, mais aussi en Ukraine.

L'Administration panukrainienne du photocinéma (VUFKU) a été créée en 1922, fédérant l'ensemble de l'industrie cinématographique:

1. Spécialiste ukrainien du cinéma. Publié par <https://amnesia.in.ua/kino-magazine>. 15 septembre 2020. Traduction Patrick Le Tréhondat.

tournage, location, formation de jeunes spécialistes. Naturellement, ces nouveaux venus avaient aussi besoin de leurs propres médias. Leurs premières tentatives de création de médias ressemblaient davantage à des dépliants publicitaires sur ce qui serait «bientôt sur les écrans», mais en 1925, ils s'y attelèrent sérieusement. En décembre 1925, le premier numéro de Kino fut publié dans le milieu de la bohème de Kharkiv, où, outre les annonces, des critiques sérieuses, des histoires détaillées sur les nuances du processus de tournage, des nouvelles de l'étranger et bien plus encore furent proposées. Au total, 135 numéros seront publiés en huit ans.

Le rédacteur en chef de *Kino* était Mykola Bajan. Parmi les auteurs figurent Yuriy Yanovskyi et Hryhoriy Epik. Les illustrations ont été réalisées, entre autres, par Kostyantyn Bolotov, Oleksandr Dovjenko et Volodymyr Tatlin. Le magazine a publié de longs essais critiques, des affiches de films, des photos d'acteurs et des images de films. Les films ukrainiens ont alors bénéficié d'une place importante dans la revue: par exemple, *Zemlya* [La terre] de Dovjenko apparaît sur au moins trois couvertures du magazine, et on le désignait comme un «très grand-film d'époque». Il y avait une rubrique appelée «Kinolibretto», où les films étaient simplement racontés sous forme de texte (parfois succinctement, parfois avec des images). Il y avait aussi des publications purement politiques contre les «damnés capitalistes» - elles se multipliaient chaque année.

Le magazine avait également ses propres correspondants à l'étranger, qui écrivaient

rapidement sur les nouveaux films en provenance d'Allemagne, de France et des États-Unis. D'ailleurs, le cinéma hollywoodien était déjà méprisé : on disait qu'il s'agissait d'un pur commerce de mauvaise qualité.

Les réalisations technologiques les plus modernes étaient vivement discutées. Par exemple, le cinéma sonore : est-ce un moyen d'élargir les possibilités de la cinématographie en tant qu'art et vice versa ou d'en faire un moyen de documentation ennuyeuse de la réalité ?

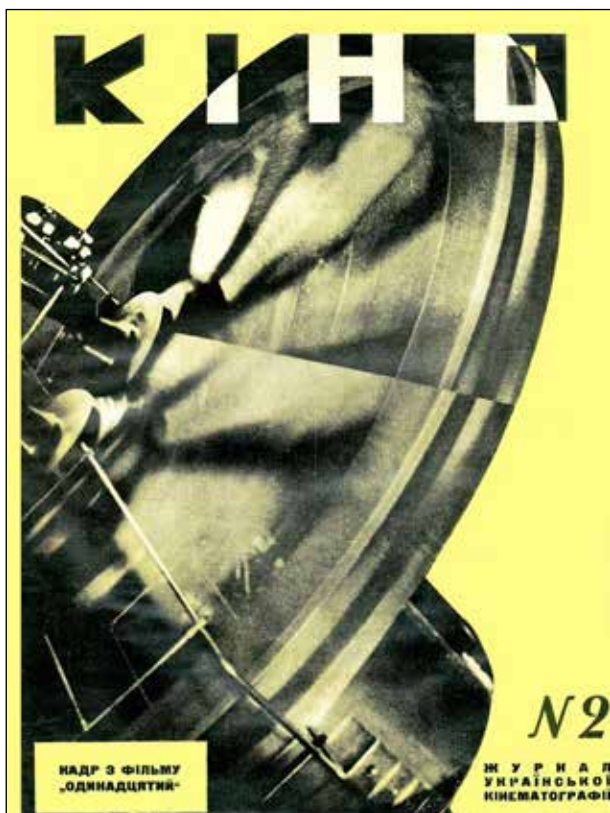
Le magazine est devenu très populaire, le tirage dans les meilleures périodes a atteint 12 000 exemplaires. La rédaction recevait des lettres de toute l'Ukraine. Les lecteurs proposaient des sujets, interrogeaient sur les conditions d'études dans les nouvelles facultés de cinéma, proposaient leurs textes et leurs photos. « Nous n'imprimerons pas votre poème, car il y a trop d'erreurs, allez mieux étudier », répondaient parfois les rédacteurs dans les pages du magazine.

Divers concours ont également été organisés pour les lecteurs : « Répondez à des questions, résolvez des énigmes, collectez des points – et peut-être même gagnez un album photo de Vufku². »

Kino a également coopéré pendant plusieurs années avec la Société des amis du cinéma soviétique, dont les membres recevaient



2. NdT. Administration photo-cinématographique panukrainienne, Vufku, a supervisé l'industrie cinématographique ukrainienne de 1922 à 1930. Créée le 13 mars 1922 sous l'égide du commissaire national à l'éducation de la RSS d'Ukraine. Le nombre de salles de cinéma en Ukraine est passé de 265 en 1914 à 5 394 en 1928.



des abonnements aux projections de films, à la presse cinématographique et à d'autres choses touchant au cinéma. L'adhésion à cette organisation était volontaire et obligatoire : en gros, un ouvrier d'usine recevait un salaire, mais une part lui était immédiatement retirée pour le développement du cinéma.

«Dans les années 1920, le climat politique en Ukraine était encore assez clément, la Vufku conservait toujours son autonomie par rapport aux commissaires du peuple de Moscou», explique Oleksandr Telyuk, expert en cinéma au Centre Dovjenko :

C'est pourquoi *Kino* se comportait avec audace. Non pas dans le sens de critiques dévastatrices (il n'était pas difficile de critiquer le cinéma ukrainien de l'époque), mais dans la recherche d'un nouveau regard sur la cinématographie. Les critiques ne s'intéressaient pas seulement au répertoire des cinémas ou à l'illustration de la vie quotidienne au cinéma. Ils cherchaient à décrire l'orthographe du nouveau langage cinématographique. Ils ont tenté de transférer les lois de la linguistique au cinéma. Ce projet s'est ensuite effondré, mais au cours de ces années, de nombreuses critiques intéressantes, confinant à la philosophie, ont été publiées sur ce sujet.

«Le magazine s'est développé de manière très dynamique et sa rhétorique a souvent changé, ajoute Oleksandr Telyuk. Il y avait un intérêt notable pour l'avant-garde européenne, à partir de 1927 on parla plus de cinéma ukrainien : il y avait déjà Dovjenko, il apparaissait qu'ici aussi beaucoup de choses intéressantes se faisaient.»

Des dizaines d'auteurs différents ont été publiés dans le magazine. Il s'agissait de toute la jeune génération (ce qui n'est pas surprenant, car les plus âgés avaient été emportés par la guerre), et l'enthousiasme de la jeunesse se fait sentir à chaque page.

«Au fil du temps, la rhétorique devient de plus en plus idéologique, poursuit Oleksandr, il y avait à la fois une autocensure et une censure d'en haut. L'art pour l'art n'intéressait plus personne : le cinéma devait avant tout servir au développement du projet soviétique. Dans les années 1930, les articles deviennent sensiblement plus agressifs : ils cherchent des ennemis sur tous les fronts, ce ne sont pas seulement des critiques, mais de véritables réquisitoires. Il est... difficile de lire tout ça.»

On ne sait pas exactement pourquoi le magazine a cessé de paraître – aucun document n'a survécu. Mais la décision, apparemment, a été prise assez rapidement car dans le dernier numéro, il y a même des annonces sur les futurs articles.

Il semble qu'après la subordination de Vufku directement à Moscou et la première vague de répression, un tel magazine s'est avéré tout simplement inutile pour les autorités soviétiques.

De nombreux numéros numérisés de Kino peuvent être consultés sur le site Internet de la Bibliothèque Vernadskyi.



**МАДАС
ШЕВЧЕНКО**

БОРОТЬБА ВЕЛЕТНІВ

ВІДРОБНИЦТВО
ВУФКУ

**В ПАЗУРАХ
РАЗВЛАДИ**

**ТРИПІЛЬСЬКА
ТРАГЕДІЯ**

זכא

Sur les traces de Nestor

Une souscription pour financer le film de Pierre Chamechaude et Christophe Cordier, *Sur les traces de Nestor*.

Ensemble réalisons un film et partons sur les traces de Nestor Makhno !



Alors que l'agression russe contre l'Ukraine redouble d'intensité et que le pays se retrouve en difficulté, soumis à la violence et aux privations infligées par la guerre, la résistance ukrainienne tient bon sous une forme d'auto-organisation citoyenne, sociale, syndicale, militaire, culturelle, sans attendre ni le soutien de l'État ni celui d'aides occidentales qui tardent à se concrétiser. Cet engagement résolu n'est pas sans rappeler celui, il y a tout juste un siècle, du paysan anarchiste Nestor Makhno qui, au cours de la guerre civile consécutive à la révolution d'Octobre a levé une armée de 100 000 combattants pour lutter contre l'occupation austro-allemande, contre l'Armée blanche réactionnaire et contre l'Armée rouge de Moscou. Son projet d'alors: permettre l'avènement d'une Ukraine libre, indépendante, sociale et démocratique. L'actuelle ligne de front traverse les

territoires qui ont vu naître et se développer le mouvement qu'il a inspiré: la Makhnovchtchina.

Le film, qui se déroulera essentiellement en Ukraine, partira sur les traces de Nestor, qui inspire aujourd'hui une partie de la jeunesse Ukrainienne et des combattants qui résistent à l'impérialisme russe. Nous nous efforcerons de rendre l'atmosphère de la guerre, montrant les cicatrices qu'elle laisse sur les femmes, les hommes et les paysages, ruraux comme urbains, éclairant les élans de solidarité et d'entraide que la situation engendre. Nous accorderons une attention soutenue aux populations qui souffrent, luttent, résistent et espèrent, en tentant de rendre cette énergie particulière et inattendue qui irrigue le pays.

L'écriture du film a débuté au mois de mars et a permis d'aboutir à un séquencier du film. Un premier repérage a eu lieu du 10 au 25 juin, ce qui a permis plusieurs prises de contact avec des militants et militaires appartenant à un réseau de plusieurs centaines de combattants, réunissant des activistes de gauche anti-autoritaires, écologistes, animalistes, féministes, LGBTIQ, communistes libertaires, anarchistes engagés au front ou dans différentes formes de soutien direct au front. Ce réseau est bien sûr essentiellement constitué d'Ukrainiennes et d'Ukrainiens, mais on y trouve également des personnes originaires de nationalités diverses (dont biélorusse, russe, kurde, européenne et américaine). Nous avons pu également prendre contact avec des syndicalistes ou encore des figures politiques (député, ex-député, opposants russes pro-Ukraine...). Le tournage en Ukraine aura lieu avant la fin de l'année, ainsi probablement que

ceux en France. Ainsi le montage du film pourra commencer dès le premier trimestre 2025.

Les postes de dépenses

- Déplacements et frais sur place pour le repérage de juin (15 jours) 1 000 €
 - Déplacements pour l'équipe de tournage 2 000 €
 - Frais sur place pour l'équipe de tournage (3 semaines) 1 500 €
 - Frais d'hébergement pour l'équipe de tournage (3 semaines) 2 500 €
 - Fixeur et interprète sur place 2 000 €
 - Matériel et frais divers 1 000 €
- TOTAL 10 000 €

Bénéficiaires finaux de la collecte

Christophe Cordier et Pierre Chamechaude se connaissent depuis plus de vingt ans au travers de leurs engagements dans le mouvement social et échantent régulièrement sur leur attirance commune pour la figure de Makhno. La guerre en Ukraine est venue réactiver leur envie de faire un film, avec une urgence décuplée par le drame en cours. Dans cette guerre atroce se joue aussi la question d'une issue qui émancipe le peuple ukrainien du joug de l'impérialisme de son voisin et de l'ultralibéralisme, dont on connaît aussi les effets dévastateurs. Ce qui se joue dans ce conflit n'est pas uniquement la question militaire d'un contrôle de territoires mais aussi celle d'une tentative d'émancipation

réelle du peuple ukrainien de toutes les oppressions.

Christophe est l'auteur et coauteur de nombreux documentaires à caractère social et historique. Il attache une attention particulière à mettre au centre de sa focale les hommes et les femmes qui résistent à leur niveau aux différentes oppressions. On retrouve cette approche dans ses films *Le rêve perdu des hommes du fleuve*, *Frères de classe*, *Los Vigilantes*, *Contre-feu* ou son dernier film *En grève*. Sa caméra s'est souvent posée en territoires étrangers: au Pérou, au Chiapas ou en Palestine.

Pierre est l'auteur, sous le nom de Pierre Znamensky, de plusieurs ouvrages sur les arts de propagande dans le système totalitaire soviétique: *Sous les plis du drapeau rouge* (Le Rouergue), *Sovietart* (Galilée.) Il est coauteur



également, sous le nom de Pierre Chamechaude de livres sur l'histoire de l'anarchisme : *Les Anarchistes, leur rôle, leurs choix* (Alternative libertaire); il a participé à *L'Ukraine en toutes lettres* (Syllepse). Adhérent de la CGT, il s'est rendu trois fois en Ukraine dans le cadre de convois humanitaires intersyndicaux depuis le début de la guerre.

Porteurs du projet

La production du film sera assurée par Thélème Films, soutenue par l'association Canal Marches.

Thélème Films a produit plusieurs films documentaires qui donnent la parole aux porteurs de luttes et mettent en relief de grands combats. Nous pouvons citer *Par la fenêtre ou par la porte*, soutenu par le CNC et ayant bénéficié



d'une sortie en salles, *La Marche aux mille voix*, également soutenu par le CNC mais aussi par la Procirep-Angoa, *Les Garçons Ramponeau* soutenu par le CNC et coproduit avec France 3 Île-de-France ou encore *Les Enfants de Denouval*.

Canal Marches est une association créée par des professionnel·les de l'audiovisuel, des chômeur·euses et précaires, des militant·es des mouvements sociaux. Son ambition est de contribuer à l'expression, à la visibilité des « sans voix » et de leurs résistances, et plus largement des personnes issues des milieux populaires, par l'appropriation de l'outil vidéo.

Pour contribuer au financement

www.helloasso.com/associations/canal-marches/collectes/sur-les-traces-de-nestor



Un numéro spécial de *Soutien à l'Ukraine résistante* à télécharger

<https://drive.google.com/file/d/1zNBb3tNt5A-yKEgeOLtp3Jjfm-TB9GAx/view>



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Uto-*



pia Rossa (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes: «Crosse en l'air».